



CANADA

# Débats de la Chambre des communes

---

VOLUME 137 • NUMÉRO 167 • 1<sup>re</sup> SESSION • 37<sup>e</sup> LÉGISLATURE

---

COMPTE RENDU OFFICIEL  
(HANSARD)

**Le vendredi 12 avril 2002**

—  
Présidence de l'honorable Peter Milliken

## **TABLE DES MATIÈRES**

(La table des matières quotidienne des délibérations se trouve  
à la fin du présent numéro.)

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le  
réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante :

**<http://www.parl.gc.ca>**

## CHAMBRE DES COMMUNES

Le vendredi 12 avril 2002

La séance est ouverte à 10 heures.

---

*Prière*

---

### INITIATIVES MINISTÉRIELLES

• (1000)

[Traduction]

#### LOI MODIFIANT CERTAINS TEXTES LÉGISLATIFS ET ABROGEANT LA LOI SUR LE SOUTIEN DES PRIX DES PRODUITS DE LA PÊCHE

La Chambre reprend l'étude, interrompue le 7 décembre, de la motion: Que le projet de loi C-43, Loi modifiant certains textes législatifs et abrogeant la Loi sur le soutien des prix des produits de la pêche, soit lu pour la troisième fois et adopté.

**Mme Carol Skelton (Saskatoon—Rosetown—Biggar, Alliance canadienne):** Monsieur le Président, le projet de loi C-43 a pour objet d'apporter des modifications et des corrections d'ordre technique et mineur à divers textes législatifs et d'abroger la Loi sur le soutien des prix des produits de la pêche.

L'entrée en vigueur de cette mesure apporterait des corrections d'ordre technique à la Loi sur l'accès à l'information, la Loi sur l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, la Loi sur la sûreté et la réglementation nucléaires, la Loi sur les relations de travail dans la fonction publique, la Loi sur l'autonomie gouvernementale des premières nations du Yukon et d'autres lois dont les ministères du Patrimoine canadien et des Finances voient à l'observation.

Le gouvernement a annoncé en décembre 1994 la rationalisation de ses agences, ses offices et ses conseils consultatifs. En grande partie, cette prétendue rationalisation a simplement soustrait le processus des nominations à l'examen parlementaire pour en faire des nominations par décret. Par suite de l'annonce de décembre 1994, l'office a cessé ses activités le 31 mars 1995.

C'est la troisième fois que l'abrogation de la Loi sur le soutien des prix des produits de la pêche est proposée au Parlement. Elle l'a d'abord été en juin 1996, aux termes du projet de loi C-49, qui n'a pourtant pas été plus loin que la deuxième lecture avant le déclenchement d'élections. L'abrogation a été proposée de nouveau dans le cadre du projet de loi C-44, en juin 1998. Encore une fois, le projet de loi C-44 n'a pas été plus loin que la deuxième lecture et n'a pas été présenté de nouveau avant les dernières élections. Le gouvernement accorde maintenant une faible priorité à l'abrogation de la loi, comme il le fait d'ailleurs pour toute question ayant trait aux pêches.

La Loi sur le soutien des prix des produits de la pêche a été adoptée en 1994. Elle établissait l'Office des prix des produits de la

pêche qui devait faire enquête sur des baisses marquées des prix des produits de la pêche et recommander, au besoin, un soutien des prix. L'office avait le pouvoir d'acheter des produits de la pêche, de les vendre ou d'en disposer autrement, ainsi que de verser des paiements compensatoires aux producteurs. La loi avait pour objectif de protéger les pêcheurs contre des baisses marquées des prix et la perte de revenus qu'elles entraînent lorsque ces baisses étaient attribuables à des causes qui échappaient au contrôle des pêcheurs ou du secteur de la pêche.

L'office n'a pas entrepris d'activités importantes de soutien des prix depuis 1982, si ce n'est l'achat de poisson comme aide alimentaire aux fins de distribution par l'ACDI.

Le projet de loi C-43 peut être considéré comme un hybride de la Loi corrective. Il renferme un certain nombre de dispositions omises dans l'avant-projet de loi C-40, Loi corrective de 2001. Le programme de lois correctives a été lancé en 1975 pour permettre d'apporter aux lois fédérales des modifications mineures non controversées, dans un projet de loi d'ensemble. L'avant-projet de loi C-40 a été soumis aux comités permanents de la justice de la Chambre et du Sénat.

Le processus des lois correctives exige que toute disposition à laquelle s'oppose un comité du Sénat ou de la Chambre soit retirée du projet de loi. Pour être incluses, les modifications proposées doivent respecter certains critères. Elles ne doivent pas être controversées, ne pas prévoir la dépense de fonds publics, ne pas toucher de façon injuste les droits de personnes, ne pas créer une nouvelle infraction et ne pas assujettir une nouvelle catégorie de personnes à une infraction existante.

La procédure est conçue pour éliminer toutes les dispositions controversées possibles, afin d'assurer l'adoption rapide du projet de loi. Or, le projet de loi C-43 renferme des dispositions auxquelles on s'est opposé dans le cas du projet de loi C-40 ainsi que de nouvelles dispositions touchant l'abrogation de la Loi sur le soutien des prix des produits de la pêche, en plus de dispositions qui n'ont pu être insérées à temps dans le projet de loi C-40.

Même si le projet de loi C-43 contient des modifications mineures de forme semblables à un projet de loi correctif, il ne peut être traité comme tel étant donné que quelques-unes des modifications ne correspondaient pas aux critères d'une loi corrective. On n'a pu permettre l'adoption rapide et on a jugé nécessaire de tenir une audience de comité.

Les comités pertinents de la Chambre et du Sénat se sont opposés à des dispositions du projet de loi C-40 qui figurent dans le projet de loi C-43 sous la forme des articles 2, 3 et 4, car elles permettent au ministre de conclure, avec un ou plusieurs gouvernements provinciaux du Canada atlantique, des accords relatifs à l'exécution des programmes ou opérations de l'agence. On donne au ministre un pouvoir qui revient normalement au Cabinet.

*Initiatives ministérielles*

●(1015)

Les comités du Sénat et de la Chambre se sont opposés à un article du projet de loi C-40 qui correspond à l'article 21 du projet de loi C-43 parce qu'il exigerait une recommandation royale. L'article 21 abrogerait un article de la Loi nationale sur le film qui restreint le pouvoir de l'Office national du film de nommer des employés dont le salaire est supérieur à 99 000 \$ sans l'autorisation du Cabinet. L'ONF considère cet article comme une exigence administrative inutile. L'objectif de cette disposition remonte à 1939. La modification n'augmenterait pas le budget alloué à l'ONF qui est approuvé par le Parlement.

À titre de membres de l'opposition officielle, nous appuyons le projet de loi C-43. Toutefois, c'est la première mesure législative sur les pêches que le gouvernement édicte depuis son arrivée au pouvoir en 1993. Cette mesure abrogera la Loi sur le soutien des prix des produits de la pêche peu utilisée depuis 1982 et dont l'Office des produits de la pêche a été fermé en 1995.

L'Alliance canadienne est disposée à appuyer une politique sur les pêches visant à protéger les pêches publiques, les stocks de poissons et l'habitat du poisson. Nous sommes également en faveur d'une politique sur les pêches qui prévoit un accès égal pour tous, des stocks sains et viables et un habitat assurant l'avenir des stocks. L'Alliance soutient également l'achat stratégique de produits excédentaires de poisson par l'ACDI dans le cadre des programmes canadiens d'aide alimentaire. Le maintien en vigueur de la Loi sur le soutien des prix des produits de la pêche, dont l'office n'existe plus, n'a pas contribué à la vigueur du secteur des pêches et n'en est pas non plus une condition.

Le projet de loi C-43 nous rappelle que les pêcheurs de même que les lois et les politiques sur la pêche n'ont pas été une priorité du gouvernement.

**Le vice-président:** La Chambre est-elle prête à se prononcer?

**Des voix:** Le vote.

**Le vice-président:** Le vote porte sur la motion. Plaît-il à la Chambre d'adopter la motion?

**Des voix:** D'accord.

**Une voix:** Avec dissidence.

**Le vice-président:** Je déclare la motion adoptée.

(La motion est adoptée et le projet de loi est lu pour la troisième fois et adopté.)

\* \* \*

**LOI SUR LES EAUX DU NUNAVUT ET LE TRIBUNAL DES DROITS DE SURFACE DU NUNAVUT**

**L'hon. Robert Nault (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, Lib.)** propose: Que les amendements que le Sénat a apportés au projet de loi C-33, Loi concernant les ressources en eau du Nunavut et le Tribunal des droits de surface du Nunavut et modifiant diverses lois en conséquence, soient lus pour la deuxième fois et adoptés.

**Mme Nancy Karetak-Lindell (Nunavut, Lib.):** Monsieur le Président, j'interviens pour parler du projet de loi C-33, la Loi sur les eaux du Nunavut et le Tribunal des droits de surface du Nunavut.

Les députés connaissent cette mesure législative. Elle nous revient aujourd'hui pour que l'on puisse examiner un amendement proposé par le Comité permanent des affaires autochtones, du développement du Grand Nord et des ressources naturelles et approuvé par le Sénat. Je suis heureuse d'annoncer à la Chambre que le gouvernement

acceptera l'amendement qui ne modifie ni l'objectif du projet de loi, ni ses dispositions.

Le projet de loi C-33 demeure un dossier à parachever pour le Canada. Il est important pour les Inuits et pour l'avenir du Nunavut. Voici un bref historique pour le bénéfice des députés. L'accord a été signé en 1993. Pourtant, nous sommes en 2002 et nous tentons encore d'obtenir un fondement législatif pour les organismes créés en vertu de l'Accord sur les revendications territoriales du Nunavut. Il importe que ces organismes possèdent un tel fondement législatif.

Je demanderai aujourd'hui aux députés d'appuyer le projet de loi tel que modifié afin qu'il puisse rapidement passer à l'étape de la sanction royale et de la promulgation. Je parlerai sous peu de l'amendement. Auparavant, je tiens à rappeler aux députés ce que le gouvernement cherche à faire par le truchement de ce projet de loi et pourquoi celui-ci mérite notre appui.

Le projet de loi C-33 établit le cadre législatif de deux institutions gouvernementales: l'Office des eaux du Nunavut, qui est responsable de l'attribution de permis pour l'utilisation des eaux et le dépôt de déchets au Nunavut; et le Tribunal des droits de surface du Nunavut, qui a pour fonction de résoudre les différends en matière d'accès entre les propriétaires fonciers et ceux qui veulent et doivent utiliser les terres. Je rappelle que des versions préliminaires de ces deux institutions avaient été créées en 1996 sous le régime de l'Accord sur les revendications territoriales du Nunavut. Aux termes de cet accord, le Canada doit également établir en droit les pouvoirs et fonctions des deux institutions.

Le projet de loi C-33, qui est une mesure d'autonomisation, satisfait à ces exigences. Les résidents du Nunavut seraient représentés à la fois au sein de l'Office des eaux du Nunavut et du Tribunal des droits de surface du Nunavut, de sorte que le processus décisionnel serait plus près de leurs préoccupations. Le projet de loi C-33 contribuerait à donner à la population du Nunavut, constituée à 85 p. 100 d'Inuits, des possibilités d'atteindre son autonomie économique et de créer des institutions gouvernementales conformes à ses besoins.

Je vais maintenant parler de ce que nous faisons au Nunavut. Cela se rapproche beaucoup de ce que fait le gouvernement du Nunavut. Nous discutons d'autonomie économique et gouvernementale pour ce territoire. Il s'agit d'un long combat, qui sera encore plus difficile si nous ne disposons pas des ressources, des fondements législatifs et des moyens nécessaires.

Le projet de loi C-33 est, selon moi, l'un des moyens qui nous aidera à progresser sur la voie dans laquelle nous nous sommes engagés il y a trois ans, le 1<sup>er</sup> avril 1999. Je suis fier de dire que la population du Nunavut a relevé le défi en rendant les trois dernières années excitantes. Des progrès ont été réalisés. Les défis à relever nous obligeront à déployer encore beaucoup d'efforts, mais je puis dire honnêtement que nous avons changé les choses au cours des trois dernières années. Si nous persistons dans nos efforts, l'avenir s'annonce prometteur. Les réalisations des trois dernières années témoignent de la détermination de la population du Nunavut de bien faire les choses.

En appuyant le projet de loi C-33 aux étapes de la deuxième et troisième lectures, les députés ont manifesté leur appui au gouvernement. Comme je l'indiquais au début, nous devons nous pencher de nouveau sur le projet de loi en raison d'une modification adoptée dans l'autre endroit, qui élimine la disposition de non-dérogação.

*Initiatives ministérielles*

Non seulement les droits des Inuits établis par l'Accord sur les revendications territoriales du Nunavut sont-ils garantis par l'article 35 de la Loi constitutionnelle de 1982, mais le paragraphe 3(1) du projet de loi C-33 précise que les dispositions de l'accord l'emportent sur les dispositions incompatibles du projet de loi.

●(1020)

La disposition de non-dérogation n'a pour objet ni de réduire, ni d'améliorer la protection constitutionnelle des droits reconnus aux peuples autochtones du Canada. Le gouvernement voulait, par cette disposition indiquer que la mise en oeuvre du projet de loi C-33 n'annulerait pas la protection des droits ancestraux et des droits issus des traités garantis dans la Loi constitutionnelle de 1982, et n'y dérogerait pas non plus.

Les dispositions de non-dérogation sont assez courantes dans les lois fédérales. Leur objet est toujours le même : rappeler au lecteur que la Constitution reconnaît aux peuples autochtones des droits dont il convient de tenir compte dans l'exercice des compétences législatives. C'est pour cette raison que les autochtones réclament souvent l'inclusion de telles dispositions dans les projets de loi, pour se protéger.

Malheureusement, certains porte-parole inuits refusent cette explication de la disposition de non-dérogation prévue dans le projet de loi C-33. La question a fini par susciter un débat entre avocats désireux d'exprimer leur avis juridique en la matière. Ce débat a pris une ampleur démesurée.

À ce jour, les tribunaux n'ont pas encore interprété ces dispositions de non-dérogation. Certains groupes ne partagent pas l'avis du gouvernement voulant que ces dispositions témoignent de l'existence d'une protection constitutionnelle, car l'article 35 de la Loi constitutionnelle de 1982 protège les lois fédérales, que ces dispositions y figurent ou pas. C'est ce qui explique que, lors de l'examen du projet de loi C-33 au comité permanent, certains témoins se soient exprimés avec véhémence contre cette disposition.

La solution évidente était de retirer du projet de loi cette disposition de non-dérogation. Bien que nous n'ayons eu pour simple objectif que celui de signaler que les droits des autochtones étaient déjà garantis dans la Constitution, nous reconnaissons que si les Inuits ne sont pas réconfortés par cette disposition et que celle-ci les dérange, il n'était plus justifié de la conserver dans ce projet de loi. Cela dit, je signale aux députés que la suppression de cette disposition n'affecte en rien l'application du projet de loi C-33 ou la protection des droits autochtones. En d'autres mots, ni le projet de loi, ni les Inuits ne seront affectés par cet amendement.

Il est temps d'aller de l'avant avec le projet de loi. On en a déjà beaucoup débattu. C'est devenu une pomme de discorde dans le territoire. Le débat est en train de devenir plus important que le projet de loi lui-même. Je vous ai déjà touché quelques mots de ce qui se passe dans le territoire. Il y a tellement de choses qui arrivent en même temps que nous voulons aller de l'avant. Il ne faut pas que les groupes qui veulent aller de l'avant et relever les défis en soient empêchés faute de mesure législative.

On a tenu de vastes consultations. Nous espérons qu'elles ont donné un projet de loi qui permettra de mettre en oeuvre l'Accord sur les revendications territoriales du Nunavut, de protéger l'environnement de l'Arctique et d'offrir une certitude au secteur primaire et à tous ceux qui veulent investir au Nunavut.

Les députés m'ont entendu parler de façon exhaustive des ressources naturelles du territoire. Nous espérons attirer des investisseurs, car le territoire regorge de ressources naturelles telles que le diamant et des métaux précieux.

●(1025)

Nous espérons nous servir de ces ressources pour aller de l'avant et contribuer à la société canadienne tout en bénéficiant de la création d'emplois et de la formation. Nous voulons que nos collectivités soient axées sur le secteur industriel plutôt que sur le gouvernement, comme c'est souvent le cas à l'heure actuelle.

Nous espérons que nos jeunes retourneront à l'école et poursuivront une carrière qui leur permettra de tirer profit de toutes les ressources naturelles du nouveau territoire.

Les sociétés minières ont déclaré qu'il leur était difficile d'investir dans notre territoire tant qu'elles ne sauront pas de façon certaine à quoi s'en tenir. Deux ou trois investisseurs m'ont dit qu'ils souhaitaient vraiment que le projet de loi C-33 soit adopté, car ils sauraient alors davantage à quoi s'en tenir.

Je le répète, le projet de loi est un élément clé de l'engagement que le gouvernement a pris envers les Inuit du Nunavut dans le cadre de la mise en oeuvre de la Loi concernant l'Accord sur les revendications territoriales du Nunavut. Cela étant dit, j'exhorte les députés à voter en faveur du projet de loi C-33 modifié.

●(1030)

**M. Brian Pallister (Portage—Lisgar, Alliance canadienne):**

Monsieur le Président, je suis heureux de prendre la parole à la suite de ma collègue, la députée de Nunavut.

C'est la première fois, depuis que je suis porte-parole pour ce portefeuille, que j'ai l'occasion de m'exprimer à la Chambre dans un dossier très important pour les habitants du Nunavut, dossier dont la Chambre est saisie depuis longtemps. Maintenant que nous en sommes à l'étape de la troisième lecture, nous allons sans doute pouvoir aller de l'avant.

L'amendement qui a été proposé va probablement régler la question du projet de loi une fois pour toutes. L'époque que nous vivons est fascinante pour nous tous, mais encore plus spécialement pour les habitants du Nunavut. Les possibilités que cette mesure législative leur offre sont depuis longtemps à la portée de beaucoup d'autres groupes dans notre société, en particulier la possibilité de se gouverner et de diriger sur leur propre territoire par le biais d'une administration reconnue ayant une structure reconnue et qui n'existait pas auparavant.

Le projet de loi concerne les ressources en eau et le Tribunal des droits de surface prévu par l'accord sur le Nunavut. Nous parlons aujourd'hui de l'amendement proposé à la Chambre par le Sénat. Il y est question de supprimer le paragraphe 3(3), à la page 4 du projet de loi, qui se lit comme suit:

Il est entendu que la présente loi ne porte pas atteinte à la protection des droits existants—ancestraux ou issus de traités—des peuples autochtones du Canada découlant de leur reconnaissance et de leur confirmation au titre de l'article 35 de la Loi constitutionnelle de 1982.

### *Initiatives ministérielles*

Le recours aux dispositions d'exception est un sujet qui, dans d'autres contextes, fait depuis longtemps l'objet de débats dans le milieu juridique. La réalité est que l'Accord sur les revendications territoriales du Nunavut répond aux questions plus globales de savoir à qui appartiennent les terres et à qui appartiennent les ressources de l'Arctique de l'Est.

Ce qu'il faut maintenant, c'est assurer aux habitants du Nunavut et aux habitants du Canada que le régime de gestion des ressources qui existera au Nunavut sera plus cohérent et plus prévisible. La gestion de l'eau et les droits de surface sont des éléments clés de ce régime de gestion.

Je crois qu'il est essentiel de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour supprimer les obstacles qui empêchent les gens de réaliser leur plein potentiel et de bénéficier des bienfaits d'une économie canadienne dynamique. Elle est un peu moins dynamique qu'elle ne l'a été, du fait des erreurs du gouvernement, mais néanmoins nous espérons que les habitants du Nunavut pourront y participer pleinement à l'avenir.

Dans la perspective de la croissance économique et de l'autosuffisance souhaitées au Nunavut, l'adoption du projet de loi et des amendements proposés contribuerait à créer des circonstances plus favorables à une pleine égalité de la population du Nunavut et à une pleine participation de cette dernière à l'économie canadienne.

Le projet de loi offrirait de meilleures garanties et plus de stabilité à l'industrie, dont l'apport est indispensable pour assurer la pleine participation de la population du Nunavut à notre économie. Il procurera les possibilités d'emplois qui conféreront aux habitants du Nunavut les aptitudes dont bénéficient déjà la majorité des Canadiens, soit les aptitudes leur permettant de subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille.

Nous appuierons l'amendement proposé en l'instance, car nous voulons que ces objectifs soient atteints pour le bien de la population du Nunavut.

J'aborderai brièvement la disposition de non-dérogation car, à mon avis, il est important de la comprendre. On me dit que, dans le passé, des dispositions de non-dérogation ont été intégrées à la demande des dirigeants autochtones et inuits qui voulaient que la mesure législative précise clairement que l'on n'empiéterait pas sur leurs droits. La disposition de non-dérogation a aussi été incluse dans d'autres mesures législatives.

• (1035)

Le gouvernement nous a dit qu'en l'instance, et dans les autres cas semblables, les dispositions de non-dérogation n'ont pas pour objet de conférer ni de diminuer des droits. Elles constituent tout simplement des dispositions déclaratoires. Autrement dit, elles entérineraient la nécessité d'appuyer et de reconnaître d'autres documents conférant ces droits. Dans le cas qui nous occupe, l'autre document serait la Constitution.

Il est intéressant de lire cette disposition et de prendre connaissance des commentaires faits par des témoins au comité. L'honorable Paul Okalik, premier ministre du Nunavut, a déclaré qu'il ne veut pas de cette disposition. À son avis, elle n'est pas nécessaire. Voici ce qu'il a dit devant le comité:

Le premier point que j'aimerais aborder avec vous est ce qu'on appelle la clause de non-dérogation contenue dans le projet de loi actuel. Ayant examiné le texte, je considère cette disposition comme très offensante. À mon avis, on tente ainsi d'introduire une nouvelle notion dont je voudrais vous entretenir aujourd'hui: demander aux Inuits de tout donner, une notion qui risque de battre en brèche un traité moderne que nous avons pourtant négocié de bonne foi avec le gouvernement fédéral.

Le premier ministre semble penser que l'intention de cette disposition n'est pas déclaratoire. Il y voit beaucoup plus que ce que le gouvernement a dit qu'il voulait y mettre. Je puis comprendre l'empressement du gouvernement à appuyer l'amendement du Sénat, étant donné que les dirigeants inuits sont loin d'avoir réclamé cette disposition. Ils réclament plutôt qu'elle ne figure pas dans cette mesure législative.

L'Alliance canadienne a pour but de veiller à ce qu'il y ait égalité des chances pour tous les Canadiens. Maintenant que cet accord et l'accord plus vaste dont il découle ont été entérinés, nous voulons faire tout en notre pouvoir pour faire en sorte que les habitants du Nunavut et les membres de tous les groupes du Canada bénéficient de cette possibilité d'égalité. Ils ont besoin de savoir que leur gouvernement leur rendra des comptes et qu'il fonctionnera d'une façon transparente. Ils ont besoin de savoir que leur gouvernement sera choisi par eux en tant que personnes qui devraient avoir le droit à l'égalité pour voter lors des élections, par exemple. À l'heure actuelle, de nombreuses bandes indiennes ne pratiquent pas une telle gouvernance. Bon nombre des autochtones du pays ne peuvent pas voter aux élections.

Ce sont des changements que nous lutterons pour faire opérer dans notre pays. Nous voulons que l'égalité des chances et l'égalité en termes de droit de vote et de droits individuels devienne une réalité. Nous ne voulons pas les voir sacrifiées.

La transparence, l'obligation de rendre des comptes et l'égalité des chances sont des objectifs valables. Ce sont les objectifs pour lesquels l'Alliance canadienne a lutté et continuera de lutter. À cause de cela, nous appuierons l'amendement proposé et nous appuierons cette mesure législative.

[Français]

**M. Bernard Bigras (Rosemont—Petite-Patrie, BQ):** Monsieur le Président, il me fait plaisir d'intervenir aujourd'hui sur la motion d'amendement du Sénat qui vise à modifier le projet de loi C-33. Je ne parlerai pas très longtemps. Comme vous le savez, le porte-parole de ma formation politique, le député de Charlesbourg—Jacques-Cartier, connaît assez bien le dossier. Je me limiterai à quelques interventions au sujet de la motion du gouvernement.

D'entrée de jeu, il faut dire que nous sommes favorables au projet de loi C-33. Je n'ai pas besoin de vous le rappeler, la Loi sur les eaux du Nunavut et le Tribunal des droits de surface du Nunavut, que nous avons appuyée tout récemment, donne plus d'autonomie aux communautés. Nous croyons que c'est un pas dans la bonne direction et nous avons donné notre appui inconditionnel.

Globalement, le projet de loi C-33 représente la mise en oeuvre de certains éléments de l'Accord sur les revendications territoriales conclu entre les Inuits de la région du Nunavut et Sa Majesté la Reine du chef du Canada. Le projet de loi dont la Chambre est actuellement saisie complète ainsi les derniers aspects de cette entente historique. Rappelons que depuis que le projet de loi a été adopté par la Chambre des communes en novembre dernier, il stagnait devant le Sénat.

On connaît la charge de nos collègues de l'autre Chambre, mais est-il acceptable que ce projet de loi ait stagné et ait dormi, si vous me permettez l'expression, pendant six mois à l'autre Chambre, alors qu'il fallait aller plus rapidement, justement pour pouvoir mettre en oeuvre cette loi qui donnera plus de pouvoirs aux communautés?

*Initiatives ministérielles*

Je m'explique mal qu'après six mois, la seule recommandation que puisse formuler l'autre Chambre soit de retrancher sept lignes du projet de loi. Pire encore, la modification proposée ne concerne même pas le corps du projet de loi, mais bien les définitions préliminaires et les modalités d'application de la mesure législative.

Je pourrais m'éterniser sur le rôle des sénateurs et sur le processus législatif, mais j'épargnerai à la Chambre cette dure épreuve inutile et combien ennuyante en même temps. L'amendement proposé par le Sénat au projet de loi C-33 consiste à soustraire de l'application de la nouvelle loi une disposition fondamentale des négociations ayant justement mené à la conclusion de l'Accord sur les revendications territoriales entre le gouvernement et les Inuits du Nunavut.

Dans le traité encadrant l'accord, lequel fut ratifié et mis en oeuvre le 9 juillet 1993 par la Loi concernant l'Accord sur les revendications territoriales du Nunavut, on a pris soin de préciser la portée de l'entente et sa non-prédominance sur la législation antérieure.

Le projet de loi C-33, au paragraphe 3(3), reprend ce même esprit, conformément à la loi de 1993. Or, ce que souhaite le Sénat est justement de retrancher ce pan important de ces années de négociations ayant mené à la conclusion de l'accord pour, soudainement, sans raison apparente, vouloir les biffer de la Loi de mise en oeuvre du traité, la phase finale de ces années d'efforts.

Pour nous, cette situation est aberrante et drôlement embarrassante pour une institution comme le Sénat aux prises avec de graves problèmes de crédibilité. Non seulement les sénateurs souhaitent-ils rayer le travail effectué depuis près de 20 ans, mais on ne peut même pas y discerner le moindre bon sens.

Il est regrettable que la Chambre doive perdre de si précieuses heures à se pencher sur une question aussi inutile que le Sénat lui-même, plutôt que de les consacrer justement à l'avancement de la cause des premières nations.

● (1040)

Le Bloc québécois a fait de ses relations avec les peuples autochtones une pierre angulaire de son orientation politique et de sa plateforme électorale. À l'instar du gouvernement du Québec, nous croyons fermement, et nous le réitérons aujourd'hui, à l'harmonie prédominante qui doit régner dans nos relations avec les premières nations, comme en témoignent d'ailleurs les récentes ententes de nation à nation entre les Cris et les Inuits.

Nous sommes déterminés à travailler de concert avec le gouvernement pour répondre avec célérité aux désirs de gouvernance bien légitimes des Inuits du Nunavut. Toutefois, le Bloc québécois est profondément en désaccord avec la motion proposée par le Sénat et nous voterons contre.

En terminant, j'invite mes collègues des autres partis à bien y réfléchir et à bien peser le pour ou le contre d'un tel amendement. Je terminerai en ajoutant qu'il est regrettable que ce projet de loi ait stagné au Sénat pendant six mois pour en arriver à une telle disposition, alors que nous pouvions accélérer le processus et la cadence pour pouvoir justement donner aux communautés une plus grande gouvernance et une plus grande autonomie.

● (1045)

[Traduction]

**Mme Judy Wasylycia-Leis (Winnipeg-Centre-Nord, NPD):** Monsieur le Président, je suis heureuse de participer, au nom de mon caucus, au débat sur le projet de loi C-33 et, notamment, sur l'amendement proposé par le gouvernement du Canada.

D'entrée de jeu, je réitérerai la position de notre parti sur le projet de loi et ferai écho aux propos de mon collègue, le porte-parole de

notre parti pour les affaires autochtones et député de Winnipeg-Centre, qui a sué sang et eau avec d'autres députés pour améliorer le projet de loi et rechercher une solution à cette question.

Comme mon collègue l'a souligné à maintes reprises, le projet de loi se fait attendre depuis longtemps. Tous savent à la Chambre que ce projet de loi a eu quelques prédécesseurs, à savoir le projet de loi C-51 au cours de la 35<sup>e</sup> législature et le projet de loi C-62 au cours de la 36<sup>e</sup> législature. Ces deux projets de loi sont morts au *Feuilleton*, même si on reconnaît depuis fort longtemps qu'une loi est nécessaire dans ce domaine et que la population du Nunavut demande de façon persistante au gouvernement d'agir.

Je suis persuadée que le député de Nunavut en est conscient, le reconnaît et vit cette réalité tous les jours, mais il est clair que les habitants du Nunavut attendent patiemment depuis fort longtemps de voir un projet de loi franchir enfin toutes les étapes de l'étude aux Communes. Il est évident que nous tenons à ce que ce processus aboutisse et à ce que soient prises des mesures absolument indispensables.

Toute la question des revendications territoriales au Nunavut en ce qui concerne l'utilisation des sols, l'eau et l'évaluation environnementale, est de la plus haute importance. Il est scandaleux que rien ne se soit fait depuis juin 1993. Bien entendu, nous voulons que le projet de loi soit adopté et que des mesures soient prises. Cependant, nous constatons avec inquiétude que le gouvernement recommande aujourd'hui à la Chambre de supprimer une disposition très importante du projet de loi C-33.

J'ai suivi le débat avec attention et j'ai essayé de voir pourquoi on supprimerait cette disposition. On n'a pas encore donné de raison sérieuse. Le député de l'Alliance a expliqué que, en réalité, cela était dans l'intérêt supérieur des habitants du Nunavut, que la suppression de cette disposition de non-dérogation répondait à leurs vœux.

Pour ma part, je crois comprendre que les habitants du Nunavut voudraient avoir dans le projet de loi une disposition de non-dérogation. Peut-être le libellé de celle qui est discutée aujourd'hui présente-t-il des problèmes, mais j'estime qu'elle est toujours mieux que rien du tout. Mon collègue de Winnipeg-Centre a dit que la question avait été étudiée à fond à l'étape du comité et qu'il était heureux qu'il y ait dans le projet de loi au moins une disposition quelconque de non-dérogation.

*Initiatives ministérielles*

J'estime qu'il est particulièrement important de comprendre les fondements historiques de cette disposition et de bien saisir pourquoi elle est nécessaire dans un projet de loi comme celui-ci, d'autant plus que nous sommes à la veille de célébrer le 20<sup>e</sup> anniversaire de la Charte canadienne des droits et libertés, qui est consacrée par l'article 35 et fait partie de la Loi constitutionnelle. Cette charte est un fait marquant de notre histoire. Elle reconnaît que les droits ancestraux font partie de notre histoire et doivent être garantis par la Constitution, que ces droits inhérents ne peuvent être sacrifiés par aucun document. On a estimé qu'un projet de loi de cette nature devait comprendre une disposition de non-dérogation. Cela est devenu une coutume dans tous les textes qui portent sur les droits ancestraux et issus de traités.

Dans le discours qu'il a livré à la Chambre, mon collègue de Winnipeg-Centre a dit:

La présence d'une disposition de non-dérogation est devenue pratique courante pour tout ce qui concerne les droits des autochtones. La présence de cette disposition fait en sorte que rien dans le nouvel accord ne déroge ou porte atteinte de quelque façon que ce soit aux droits garantis par la Charte des droits et libertés ou par la Constitution. Aucun document ne peut priver les peuples autochtones de ces droits.

Voilà l'esprit de cet amendement.

On a signalé en comité que la formulation de la disposition de non-dérogation posait problème. Je pense que le chef du Nunavut a indiqué que cette disposition présentait des problèmes. On a tenté de la modifier de manière à ce qu'elle soit plus acceptable pour les habitants du Nunavut et qu'elle réponde mieux à leurs souhaits. De fait, on a recommandé que cette disposition soit reformulée de la façon suivante:

Aucune disposition du projet de loi ne primera sur les droits ancestraux ou issus de traités garantis aux peuples autochtones du Canada par la Loi constitutionnelle de 1982.

• (1050)

Cette modification allait dans le sens des souhaits exprimés par les délégations du Nunavut. Elle était simple et directe, mais elle n'a malheureusement pas franchi l'étape du comité. Nous restons donc avec la disposition de non-dérogation énoncée aux termes du projet de loi C-33, que l'on propose maintenant de supprimer. Cela nous préoccupe et nous rend hésitants à appuyer le projet de loi C-33.

Je tiens à formuler nos préoccupations et à indiquer que nous écouterons attentivement le reste du débat de manière à mieux comprendre la raison d'être de cette motion d'amendement. Il nous semble que tout ce que la Chambre des communes peut faire en vue de la reconnaissance fondamentale de la longue lutte des peuples autochtones pour l'enchéassement de leurs droits inaliénables dans la Constitution et du respect de l'esprit de cette disposition constitutionnelle est absolument vital et doit être mené à terme.

**M. Gerald Keddy (South Shore, PC):** Monsieur le Président, c'est un plaisir pour moi de participer au débat sur le projet de loi C-33. La première fois que je me suis penché sur la question, c'était le projet de loi C-62, Loi sur les eaux du Nunavut et le Tribunal des droits de surface du Nunavut, qui a gardé le même nom, Loi sur les eaux du Nunavut et le Tribunal des droits de surface du Nunavut quand elle est devenue le projet de loi C-33.

Ce projet de loi traîne depuis longtemps. Il est au programme depuis 1992-1993. Il est plus que temps que nous l'adoptions. Dix ans, c'est plus que suffisant pour qu'une mesure législative soit adoptée par la Chambre.

Il y a certains points importants à soulever en ce qui a trait à la suppression de la disposition de non-dérogation. Lors de conversations tenues avec l'Inuit Tapirisat et les habitants du Nunavut, ces derniers ont posé bon nombre de questions sur le projet de loi. L'une

des plus importantes questions a porté sur les préoccupations de longue date des gens du Nunavut en ce qui a trait à la nécessité d'obtenir l'approbation du ministre pour les demandes. Il est évident que l'objectif, certes très noble, est d'accorder davantage de contrôle ou de pouvoirs au territoire et aux gens du Nunavut.

On se préoccupait de la capacité juridique du gouverneur en conseil de préparer des règlements dans des domaines que les Inuits considéraient devoir relever de l'Office des eaux ou du Tribunal des droits de surface, mais particulièrement de l'Office des eaux. La mesure législative ne reconnaissait pas expressément les droits des Inuits concernant les eaux. Le projet de loi précise qu'ils dépendent des droits accordés au Nunavut, aux termes de la Loi sur le Nunavut et des droits accordés à la Couronne. Il aurait peut-être fallu un autre amendement portant sur les droits relatifs aux eaux pour la région du Nunavut en particulier.

Une autre des préoccupations soulevées portait sur le facteur de responsabilité de 20 millions de dollars. Ce facteur aurait probablement dû être plus élevé. Toutefois, si l'on ne tient pas compte de toutes ces questions et de la disposition de non-dérogation, la mesure législative a trop tardé. Elle aurait dû être adoptée il y a longtemps.

Elle a l'appui de la députée de Nunavut et du premier ministre du Nunavut. Il ne revient pas aux parlementaires d'en retarder l'adoption, que nous soyons d'accord avec l'amendement ou non. Cet amendement a été adopté par la Chambre. J'ai l'intention de l'appuyer. Tous les députés doivent accorder une attention tout à fait spéciale à cette mesure législative et s'assurer qu'elle va de l'avant et qu'elle est adoptée, parce qu'elle confèrera davantage de droits aux gens qui vivent au Nunavut. C'est très important.

Peut-être pourrions-nous nous pencher de nouveau sur la question plus tard, mais pour l'instant, adoptons cette mesure qui a déjà beaucoup trop tardé.

• (1055)

**Le vice-président:** La Chambre est-elle prête à se prononcer?

**Des voix:** Le vote.

**Le vice-président:** Le vote porte sur la motion. Plaît-il à la Chambre d'adopter la motion?

**Des voix:** D'accord.

**Des voix:** Non.

**Le vice-président:** Que tous ceux qui sont en faveur de la motion veuillent bien dire oui.

**Des voix:** Oui.

**Le vice-président:** Que tous ceux qui sont contre veuillent bien dire non.

**Des voix:** Non.

**Le vice-président:** À mon avis, les oui l'emportent.

*Et plus de cinq députés s'étant levés:*

**Le vice-président:** Convoquez les députés.

[Français]

Conformément à l'article 45 du Règlement, le vote par appel nominal est différé jusqu'au lundi 15 avril 2002, à l'heure ordinaire de l'ajournement quotidien.



[Traduction]

**Mme Marlene Catterall:** Monsieur le Président, des discussions ont eu lieu entre les whips et ils s'entendent pour que le vote, qui devait avoir lieu lundi, soit reporté à mardi, à 15 heures.

**Le vice-président:** Est-ce d'accord?

**Des voix:** D'accord.

## DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

[Traduction]

### LE PROCHE-ORIENT

**M. Mac Harb (Ottawa-Centre, Lib.):** Monsieur le Président, le Proche-Orient connaît une escalade de la violence et des civils continuent de mourir. Je déplore la guerre et la violence et je lance un appel au Canada et aux États-Unis, ainsi qu'à la communauté internationale, pour qu'ils interviennent rapidement afin de créer les conditions nécessaires au rétablissement du processus de paix.

La paix recherchée doit être juste, complète et durable, et elle doit garantir aux deux peuples le droit de vivre en harmonie et en sécurité. La poursuite de la violence et de la terreur ne peut qu'entraîner la perte d'autres vies innocentes.

Au Canada, nous avons la chance de vivre dans une société qui protège les droits des personnes de vivre à l'abri de toute discrimination fondée sur la religion ou le lieu d'origine. Je déplore les actes haineux commis à l'endroit des institutions musulmanes après le 11 septembre. Je déplore également les actes semblables visant le centre communautaire juif et le temple musulman de ma communauté. De tels actes ont pour but de miner nos valeurs canadiennes.

J'exhorte tous les dirigeants communautaires et spirituels, ainsi que nos policiers, à se montrer vigilants et à faire de la prévention. Je me joins à mes collègues pour demander un cessez-le-feu immédiat et la reprise des pourparlers de paix au Proche-Orient.

\* \* \*

• (1100)

### LE RAPPORT SUR LE GASPILLAGE

**M. John Williams (St. Albert, Alliance canadienne):** Monsieur le Président, le favoritisme politique continue de pointer sa mine dégoûtante au sein du gouvernement libéral.

Dans mon dernier rapport sur le gaspillage, que l'on peut lire sur Internet à l'adresse [www.canadianalliance.ca/waste](http://www.canadianalliance.ca/waste), j'ai indiqué que la Commission canadienne des droits de la personne avait versé 4 000 \$ à l'épouse du ministre de l'Industrie et 8 000 \$ à celle de l'ancien ministre des Affaires étrangères, Lloyd Axworthy, pendant que ce dernier exerçait encore les fonctions de son ministère.

Ce n'était peut-être pas illégal, mais on peut se demander si on ne privilégie pas les personnes que l'on connaît, au détriment des personnes compétentes, au moment d'embaucher des gens à Ottawa.

Et voilà maintenant que le ministre de la Défense nationale est lui aussi mêlé à une histoire de favoritisme politique. Son ancien conseiller, Tony Genco, a décroché un emploi en or, soit celui de président intérimaire et de directeur général de la société Parc Downsview Park Inc. Or, les terrains de Downsview sont la propriété du ministère de la Défense nationale et le parc se trouve justement

### Article 31 du Règlement

dans la circonscription de nul autre que, eh oui, monsieur le Président, le ministre de la Défense nationale.

Je suppose que l'adhésion au Parti libéral donne droit à certains privilèges.

\* \* \*

### LA REINE-MÈRE

**M. Julian Reed (Halton, Lib.):** Monsieur le Président, au nom de la population de la circonscription de Halton, je prends la parole pour offrir nos condoléances à l'occasion du décès de la reine Elizabeth, la Reine-Mère.

La Reine-Mère a été colonel en chef de trois régiments canadiens, dont le Toronto Scottish Regiment qui a récemment eu l'honneur de se voir décerner le titre supplémentaire de régiment de la reine Elizabeth, la Reine-Mère, et d'être ainsi la seule unité militaire du monde à porter son nom.

Une des plus grandes satisfactions de ma jeunesse a été d'obtenir le titre de Scout de la Reine, le plus haut titre décerné dans le scoutisme. Ce titre signifiait que j'étais prêt à servir ma reine et mon pays. L'engagement constant de la Reine-Mère par rapport à ses fonctions publiques m'a inspiré tout au long de ma vie publique.

La puissance des chants lors des services en son honneur ont été un vibrant hommage à sa force et à sa dignité, et la Reine-Mère occupera toujours une place spéciale dans nos coeurs et nos souvenirs.

\* \* \*

### LA SOCIÉTÉ CHIN WING CHUN TONG

**Mme Sophia Leung (Vancouver Kingsway, Lib.):** Monsieur le Président, le 13 avril, la société Chin Wing Chun Tong célébrera son 84<sup>e</sup> anniversaire à Vancouver. Créée en 1918, la société Chan a beaucoup aidé la communauté chinoise de Vancouver.

Les programmes éducatifs et culturels de la société Chan sont un volet important du travail qu'elle accomplit auprès de la communauté. Parmi les services qu'elle rend à la communauté, la société appuie notamment une troupe de scouts, elle administre un programme à l'intention des femmes actives et elle offre des cours d'informatique et d'anglais langue seconde à de nombreux membres de la communauté.

J'invite tous les députés à se joindre à moi pour féliciter la société Chan à l'occasion de son 84<sup>e</sup> anniversaire. Je suis certaine que de nombreuses autres années couronnées de succès l'attendent.

\* \* \*

### LA SOCIÉTÉ CANADIENNE DU CANCER

**M. Gurbax Malhi (Bramalea—Gore—Malton—Springdale, Lib.):** Monsieur le Président, c'est avec plaisir que j'informe la Chambre que le mois d'avril est celui de la campagne de la Société canadienne du cancer.

La Société canadienne du cancer a pour mission d'éradiquer le cancer et d'améliorer la qualité de vie des personnes qui en sont atteintes. De concert avec l'Institut national du cancer du Canada, la société remplit sa mission en faisant de la recherche et de la sensibilisation, en fournissant des services liés aux brevets et en militant en faveur d'une politique publique sensée.

En 2001, quelque 134 100 cas de cancer ont été diagnostiqués, et 65 300 décès sont survenus en raison du cancer au Canada. Santé Canada et la Société canadienne du cancer conjuguent leurs efforts pour faire décroître l'incidence du cancer et alléger ce fardeau.

*Article 31 du Règlement*

Je demande aux députés de se joindre à moi pour souhaiter à la Société canadienne du cancer et à ses bénévoles le plus grand succès dans leurs activités de ce mois-ci.

\* \* \*

[Français]

**LES GRANDS PRIX DU TOURISME QUÉBÉCOIS 2002**

**Mme Madeleine Dalphond-Guiral (Laval-Centre, BQ):** Monsieur le Président, le mois dernier, Tourisme Laval dévoilait l'identité des gagnants qui participeront à l'édition 2002 des Grands Prix du tourisme québécois.

Depuis, à la grandeur du Québec, les régions désignent leurs lauréats et c'est le 10 mai prochain que seront connus les médaillés d'or nationaux des Grands Prix du tourisme québécois.

Il me fait extrêmement plaisir de saluer les récipiendaires lavallois et de souhaiter la meilleure des chances aux restaurants Le Saint Christophe et Les Menus-Plaisirs, au gîte touristique Notre Maison sur la Rivière, à la Récréathèque et au Festival de TROIS. Ensemble, ils font la preuve que la qualité des services en restauration, en hébergement et en loisirs, conjuguée au dynamisme des activités culturelles, font de Laval une destination de choix.

Venez faire un tour chez nous. Tout ce que vous risquez, c'est d'être séduits.

\* \* \*

[Traduction]

**L'AVIATION COMMERCIALE**

**Mme Bev Desjarlais (Churchill, NPD):** Monsieur le Président, la suppression de 40 emplois à l'aéroport international de Halifax cette semaine n'est qu'un avant-goût des problèmes qui assailliront l'aviation commerciale canadienne à cause du nouveau droit pour la sécurité du transport aérien créé par le gouvernement libéral, droit qui n'est qu'une autre TPS frappant les passagers aériens.

L'aéroport international de Halifax est le huitième aéroport du pays quant à l'importance du trafic aérien et il constitue un pôle de croissance économique capital. Les touristes voyageant par avion fournissent 37 p. 100 des 925 millions de dollars injectés dans l'économie tous les ans. Les voyages touristiques sont tributaires du revenu discrétionnaire et sont particulièrement vulnérables. Toute hausse de 1 p. 100 des prix entraîne une baisse des ventes de 1,2 p. 100.

L'industrie touristique de 54 milliards de dollars du Canada représente quelque 17 milliards de dollars de recettes fiscales fédérales, provinciales et municipales. Près de la moitié de ces recettes sont attribuables à l'aviation commerciale. La diminution de 5 p. 100 des voyages par avion résultant de la toute nouvelle TPS du gouvernement libéral coûtera entre 350 et 400 millions de dollars aux gouvernements provinciaux et aux municipalités.

Le gouvernement fédéral fera plus que récupérer le manque à gagner du tourisme avec l'argent qu'il soutirera aux passagers aériens. L'avenir de notre aviation commerciale et de notre tourisme aérien est tout tracé, et il est marqué par une diminution des emplois et des services.

Le nouveau droit pour la sécurité des transports aériens du gouvernement doit être supprimé immédiatement avant que d'autres catastrophes économiques ne s'abattent sur tout le Canada.

●(1105)

**L'ENVIRONNEMENT**

**Mme Paddy Torsney (Burlington, Lib.):** Monsieur le Président, le lundi 22 avril sera le Jour de la Terre, journée où l'on devrait reconnaître le soin constant à apporter pour assurer le bon état de notre planète et renouveler notre engagement à faire une différence localement pour réussir mondialement.

Le premier Jour de la Terre a été célébré en 1970, aux États-Unis, afin de sensibiliser davantage la population à l'environnement. Maintenant, plus de six millions de Canadiens se joindront à quelque 500 millions d'habitants de plus de 180 pays pour organiser des événements, élaborer des projets et remédier à des problèmes locaux en matière d'environnement.

À Burlington, on célébrera le Jour de la Terre en participant au premier concours annuel de nettoyage collectif, le samedi 20 avril. Tous les habitants de Burlington sont invités à se joindre au maire McIsaac et à moi-même pour ramasser des déchets et embellir notre ville. Nous encourageons les personnes et les organisations locales à nettoyer leur quartier et à améliorer l'environnement local.

J'invite tous les députés à organiser de tels événements dans leurs collectivités. Pour les proches et les amis, le Jour de la Terre est une occasion idéale pour unir leurs efforts et prendre soin de leur environnement. Nous pouvons faire une différence.

\* \* \*

**LA PORNOGRAPHIE JUVÉNILE**

**Mme Elsie Wayne (Saint John, PC):** Monsieur le Président, on a marqué cette semaine le 20<sup>e</sup> anniversaire de la Charte canadienne des droits et libertés, document qui a pour objet de garantir l'égalité et la sûreté de nos concitoyens.

Tous les députés admettront qu'on compromet l'intégrité de ce magnifique contrat avec les Canadiens quand on permet qu'il serve à protéger les amateurs de pornographie juvénile plutôt que les enfants. Je me reporte évidemment à la décision récente de la Cour suprême de la Colombie-Britannique, dans l'affaire opposant la Couronne à John Sharpe, décision qui illustre une faiblesse importante dans notre système juridique.

Quand des prédateurs sexuels et des pédophiles peuvent invoquer la Charte et les lois canadiennes pour échapper au châtiement de crimes, en tant que législateurs, nous devons proposer des changements. S'il y a ambiguïté, nous devons apporter la clarté. S'il y a des échappatoires, nous devons les éliminer.

Je lance cet appel à titre de parlementaire, mais surtout à titre de mère et de grand-mère. Avant toutes choses, n'oublions pas que notre rôle consiste à protéger ceux qui ne peuvent se défendre, c'est-à-dire les jeunes enfants.

\* \* \*

**L'ORDRE DU CANADA**

**M. Peter Goldring (Edmonton-Centre-Est, Alliance canadienne):** Monsieur le Président, j'interviens aujourd'hui pour rendre hommage à Gordon Russell qui a récemment été décoré de l'Ordre du Canada.

Depuis 50 ans, M. Russell aide à assurer un avenir favorable à de nombreux jeunes athlètes d'Edmonton et à des jeunes en difficulté et à risque. En partenariat avec des entreprises comme Crystal Glass d'Edmonton et le groupe Motor Village, Gordon Russell a fondé et dirige le Gordon Russell Crystal Kids Youth Centre.

Il continue de contribuer au bien-être des jeunes du centre-ville d'Edmonton, surtout en les incitant à faire de l'athlétisme et à pratiquer son sport favori, la boxe. En 1999, Gordon Russell a été nommé citoyen de l'année par le Native Counselling Services of Alberta. Il a été intronisé au Temple de la renommée des sports d'Edmonton et est inscrit au palmarès d'honneur de la Commission de la boxe et de la lutte d'Edmonton.

M. Gordon Russell méritait incontestablement de devenir membre de l'Ordre du Canada. Je demande à la Chambre de se joindre à moi pour le féliciter chaleureusement.

\* \* \*

[Français]

### LES EXPORTATIONS

**Mme Hélène Scherrer (Louis-Hébert, Lib.):** Monsieur le Président, le secrétaire d'État responsable de Développement économique Canada a annoncé, le mercredi 3 avril dernier, le renouvellement d'une entente triennale visant à favoriser les exportations pour les entreprises de l'Abitibi—Témiscamingue.

Issu d'un premier partenariat fructueux, l'accord de financement permettra à 48<sup>e</sup> Nord International de poursuivre ses activités d'accompagnement auprès des PME de l'Abitibi—Témiscamingue, afin, entre autres, d'augmenter le nombre des PME exportatrices tout en développant de nouveaux marchés, engendrant du même coup la création d'emplois.

On sait combien la hausse du niveau de compétitivité de notre pays a un impact important sur la qualité de vie des Canadiennes et des Canadiens. La croissance et la prospérité du Canada dépendent directement de l'augmentation de ses exportations et, en ce sens, les efforts du gouvernement du Canada ont donné des résultats impressionnants puisque le Canada a connu, au cours des dernières années, une progression marquée de ses exportations.

Voilà un autre exemple concret des actions de notre gouvernement pour assurer le développement économique des régions du Québec.

\* \* \*

• (1110)

[Traduction]

### LE HARCÈLEMENT

**M. Larry Spencer (Regina—Lumsden—Lake Centre, Alliance canadienne):** Monsieur le Président, lundi dernier à Halifax, un élève d'école secondaire de 14 ans s'est suicidé avec une arme à feu. Ses amis affirment que c'est parce qu'il était victime de brimades.

À cause du harcèlement, certains élèves sont forcés de quitter les études, de changer d'école ou d'endurer une existence extrêmement misérable. Le directeur Charlie O'Handley a déclaré que le problème des brimades existait dans toutes les écoles, tout comme dans le monde des adultes, et que c'était universel.

J'attire l'attention de la Chambre sur une résidente de ma circonscription qui habite à Craik, en Saskatchewan, Mme Kim Ehman. Kim est mère de quatre enfants d'âge scolaire et a été profondément touchée par les tragédies dans les écoles. Au cours des trois derniers jours, elle s'est adressée à 13 classes d'élèves. Elle transmet un message percutant et profond aux parents et aux élèves.

### Article 31 du Règlement

Elle a écrit et réalisé un vidéo intitulé *Unknown Wounds* dont elle se sert durant ses présentations. Je tiens à remercier Kim Ehman qui a décidé de s'occuper personnellement d'une question d'ordre national.

\* \* \*

### LES SERVICES D'URGENCE MÉDICALE

**Mme Nancy Karetak-Lindell (Nunavut, Lib.):** Monsieur le Président, les bénévoles qui participent aux missions de recherche et de sauvetage au Nunavut sont fort respectés pour la bravoure et le courage dont ils font preuve lorsqu'il s'agit de trouver et d'aider quelqu'un qui est perdu sur terre ou en mer, parfois dans des conditions climatiques rigoureuses.

Mercredi soir, les membres du personnel paramédical des Ottawa Emergency Medical Services, des étudiants du Nunavut Sivuniksavut et d'autres bénévoles intéressés ont emballé des uniformes donnés par les membres du personnel paramédical des EMS aux équipes de recherche et de sauvetage de tout le Nunavut. Mon bureau se charge d'envoyer les dons aux collectivités du Nunavut.

Je tiens à remercier les membres du personnel paramédical des Ottawa Emergency Medical Services. Leurs généreux dons, qui seront fort appréciés, constituent un autre magnifique exemple de l'esprit d'entraide des Canadiens. Je sais que les liens qui ont été tissés mercredi soir continueront d'être très profitables pour tous les intéressés. Je remercie aussi le Nunavut Sivuniksavut et mes collaborateurs pour leur dur labeur.

\* \* \*

[Français]

### L'ORDRE DES FRANCOPHONES D'AMÉRIQUE

**M. Stéphane Bergeron (Verchères—Les-Patriotes, BQ):** Monsieur le Président, le 18 mars dernier avait lieu, à l'Assemblée nationale, la 24<sup>e</sup> remise de l'Ordre des francophones d'Amérique, ainsi que celle du Prix du 3-juillet 1608, décernés par le Conseil de la langue française. Instituées le 3 juillet 1978 et décernées annuellement, ces deux distinctions visent à saluer celles et ceux qui se consacrent à la vitalité et à l'épanouissement de la langue française en Amérique et à travers le monde.

Cette année, les récipiendaires de l'Ordre, qui ont reçu leurs insignes des mains du premier ministre du Québec, sont Mme Maria Chapat, de même que MM. Youri Afanassiev, Gérald C. Boudreau, Guy Matte, André Marier, Jean Paré et Warren Perrin. Le Prix du 3-juillet 1608 a été remis à la revue *Québec-Français*.

Madame, messieurs, votre persévérance visant à faire rayonner le fait français constitue un modèle dont la population peut certainement s'inspirer et être fière. Félicitations à tous les récipiendaires, et tout particulièrement à Warren Perrin, de la Louisiane, qui, il y a plus de dix ans, a lancé le mouvement visant à obtenir des excuses de la part de la Couronne britannique pour la déportation des Acadiens. La bataille continue, Warren; il nous faut continuer de croire qu'un jour, l'exil prendra fin.

Longue vie à la langue française.

*Questions orales*

[Traduction]

**TIMOTHY EATON**

**M. John Richardson (Perth—Middlesex, Lib.):** Monsieur le Président, je tiens à signaler aujourd'hui à la Chambre qu'une statue de Timothy Eaton sera installée à St. Marys, en Ontario.

Cette statue se trouve à l'heure actuelle à Winnipeg, au Manitoba. Une autre statue identique, qui ornait autrefois le magasin Eaton, à Toronto, est aujourd'hui au Musée royal de l'Ontario.

L'éminent pionnier de la vente au détail, Timothy Eaton, a commencé à édifier son empire dans la région de St. Marys. C'est pourquoi il convient que l'un de ces deux grands monuments historiques soit installé en permanence dans cette ville, peut-être entre l'Hôtel de ville et la Bibliothèque publique, rue Church.

Timothy Eaton sera ainsi le second personnage historique d'importance, avec le premier ministre Arthur Meighen, à avoir sa statue à St. Marys. Félicitations aux gens de St. Marys et aux électeurs de Perth—Middlesex.

\* \* \*

**LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA**

**M. Chuck Cadman (Surrey-Nord, Alliance canadienne):** Monsieur le Président, au nom des habitants de Surrey, je rends hommage aux récipiendaires des prix d'excellence du détachement de la GRC de Surrey pour avoir contribué à la sécurité publique de notre collectivité.

Malheureusement, je ne dispose pas d'assez de temps pour fournir le détail des actes d'héroïsme ou des services exceptionnels au public de ces personnes. Je précise cependant qu'il s'agit de Pakkin Lee, Yu Feng, Benson Ma, Gary Hedberg, Linda Rust, Lance Fraser, Daniel Page, Matthew Troughton, Shannon Gilroy, Ursula Nowosad, Len Reich, Mark Meditz, Tae-Young Gwag, Alex Jae-Shik Yun et Mark Sanders; de Dave Chand de Citoyenneté et Immigration Canada; des inspecteurs des douanes Nick Vatic et Jasbir Randhawa, de l'agent Warren Brown de la police de Delta ainsi que des gendarmes de la GRC Ed Roberge, Wendy Mehat, Doug Johnston, Scott Marleau, Steve Lovelace, Margo Halliday, Alan Ling, John Kassam, Derek Evenson, Mike Spencer, Mike Greenway et Kevin Krygier.

Nous les félicitons tous et les remercions au nom de leur collectivité.

**QUESTIONS ORALES**

●(1115)

[Traduction]

**LES DÉPENSES GOUVERNEMENTALES**

**M. Grant Hill (Macleod, Alliance canadienne):** Monsieur le Président, l'achat par le premier ministre de deux jets d'affaires dont on n'avait pas besoin suscite bien des questions. Pour la plupart d'entre nous, en tant que contribuables, un achat de 101 millions de dollars est une assez grosse dépense.

Ma question s'adresse au vice-premier ministre. Pourquoi a-t-on fait un tel achat sans que le Cabinet ait pu en discuter de façon approfondie?

**L'hon. John Manley (vice-premier ministre et ministre de l'Infrastructure et des Sociétés d'État, Lib.):** Monsieur le Président, tout d'abord, on a suivi les procédures normales dans ce dossier. Ce qu'il faut vraiment souligner ici est que, lorsque le

premier ministre ou même les ministres voyagent, particulièrement à l'échelle internationale, nous sommes très fiers des efforts que nous déployons pour montrer que le Canada est un pays avancé sur le plan technologique. Je crois que l'opposition devrait être ravie que nous fassions cela en mettant en évidence le meilleur avion de fabrication canadienne.

Je suppose que les députés d'en face pensent que nous devrions voyager...

**Le vice-président:** Le député de Macleod a la parole.

**M. Grant Hill (Macleod, Alliance canadienne):** Monsieur le Président, cet argument a déjà été utilisé. Nous remplaçons des jets fabriqués au Canada par d'autres jets fabriqués au Canada, alors l'argument ne tient pas. L'autre problème que nous voyons, c'est l'attribution du marché à un fournisseur exclusif. Il y a des règles à suivre à cet égard.

Premièrement, il doit y avoir urgence. Deuxièmement, le produit doit coûter moins de 25 000 \$. Troisièmement, et ce point est intéressant, il doit s'agir d'une importante préoccupation en matière de sécurité nationale. À mon avis, permettre aux membres du Cabinet de voyager dans le luxe n'est pas une importante préoccupation en matière de sécurité nationale.

Pourquoi le vice-premier ministre n'a-t-il pas simplement refusé qu'on enfreigne toutes les règles relatives à l'attribution d'un marché à un fournisseur exclusif?

**L'hon. John Manley (vice-premier ministre et ministre de l'Infrastructure et des Sociétés d'État, Lib.):** Monsieur le Président, encore une fois, j'espère que ce n'est pas vrai que le député n'a jamais eu l'occasion de voyager à bord d'un jet Challenger depuis qu'il est au Parlement, car beaucoup de ses collègues l'ont fait et ils savent très bien que ce n'est pas une question de luxe. C'est souvent une question de commodité. Il est souvent possible de se rendre ainsi à des endroits qui ne sont pas accessibles autrement.

Le député sait que non seulement les procédures normales ont été respectées, mais aussi que ces appareils permettent aux ministres canadiens de se rendre en Europe sans escale. Ils peuvent atterrir à des endroits au Canada où les anciens appareils ne pouvaient pas atterrir, et ce sont les meilleurs avions de fabrication canadienne...

**Le vice-président:** Le député de Macleod a la parole.

**M. Grant Hill (Macleod, Alliance canadienne):** Monsieur le Président, on se demande si ces avions pourront atterrir près d'un certain endroit appelé Shawinigan.

L'autre problème concernant cet important dossier est que le premier ministre vient de dire hier qu'il n'utiliserait pas ces avions. Il a dit qu'il avait besoin de plus grands appareils pour voyager avec les médias.

Si le premier ministre n'a pas l'intention d'utiliser ces jets, ceux-ci seront-ils mis à la disposition des candidats à la direction du Parti libéral? Est-ce à cela qu'ils doivent servir?

**L'hon. John Manley (vice-premier ministre et ministre de l'Infrastructure et des Sociétés d'État, Lib.):** Monsieur le Président, souvent, comme le député le sait, le premier ministre voyage avec une délégation de journalistes et doit donc utiliser un appareil Airbus. Le député sait peut-être aussi que, en juin dernier, au moment où le premier ministre quittait la Suède à bord du Challenger, il y a eu une dépressurisation de la cabine, et l'appareil a dû faire un atterrissage d'urgence. De l'avis des médecins, le premier ministre aurait dû attendre environ 48 heures avant de repartir en avion.

Je suis certain qu'il veut savoir que, en utilisant ces avions...

*Questions orales*

**Le vice-président:** Le député de Lakeland a la parole.

**M. Leon Benoit (Lakeland, Alliance canadienne):** Monsieur le Président, des rapports gouvernementaux disent clairement que les Challenger dont nous disposons sont parfaitement sûrs, que nous n'avons tout simplement pas besoin de nouveaux Challenger et que ceux que nous avons font très bien l'affaire. Trois ministères fédéraux ont dit que nous ne devrions pas les acheter. Le premier ministre a dit hier qu'il ne s'en servira pas.

Qui a commandé ces jets de luxe dont nous n'avons manifestement pas besoin?

**L'hon. John Manley (vice-premier ministre et ministre de l'Infrastructure et des Sociétés d'État, Lib.):** Monsieur le Président, voilà encore l'ascète qui ne proteste habituellement pas contre tout objet de confort destiné aux députés, aux ministres ou au premier ministre.

La vérité, et bien des députés d'en face la connaissent, c'est qu'une grande partie du travail que nous devons accomplir au nom du gouvernement n'est réalisable que si nous pouvons nous déplacer par avion lorsque des liaisons commerciales ne sont pas disponibles. Il est donc parfaitement logique que nous nous dotions d'avions qui représentent la meilleure technologie canadienne actuellement sur le marché.

• (1120)

**M. Leon Benoit (Lakeland, Alliance canadienne):** Monsieur le Président, c'est une question de priorité. Un fonctionnaire de Travaux publics a dit qu'on a demandé au ministère de préparer très rapidement un contrat d'achat de ces jets de luxe. Il n'a fallu que 10 jours au gouvernement pour acheter ces jets. Or, il y a maintenant 21 ans que le gouvernement cherche à remplacer les Sea King et cela n'est pas encore fait.

Pourquoi le gouvernement continue-t-il d'accorder la priorité au confort des politiciens plutôt qu'à la sécurité de nos soldats?

**L'hon. Art Eggleton (ministre de la Défense nationale, Lib.):** Monsieur le Président, ce n'est pas le cas. Nous sommes en train de remplacer les Sea King. Ils donnent encore un excellent service, entre autres, en ce moment même en mer d'Oman. L'achat de ces Challenger ne modifie ni ne ralentit aucunement le processus de remplacement des hélicoptères.

\* \* \*

[Français]

**LE BOIS D'OEUVRE**

**Mme Caroline St-Hilaire (Longueuil, BQ):** Monsieur le Président, depuis un mois, la ministre du Développement des ressources humaines est incapable de nous dire concrètement quelles mesures elle entend prendre pour venir en aide aux travailleurs qui sont frappés par les droits de 29 p. 100 imposés par les Américains sur le bois d'oeuvre.

La ministre du Développement des ressources humaines se rend-elle compte de l'impact de la mise à pied de 100 travailleurs dans une communauté de 600 personnes? Lorsqu'une scierie ferme, c'est une catastrophe pour les travailleurs, pour les familles et aussi pour toute une région.

[Traduction]

**L'hon. Jane Stewart (ministre du Développement des ressources humaines, Lib.):** Monsieur le Président, permettez-moi de garantir à la députée que le gouvernement travaille en étroite collaboration avec ses partenaires et surveille les répercussions tangibles et possibles que le différend sur le bois d'oeuvre a

pourrait avoir sur les travailleurs canadiens. Nous collaborons donc avec les provinces, le secteur, les syndicats et les gens touchés et nous allons continuer de le faire.

Cependant, à ce stade-ci, nous sommes persuadés que ces travailleurs peuvent compter sur un régime d'assurance-emploi solide comme dans le cas d'autres travailleurs d'autres secteurs, notamment celui du transport aérien. Le régime a très bien fonctionné dans ce dernier cas et je prévois qu'il en ira de même pour le secteur du bois d'oeuvre.

[Français]

**Mme Caroline St-Hilaire (Longueuil, BQ):** Monsieur le Président, l'industrie du bois d'oeuvre fait face à une guerre commerciale sans précédent qui met en péril l'existence même de l'industrie du bois d'oeuvre et, par conséquent, de nombreuses régions.

Les réponses de la ministre nous indiquent qu'elle ne semble pas comprendre qu'il lui faut agir maintenant.

D'ailleurs, le refus de la ministre d'aller dans les régions du Québec, comme l'invitait hier mon collègue, n'est-il pas là la preuve qu'elle est insensible et qu'elle ne veut pas comprendre les conséquences désastreuses et directes de son inaction sur de nombreuses communautés, sur des villages et sur plusieurs régions du Québec?

[Traduction]

**L'hon. Jane Stewart (ministre du Développement des ressources humaines, Lib.):** Monsieur le Président, le gouvernement agit maintenant. Nous réagissons par l'entremise du régime d'assurance-emploi. Les prestations sont là pour ceux qui, indépendamment de leur volonté, se retrouvent sans revenu. Ils peuvent compter sur les fonds de la partie II. Les provinces administrent ces fonds pour les Canadiens.

Nous travaillons en très étroite collaboration. Il existe des programmes comme le partage du travail et d'autres stratégies et nous voulons nous assurer qu'ils sont souples, efficaces et utiles pour ceux qui peuvent éprouver des difficultés à la suite de ce différend commercial.

[Français]

**Mme Jocelyne Girard-Bujold (Jonquière, BQ):** Monsieur le Président, l'attitude du gouvernement est injustifiable. Quand il s'agit de soutirer des sommes aux contribuables, il est d'une rapidité exemplaire, mais lorsqu'il s'agit de venir en aide au monde, comme la situation l'exige pour le bois d'oeuvre par exemple, il laisse courir les délais et pourrir la situation.

En n'agissant pas dans les meilleurs délais, la ministre ne comprend-elle pas que le message qu'elle envoie aux travailleurs, aux communautés et aux régions, c'est que leur sort la laisse totalement indifférente?

[Traduction]

**L'hon. Jane Stewart (ministre du Développement des ressources humaines, Lib.):** Monsieur le Président, il n'en est rien. En fait, le régime d'assurance-emploi est là et il fonctionne maintenant. Je rappelle à la députée les modifications que le gouvernement a apportées au régime d'assurance-emploi et qui sont précisément destinées à aider les travailleurs saisonniers.

*Questions orales*

Je voudrais rappeler à la députée que je me suis rendue au Québec pour annoncer aux travailleurs saisonniers des solutions communautaires qui font vraiment une différence en élargissant les saisons intermédiaires pour ces secteurs. Notre bilan est clair et nous continuerons d'être là pour les Canadiens.

[Français]

**Mme Jocelyne Girard-Bujold (Jonquière, BQ):** Monsieur le Président, la ministre se conforte en vantant les programmes d'assurance-emploi existants, alors que la réalité sociale vécue dans les régions affectées par cette crise signifie rien de moins que la fermeture de celles-ci à court et à moyen terme.

Qu'est-ce qui empêche la ministre d'agir avant que la catastrophe arrive, plutôt qu'après?

• (1125)

[Traduction]

**L'hon. Jane Stewart (ministre du Développement des ressources humaines, Lib.):** Monsieur le Président, je rappelle là encore à la députée que le régime d'assurance-emploi est structuré de telle façon qu'il peut répondre aux divers niveaux de chômage dans les diverses régions.

Je voudrais aussi souligner à la députée que plus tôt cette semaine, un certain nombre de ministres ont rencontré le premier ministre de la Colombie-Britannique. À son départ, ce dernier a déclaré qu'à la suite de ses entretiens, il avait le sentiment qu'il y avait un avenir dans le secteur forestier et que le gouvernement fédéral entendait collaborer avec la province pour maintenir une industrie forestière en Colombie-Britannique.

La même chose s'applique au Québec.

\* \* \*

**LES DÉPENSES GOUVERNEMENTALES**

**L'hon. Lorne Nystrom (Regina—Qu'Appelle, NPD):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre et a trait à l'acquisition par le gouvernement de deux avions d'affaires à réaction Challenger au coût de 101 millions de dollars.

Je voudrais que le ministre explique précisément pourquoi le gouvernement a décidé d'acquiescer ces avions à réaction malgré une note de service de trois hauts fonctionnaires de trois ministères recommandant que le gouvernement ne suive pas la procédure habituelle s'il décidait de le faire, et pourquoi cette décision a été prise sans une discussion en règle du Cabinet?

Est-ce que c'est bien la réalité ou s'agit-il de la version libérale d'un succédané d'avion présidentiel en deux exemplaires?

**M. Paul Szabo (secrétaire parlementaire du ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, Lib.):** Monsieur le Président, comme le vice-premier ministre l'a déjà fait remarquer, les appareils Challenger ont eu des problèmes.

En ce qui a trait aux 101 millions de dollars, Travaux publics Canada a besoin de l'approbation du Cabinet pour conclure un marché. Le Cabinet a bel et bien approuvé l'acquisition de ces avions Challenger.

**L'hon. Lorne Nystrom (Regina—Qu'Appelle, NPD):** Monsieur le Président, je me demande si les ministres paieront eux aussi la taxe à la sécurité de 24 \$ quand ils voleront en Challenger.

Il y a un an, le 12 mars, Industrie Canada a approuvé un projet de 100 millions de dollars pour la société Pratt & Whitney, projet dont il n'a pourtant pas révélé les détails au public.

Je veux poser une question au vice-premier ministre, qui regarde autour de lui pour trouver la réponse, mais je tiens à lui demander de nous dire, en sa qualité de vice-premier ministre, comment le gouvernement peut dépenser 100 millions des deniers publics sans dire au public pourquoi on dépense cet argent et à quoi servira cette dépense.

[Français]

**M. Serge Marcl (secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie, Lib.):** Monsieur le Président, j'aimerais dire à mon collègue d'en face que tous les projets acceptés par TPC sont rendus publics, soit par communiqués de presse, soit par conférences de presse ou par le biais de documents publics.

Donc, ce n'est pas une nouvelle récente. C'est une nouvelle qui apparaît déjà dans les comptes publics d'octobre 2001. Il aurait donc peut-être intérêt à lire les comptes publics.

\* \* \*

[Traduction]

**LE SOMMET DU G-8**

**Le très hon. Joe Clark (Calgary-Centre, PC):** Monsieur le Président, nous verrons si le vice-premier ministre daignera répondre à cette question.

La décision de tenir la réunion du G-8 de juin à deux endroits multiplie les risques sur le plan de la sécurité et entraîne une augmentation des coûts. Avant de décider d'assumer ces risques et ces coûts supplémentaires, le gouvernement a-t-il reçu de la GRC ou d'autres organismes des évaluations écrites en matière de sécurité, relativement au fait de répartir les délégués à deux endroits en Alberta? De plus, la GRC ou d'autres organismes ont-ils déconseillé Ottawa comme premier choix pour la tenue du sommet? Le ministre déposera-t-il les deux recommandations à ce sujet?

**L'hon. Martin Cauchon (ministre de la Justice et procureur général du Canada, Lib.):** Monsieur le Président, le très honorable député devrait savoir, par expérience, que nous ne pouvons intervenir dans les activités de la GRC.

En réponse aux questions concernant le sommet du G-8 et le choix de l'endroit où il se tiendra, nous savons que, chaque fois qu'il y a pareil événement, la GRC et le ministère des douanes, par exemple, travaillent en se fondant sur une évaluation des risques. Ils ont fait une bonne évaluation des risques. Ils ont établi un plan d'opération et ils font évidemment preuve de souplesse selon l'évaluation des menaces et des risques.

**Le très hon. Joe Clark (Calgary-Centre, PC):** Monsieur le Président, le ministre sait que c'est le premier ministre qui a pris cette décision sur un coup de tête, sans demander conseil à personne au sujet de la sécurité ou des coûts, ce qui fait courir un grand risque au Canada.

Même s'il est muet de surprise, le vice-premier ministre peut-il nous dire s'il y a un ministre responsable des mesures prises pour le sommet qui se tiendra à Kananaskis, à proximité de Calgary et, le cas échéant, qui est ce ministre?

Deuxièmement, y aura-t-il une zone réservée aux manifestants dans la région de Kananaskis? À quelle distance des installations du sommet cette zone sera-t-elle et qui sera responsable des mesures de sécurité, la GRC ou l'armée?

**L'hon. Martin Cauchon (ministre de la Justice et procureur général du Canada, Lib.):** Tout d'abord, monsieur le Président, il y a tellement de volets à cette question que je ne sais pas vraiment par où commencer.

*Questions orales*

Je sais que nous sommes fiers, à titre de Canadiens, d'accueillir le sommet du G-8 qui se tiendra en juin, à Kananaskis. Ce sera un événement extraordinaire. Évidemment, nous savons que la GRC est un corps policier fantastique. Sa réputation n'est plus à faire dans le monde entier. Nous sommes fiers du travail qu'elle accomplit.

Comme je l'ai dit, ses membres sont des professionnels et ils ont fait une excellente évaluation des risques. Nous n'intervenons pas dans leurs opérations, mais je sais qu'ils font un travail extraordinaire et que nous allons assister à une merveilleuse rencontre des pays du G-8.

• (1130)

**M. Kevin Sorenson (Crowfoot, Alliance canadienne):** Monsieur le Président, la maladresse dont le gouvernement a fait preuve en ce qui concerne la sécurité des participants au prochain sommet du G-8 remet en question la capacité du Canada d'accueillir des réunions internationales.

Est-ce que le solliciteur général ou le vice-premier ministre pourraient dire aux Canadiens si la GRC a examiné le plan de sécurité en fonction des menaces terroristes, avant qu'il ne soit diffusé sur l'Internet ou seulement après que d'autres l'y aient vu et qu'ils aient donné l'alerte?

**L'hon. Martin Cauchon (ministre de la Justice et procureur général du Canada, Lib.):** Monsieur le Président, je le répète, le député ne devrait pas remettre en question le travail accompli par la GRC. Comme je l'ai déjà dit, cet organisme agit avec grand professionnalisme.

Ensuite, comme nous le savons tous, et le député aussi d'ailleurs, nous ne nous mêlons pas des opérations menées par la GRC.

Enfin, la GRC travaille sur une base d'évaluation du risque et nous savons bien entendu que, ses agents étant des professionnels, ils sauront s'adapter à la situation du moment et réagir en fonction des menaces éventuelles, sans compter qu'ils disposent d'un excellent plan d'opération. Nous avons entière confiance en la GRC. Ce sommet sera très réussi.

**M. Kevin Sorenson (Crowfoot, Alliance canadienne):** Monsieur le Président, le gouvernement ne peut pas se réfugier indéfiniment derrière des réponses toutes faites. Les experts en sécurité sont unanimes: cette bêtise a compromis la capacité du Canada de protéger les dignitaires étrangers et les Canadiens qui vivent près des lieux où se tiendra le sommet.

Si le gouvernement n'a pas eu tort de diffuser ces plans sur l'Internet, pourquoi les a-t-on retirés aussi rapidement hier?

**L'hon. Martin Cauchon (ministre de la Justice et procureur général du Canada, Lib.):** Monsieur le Président, s'il est une organisation qui est perçue, non seulement au Canada, mais aussi partout ailleurs dans le monde, comme experte dans ce domaine, c'est bien la GRC. En tant que Canadiens, nous nous enorgueillons du travail accompli par la GRC.

J'ai également dit, et le député le sait pertinemment, que nous ne nous mêlons pas des opérations menées par la GRC, mais je précise que celle-ci dispose de tous les moyens voulus pour assurer des services de très grande qualité et procéder à une bonne évaluation des risques. Il ne faut pas oublier que, depuis deux ans, le gouvernement a augmenté de 2 milliards de dollars les fonds accordés à la GRC, au SCRS et à l'ensemble des services de police, pour qu'ils puissent s'acquitter de leurs fonctions et mener à bien leur mission.

Nous en sommes fiers. Ce sommet sera un succès et c'est ce qui explique qu'ils n'aiment pas...

**Le vice-président:** Le député de Saint-Hyacinthe—Bagot a la parole.

\* \* \*

[Français]

**LE TRANSPORT AÉRIEN**

**M. Yvan Loubier (Saint-Hyacinthe—Bagot, BQ):** Monsieur le Président, le 1<sup>er</sup> avril dernier, le gouvernement fédéral a instauré une nouvelle taxe sur le transport aérien. Cette taxe aura des effets dévastateurs sur l'industrie aérienne, le développement des régions et tous les secteurs en amont et en aval, comme le tourisme et les agences de voyage.

Je demande à nouveau au gouvernement, au nom de tous ceux et celles qui ont exprimé unanimement leur ferme opposition face à cette nouvelle taxe, de simplement l'abandonner.

**L'hon. John McCallum (secrétaire d'État (Institutions financières internationales), Lib.):** Monsieur le Président, c'est difficile pour moi de comprendre ces plaintes de l'opposition concernant l'économie. C'est un fait que le mois dernier, on a eu une augmentation de 88 000 emplois, soit la plus grande depuis que nous tenons des statistiques à ce sujet. Pour le premier trimestre, c'est la plus grande augmentation au pays depuis 14 ans.

C'est non seulement cela, mais le Canada a eu une augmentation de plus de 100 000 emplois, tandis qu'aux États-Unis, on en a perdu plus d'un million. Cela va donc bien.

**M. Yvan Loubier (Saint-Hyacinthe—Bagot, BQ):** Monsieur le Président, j'aimerais que quelqu'un de sérieux au gouvernement réponde à une question aussi grave que celle-là.

L'Association internationale du transport aérien, l'IATA, vient elle aussi de condamner l'instauration d'une telle taxe, en dénonçant le fait que le Canada est le seul pays au monde à chercher à récupérer par une taxe tous les coûts de la sécurité aérienne.

Je demande à un interlocuteur sérieux: est-ce que le gouvernement peut revenir à de meilleures dispositions, abandonner cette nouvelle taxe et financer le renforcement de la sécurité à partir de ses énormes surplus budgétaires de cette année et des quatre prochaines années?

**L'hon. John McCallum (secrétaire d'État (Institutions financières internationales), Lib.):** Monsieur le Président, je viens de donner une réponse très sérieuse, c'est-à-dire que l'économie canadienne va extrêmement bien, y compris celle du Québec. L'augmentation des emplois au Québec est supérieure à la moyenne du pays.

Comme nous l'avons dit plusieurs fois, le coût total de la sécurité est de 7,7 milliards de dollars. C'est donc très raisonnable que les utilisateurs paient 2,2 sur 7,7 milliards de dollars.

\* \* \*

[Traduction]

**LA DÉFENSE NATIONALE**

**M. Rob Anders (Calgary-Ouest, Alliance canadienne):** Monsieur le Président, le ministre est en poste depuis cinq ans. Il n'y a pas eu de nouvel équipement depuis. Les appareils Sea King ne sont pas plus près d'être remplacés qu'ils ne l'étaient à ce moment-là. La sociologie appliquée aux Forces canadiennes s'est accélérée. Le personnel quitte en bloc. Mais on fait l'acquisition d'avions à réaction Challenger pour transporter le premier ministre et son cabinet dans le plus grand luxe.

*Questions orales*

Que répond le ministre à un soldat qui affirme que les militaires ont perdu l'endurance physique et mentale nécessaire pour constituer une force efficace?

**L'hon. Art Eggleton (ministre de la Défense nationale, Lib.):** Monsieur le Président, le député ne sait tout simplement pas de quoi il parle. S'il avait rencontré les troupes en Afghanistan, il aurait vu qu'elles apportent une contribution très importante. Elles ont une réelle capacité de combat.

De plus, on a augmenté d'environ 20 p. 100 le budget de la défense nationale au cours des trois ou quatre dernières années. Nous dépensons au delà de 2 milliards de dollars chaque année en nouvel équipement. Oui, le remplacement des Sea King progresse. J'ai dit devant la Chambre que, d'ici la fin de l'année, nous aurons déterminé quel appareil remplacera les Sea King.

• (1135)

**M. Rob Anders (Calgary-Ouest, Alliance canadienne):** Monsieur le Président, j'aimerais qu'ils ne s'empruntent pas leurs réponses l'un l'autre.

En août dernier, le gouvernement a mis en place une règle interdisant aux soldats de quitter le service sans avoir donné un préavis de six mois. Pourquoi le gouvernement attachait-il ses soldats pour les empêcher de partir? Nous le savons aujourd'hui. Interrogé à savoir s'il retournerait dans les Forces canadiennes, un ancien soldat a répondu: «Non, même si je devais pour cela fouiller dans les ordures pour me nourrir.» Les politiques de sociologie appliquée et le financement insuffisant font que nos soldats votent avec leurs pieds, et ils choisissent de partir.

Le ministre va-t-il admettre qu'il est un désastre total?

**L'hon. Art Eggleton (ministre de la Défense nationale, Lib.):** Monsieur le Président, la question de mon collègue est un désastre total. Quelques commentaires exprimés par des gens qui quittent le service ne sont pas représentatifs de l'opinion de tout le service. Il ne peut pas généraliser ce genre de commentaires.

Le fait est que le taux d'attrition au sein des Forces canadiennes a diminué de 20 p. 100 par rapport à l'an dernier. Nous avons l'un des taux d'attrition les moins élevés de toutes les forces de l'OTAN.

\* \* \*

[Français]

**L'ENVIRONNEMENT**

**M. Bernard Bigras (Rosemont—Petite-Patrie, BQ):** Monsieur le Président, le premier ministre et le ministre de l'Environnement ont répété à plusieurs reprises leur engagement de ratifier le Protocole de Kyoto avant la fin de 2002.

Le ministre a même avancé deux dates possibles, soit au mois de juin, lors de la Conférence du G-8 ou au mois d'août, lors du Sommet de la Terre à Johannesburg. Pourtant, hier, le ministre de l'Environnement faisait volte-face et affirmait qu'il n'y avait aucun échéancier quant à la ratification du Canada.

Est-ce que le vice-premier ministre n'admet pas qu'on nage en pleine improvisation et qu'il se doit de nous dire, aujourd'hui, quand le Canada ratifiera le Protocole de Kyoto?

[Traduction]

**L'hon. Herb Dhaliwal (ministre des Ressources naturelles, Lib.):** Monsieur le Président, le député est tout à fait dans l'erreur. Il n'y a pas de volte-face. Ce que le gouvernement a déclaré s'avère absolument conséquent. Nous voulons nous assurer que les provinces, l'industrie et les intervenants participent à nos consulta-

tions. Nous désirons être certains d'avoir toutes les données et de pouvoir les examiner.

Je ne sais pas pourquoi le député s'oppose à la consultation avec les provinces, avec les territoires ou avec l'industrie. Pourquoi n'aime-t-il pas l'idée de consulter les Canadiens?

[Français]

**M. Bernard Bigras (Rosemont—Petite-Patrie, BQ):** Monsieur le Président, le ministre français de l'Environnement, Yves Cochet, a lancé hier un appel au gouvernement canadien pour qu'il ratifie le Protocole de Kyoto d'ici juin, comme le demande la coalition québécoise et comme l'avait promis le premier ministre.

Cette intervention de la France est la preuve que la confiance de nos partenaires internationaux envers le Canada est sévèrement ébranlée.

Est-ce que le vice-premier ministre a l'intention d'écouter la France et de prendre l'engagement solennel devant cette Chambre que le Canada ratifiera le Protocole de Kyoto d'ici juin?

[Traduction]

**L'hon. Herb Dhaliwal (ministre des Ressources naturelles, Lib.):** Monsieur le Président, nous ne recevons pas de directives de Paris ou de Washington. Ce sont les Canadiens qui nous dictent notre conduite, et c'est précisément pour cette raison que nous les consulterons.

La solution retenue sera celle qui convient au Canada. C'est pourquoi il est important de tenir des consultations. Nous voulons prendre une décision en toute connaissance de cause suite aux consultations et avoir la certitude que c'est la meilleure solution pour le Canada.

\* \* \*

**LE TERRORISME**

**M. Stockwell Day (Okanagan—Coquihalla, Alliance canadienne):** Monsieur le Président, nous savons tous à quel point il est important pour le Canada de dénoncer sans faillir non seulement les actes de terrorisme mais également les organisations terroristes. Le premier ministre de France, qu'on ne peut certes pas accuser d'être un ardent partisan d'Israël, vient pourtant de dénoncer le Hezbollah en tant qu'organisation, qu'il accuse de pratiquer le terrorisme.

Nous savons que notre gouvernement dénonce le terrorisme en général et nous ne doutons pas qu'il dénoncera, à juste titre, l'attentat terroriste meurtrier d'aujourd'hui, mais le premier ministre partage-t-il l'opinion du premier ministre de France et considère-t-il le Hezbollah comme une organisation terroriste qui pratique le terrorisme?

**L'hon. Bill Graham (ministre des Affaires étrangères, Lib.):** Monsieur le Président, je ne puis parler au nom du premier ministre, mais je peux le faire au nom du gouvernement. Je répéterai ce que je disais hier. Nous ne nous fondons pas sur ce que font la France ou les États-Unis, mais sur notre propre analyse de ce qui se passe chez nous. Le gouvernement s'est toujours fait un devoir d'examiner en tout temps les activités qui ont cours sur notre territoire.

Nous avons examiné la question avec grand soin et avons décidé de nous limiter, pour l'instant, à empêcher la section armée du Hezbollah de lever des fonds au Canada. Nous entendons nous en tenir à cette politique, mais si le député a la preuve que d'autres activités illégales ont cours au Canada...



*Questions orales*

●(1140)

**Le vice-président:** Le député d'Okanagan—Coquihalla.

**M. Stockwell Day (Okanagan—Coquihalla, Alliance canadienne):** Voilà un changement intéressant: les ministres ne parlent plus au nom du gouvernement. C'est fascinant.

Le gouvernement refuse de tenir compte des mises en garde faites par la GRC, le SCRS et les spécialistes du renseignement, qui reconnaissent tous que les fonds levés par le Hezbollah au Canada peuvent servir à financer le terrorisme.

Ma question s'adresse au solliciteur général. Va-t-il dire à la Chambre si la GRC ou le SCRS ont entrepris récemment des enquêtes sur les activités de financement du Hezbollah et, dans l'affirmative, va-t-il informer immédiatement la Chambre des conclusions de ces enquêtes?

**L'hon. Martin Cauchon (ministre de la Justice et procureur général du Canada, Lib.):** Monsieur le Président, le député sait très bien que je ne peux commenter des opérations de la GRC. Nous ne faisons de commentaires sur aucun groupe en particulier, mais de façon générale nous savons qu'il y a au Canada des personnes liées au terrorisme, comme il y en a ailleurs dans le monde. C'est un problème mondial qui s'inscrit dans un contexte mondial.

Je rappelle cependant qu'au cours des deux dernières années le gouvernement a augmenté le budget de la GRC de 2 milliards de dollars pour répondre à ses besoins. La GRC dispose également d'un outil supplémentaire, le projet de loi C-36, et elle fait tout ce qu'elle peut pour traduire les terroristes en justice.

\* \* \*

**LA RECHERCHE ET LE DÉVELOPPEMENT**

**Mme Paddy Torsney (Burlington, Lib.):** Monsieur le Président, le gouvernement a annoncé l'octroi d'un budget important pour la recherche dans le domaine de la génomique au Canada. De gros investissements en Ontario ont justement été faits cette semaine.

Le secrétaire d'État aux Sciences, à la Recherche et au Développement pourrait peut-être faire savoir à la Chambre comment le financement de la recherche en génomique améliorera la qualité de vie des Canadiens.

**L'hon. Maurizio Bevilacqua (secrétaire d'État (Sciences, Recherche et Développement), Lib.):** Monsieur le Président, le gouvernement du Canada compte faire de ce pays un leader mondial dans le domaine de la génomique, parce que nous reconnaissons son grand potentiel.

J'ai annoncé cette semaine à l'Hôpital pour enfants de Toronto la tenue de 13 nouveaux projets de recherche estimés à 118 millions de dollars. Le gouvernement du Canada versera 59 millions de dollars par l'intermédiaire du programme Génome Canada, ce qui porte notre investissement dans ce programme à environ 300 millions de dollars.

Nous sommes en bonne voie de faire du Canada une économie de haut rang basée sur l'innovation. Lorsqu'il s'agit d'atteindre l'excellence dans ce domaine, nous concentrons nos efforts à la manière d'un rayon laser.

\* \* \*

**L'ASSURANCE-EMPLOI**

**Mme Judy Wasylcia-Leis (Winnipeg-Centre-Nord, NPD):** Monsieur le Président, la ministre des Ressources humaines dit que les réalisations du gouvernement concernant l'assurance-emploi sont claires. Eh bien, c'est exact. L'an dernier, le gouvernement a reçu

plus d'argent du fonds de l'assurance-emploi que l'ensemble des travailleurs qui ont perdu leur emploi au Canada. Il continue à accumuler des surplus budgétaires grâce à l'argent qu'il prend aux travailleurs les moins bien payés et il continue à pénaliser les mères qui travaillent à temps partiel et qui, en vertu du système rétrograde qu'il a mis en place, ne sont pas admissibles à l'assurance-emploi.

Quand le gouvernement va-t-il ouvrir les yeux et commencer à comprendre la réalité des femmes qui essaient de concilier leur travail et leurs responsabilités familiales, et quand va-t-il commencer à répondre aux véritables besoins des travailleurs canadiens?

**L'hon. Jane Stewart (ministre du Développement des ressources humaines, Lib.):** Monsieur le Président, le gouvernement est très fier d'avoir mis sur pied un système d'assurance-emploi solide qui vient en aide aux Canadiens ayant perdu leur emploi.

Pour ce qui est des femmes plus particulièrement, je rappellerai à la députée que c'est notre gouvernement qui a doublé les congés parentaux pour que les parents puissent rester avec leurs enfants pendant la première année de leur vie, qui est si importante.

Je rappellerai également à la députée que, grâce au supplément familial, les Canadiens à faible revenu reçoivent 80 p. 100 de leurs gains, plutôt que 50 p. 100, et que cette mesure profite en premier lieu aux femmes chefs de famille.

\* \* \*

**LA SÉCURITÉ AÉROPORTUAIRE**

**Mme Bev Desjarlais (Churchill, NPD):** Monsieur le Président, les voyageurs qui passent par l'aéroport de Windsor doivent payer un nouveau droit de 10 \$ pour couvrir les pertes résultant d'une baisse du trafic. Maintenant, grâce au gouvernement libéral, ils vont devoir payer une taxe pour la sécurité de 24 \$.

Quand le gouvernement va-t-il mettre un frein à son appétit et renoncer à cette ponction fiscale? Quand va-t-il comprendre que cette taxe nuit au transport aérien et à l'industrie touristique dans notre pays?

**L'hon. John McCallum (secrétaire d'État (Institutions financières internationales), Lib.):** Monsieur le Président, tout d'abord, ce n'est pas une taxe mais un droit. Comme nous l'avons fait remarquer à maintes reprises à la Chambre, ce droit a été introduit peu après le 11 septembre alors que nous craignons un ralentissement du trafic aérien. La question sera réexaminée à l'automne. Le gouvernement a dit à maintes reprises à la Chambre que, si la situation changeait, nous diminuerions le droit.

\* \* \*

●(1145)

**LES PÊCHES**

**M. Norman Doyle (St. John's-Est, PC):** Monsieur le président, comme mes collègues l'ont souligné hier au ministre des Pêches, les pratiques abusives dont font l'objet nos ressources halieutiques de la part des autres pays membres de l'OPANO sont endémiques. Le Canada finance la moitié des dépenses de l'OPANO, mais lorsqu'il est question de faire respecter les contingents fixés par cet organisme, les mesures d'exécution sont réduites au minimum. Nous ne pouvons permettre que cette situation se poursuive.

Quand le gouvernement mettra-t-il un terme à cette catastrophe écologique imminente et revendiquera-t-il la gestion et la garde de notre plate-forme continentale au-delà de la limite des 200 milles?

*Questions orales*

**L'hon. Robert Thibault (ministre des Pêches et des Océans, Lib.):** Monsieur le Président, le gouvernement prend cette question très au sérieux et s'emploie de façon très cohérente à veiller à ce que les règlements de l'OPANO soient respectés par tous les pays membres. Nous continuerons à agir de la sorte.

À mon avis, on ne rend pas service aux Canadiens en prétendant que nous possédons une baguette magique, que le Canada peut prendre le contrôle de tous les océans de la planète. Nous sommes un pays partenaire de l'OPANO. Nous collaborerons avec les autres pays partenaires et nous ferons respecter les règlements.

**M. Peter MacKay (Pictou—Antigonish—Guysborough, PC):** Monsieur le Président, le ministre est loin d'avoir fait preuve de sérieux et de cohérence. Ma question complémentaire s'adresse au ministre des Pêches.

Le ministre d'État chargé de l'APECA et venant de Terre-Neuve a récemment déclaré qu'Ottawa souhaite établir des partenariats en vue de façonner un programme pour la prospérité de la Nouvelle-Écosse. Le ministre inclue-t-il Canso dans ce programme? Tout le travail de diversification aura été vain si l'entreprise névralgique de cette ville, soit l'usine Seafreeze, ne rouvre pas ses portes.

Le ministre des Pêches ayant rejeté la proposition concernant le sébaste, attribuera-t-il un contingent de crevettes à Canso et à Mulgrave afin de redonner des emplois, de la dignité et de l'espoir aux citoyens laborieux de sa province d'origine?

**L'hon. Robert Thibault (ministre des Pêches et des Océans, Lib.):** Monsieur le Président, nous avons travaillé en étroite collaboration avec les propriétaires de l'usine de Canso. Nous leur avons indiqué qu'il existe des ressources dont ils pourraient assurer la transformation à cette usine, des ressources qu'ils peuvent se procurer sur le marché libre dans le secteur privé pour exploiter cette usine, si c'est la décision qu'ils souhaitent prendre.

Il serait déraisonnable et irresponsable de ma part de brusquer toute l'industrie et de la déstabiliser en prenant dans une province et dans une entreprise pour donner à une autre. Son gouvernement a agi de la sorte, et nous sommes maintenant en difficulté.

\* \* \*

**LA RECHERCHE ET LE DÉVELOPPEMENT**

**M. Rob Merrifield (Yellowhead, Alliance canadienne):** Monsieur le Président, la science-fiction devient rapidement une réalité scientifique. Les manchettes d'aujourd'hui nous apprennent qu'un autre groupe a entrepris de cloner des humains. Ce n'est pas la première fois cette semaine que les médias en parlent.

Des scientifiques associés à un groupe au Québec soutiennent qu'ils ont déjà implanté dans des utérus de femmes les premiers embryons humains clonés. S'ils poursuivent effectivement ces expériences au Canada, nous n'avons pas de lois pour les en empêcher.

La ministre de la Santé peut-elle assurer à la Chambre que des expériences de clonage n'ont pas déjà lieu au Canada?

[Français]

**M. Jeannot Castonguay (secrétaire parlementaire du ministre de la Santé, Lib.):** Monsieur le Président, on était évidemment au courant que cela s'en venait. La science se développe très rapidement. C'est pourquoi le Comité permanent de la santé, dont mon collègue est membre, a travaillé très fort pour présenter un rapport à la Chambre.

La ministre s'est engagée à présenter un projet de loi avant le 10 mai. Cela va se faire. On va procéder, mais il faut quand même le

faire d'une façon raisonnable et compréhensible, et non pas seulement faire du «patchwork».

[Traduction]

**M. Rob Merrifield (Yellowhead, Alliance canadienne):** Monsieur le Président, nous avons prévenu le gouvernement l'automne dernier que la chose risquait de se produire. Nous avons réclamé une interdiction immédiate, mais le gouvernement s'y est refusé. Le rapport présenté par une commission royale d'enquête en 1993 est resté lettre morte. Le projet de loi C-47 est mort au *Feuilleton* en 1997. Entre-temps, le clonage humain est devenu une réalité et il se pourrait en fait qu'il soit désormais trop tard.

Le gouvernement promet-il que le projet de loi attendu de longue date ne mourra pas au *Feuilleton* cette fois-ci?

[Français]

**M. Jeannot Castonguay (secrétaire parlementaire du ministre de la Santé, Lib.):** Monsieur le Président, c'est quand même intéressant de voir que, encore tout récemment, des lignes directrices des Instituts de recherche en santé du Canada ont été mises en place. Nos collègues n'étaient pas contents parce qu'ils prétendaient que ce n'était pas une mesure dans la bonne direction. Je suis très déçu de voir cela.

Encore une fois, le projet de loi sera présenté et nous espérons que tout le monde va coopérer et collaborer pour qu'il devienne le plus rapidement possible une loi au pays.

\* \* \*

**LE PROCHE-ORIENT**

**M. Michel Guimond (Beauport—Montmorency—Côte-de-Beaupré—Île-d'Orléans, BQ):** Monsieur le Président, le plan mis de l'avant par l'Allemagne pour rétablir la paix au Proche-Orient souligne que le conflit israélo-palestinien ne pourra être réglé que par la voie politique et avec le soutien actif de la communauté internationale.

Compte tenu de l'appel du secrétaire général de l'ONU ce matin pour l'envoi d'une force d'interposition au Proche-Orient qui va dans le même sens que le plan allemand, le ministre des Affaires étrangères peut-il nous dire quels gestes concrets, pas des voeux pieux, quels gestes concrets le Canada a posés jusqu'à maintenant...

● (1150)

**Le vice-président:** L'honorable ministre des Affaires étrangères a la parole.

**L'hon. Bill Graham (ministre des Affaires étrangères, Lib.):** Monsieur le Président, l'autre jour, le premier ministre a précisément dit que dans les cas propices, le Canada est toujours prêt à faire ce qu'il a toujours fait, c'est-à-dire de collaborer avec la communauté internationale pour établir la paix. Nous le ferons dans le futur, comme nous l'avons fait dans le passé.

**M. Michel Guimond (Beauport—Montmorency—Côte-de-Beaupré—Île-d'Orléans, BQ):** Monsieur le Président, alors qu'un autre attentat suicide faisant plusieurs innocentes victimes a eu lieu ce matin à Jérusalem, est-ce que le ministre conviendra que si la communauté internationale et le Canada veulent donner une chance au processus de paix d'aboutir, ils ont intérêt à appuyer la proposition du secrétaire général de l'ONU, M. Kofi Annan?

**L'hon. Bill Graham (ministre des Affaires étrangères, Lib.):** Monsieur le Président, nous sommes toujours prêts à examiner les propositions du secrétaire général de l'ONU. L'ONU est un axe de notre politique étrangère et nous continuerons de collaborer avec elle.

En ce qui concerne les événements terribles qui se sont passés ce matin en Israël, nous disons toujours que nous avons une énorme sympathie pour les victimes et leurs familles. Des personnes continuent de mourir des deux côtés à cause de cette violence. Nous demandons aux gens de cesser la violence et de ramener les pourparlers pour la paix. Il faut cela pour les négociations...

**Le vice-président:** L'honorable député de Cypress Hills—Grasslands a la parole.

\* \* \*

[Traduction]

### L'AGRICULTURE

**M. David Anderson (Cypress Hills—Grasslands, Alliance canadienne):** Monsieur le Président, le ministère de l'Agriculture est dans un état de confusion bureaucratique tel qu'il a perdu contact avec les agriculteurs canadiens.

Le ministre de l'Agriculture est en train de dépenser 15 millions de dollars pour tenir aux quatre coins du Canada, à l'intention de groupes industriels, des séances d'information sur le projet de plan cadre pour l'agriculture. Le public n'a pas accès aux séances d'information du ministre, si bien que les agriculteurs sont laissés pour compte. Pendant ce temps, le sous-ministre parcourt l'Europe pour parler de son plan agricole.

Le ministre de l'Agriculture reconnaîtra-t-il que son spectacle itinérant de 15 millions de dollars n'aidera absolument en rien les agriculteurs canadiens?

**L'hon. Lyle Vanclief (ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, Lib.):** Monsieur le Président, cela m'attriste de voir que le parti qui nous incite à discuter avec les intervenants de l'industrie agricole et les agriculteurs canadiens nous invite maintenant à cesser de le faire. Je suis désolé de décevoir le député, mais nous continuerons nos discussions.

Des gens, y compris des militants du parti du député, sont d'avis que le pays et le gouvernement du Canada ont besoin d'une politique agricole et d'un cadre pour l'industrie tournés vers l'avenir. Nous avons amorcé avec l'industrie agricole et agroalimentaire canadienne un dialogue plus vaste que jamais de manière à assurer que les mesures que nous prendrons montreront que nous avons écouté les Canadiens.

**M. David Anderson (Cypress Hills—Grasslands, Alliance canadienne):** Monsieur le Président, seul un ministre du Cabinet libéral peut prendre des réunions privées à huis clos pour des consultations de la base.

Le ministre gaspille 15 millions de dollars derrière des portes closes. Les agriculteurs canadiens qui souhaitent faire part de leur opinion sont priés de composer un numéro sans frais. Autrement dit, on leur dit d'aller communiquer leurs préoccupations ailleurs. Entre-temps, ce gouvernement usé s'entête à dépenser des millions de dollars pour des conversations au coin du feu et des avions personnels.

Quand le ministre comprendra-t-il qu'il doit écouter tous les producteurs et non quelques-uns triés sur le volet? Quand reprendra-t-il le contrôle de son ministère?

**L'hon. Lyle Vanclief (ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, Lib.):** Monsieur le Président, le dialogue se poursuit en consultation avec les gouvernements provinciaux. Nous leur parlons et faisons en sorte que la moindre organisation et le moindre groupe agricole des secteurs concernés soient représentés lors des discussions.

### Questions orales

Je peux assurer au député que, peu importe ce qu'il pense, il s'agit de la consultation la plus vaste qui ait jamais été menée.

\* \* \*

### LA RECHERCHE ET LE DÉVELOPPEMENT

**M. Peter Adams (Peterborough, Lib.):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Sciences, à la Recherche et au Développement.

Le gouvernement vise à hisser le Canada parmi les cinq premiers pays du monde en matière de recherche et développement d'ici l'an 2010. Le temps file. Pour atteindre cet objectif, nous devons investir maintenant dans nos chercheurs, surtout les jeunes.

Que fait le gouvernement pour attirer les cerveaux les meilleurs et les plus brillants vers la recherche et les encourager?

**L'hon. Maurizio Bevilacqua (secrétaire d'État (Sciences, Recherche et Développement), Lib.):** Monsieur le Président, j'ai annoncé récemment, à l'Institut économique de Montréal, l'octroi de 84 millions de dollars en bourses d'études et de recherche à des étudiants diplômés, les chercheurs les plus prometteurs du Canada. Ces 84 millions de dollars ont été répartis entre plus de 2 100 chercheurs engagés dans divers domaines de la recherche fondamentale comme la physique et la biochimie, et en recherche appliquée comme le génie et le développement de logiciels.

Cet investissement est extrêmement important car il est vital pour la capacité d'innovation actuelle et future du Canada.

\* \* \*

• (1155)

### LES SOCIÉTÉS D'ÉTAT

**M. John Williams (St. Albert, Alliance canadienne):** Monsieur le Président, de lourds soupçons de favoritisme pèsent sur le gouvernement.

Tony Genco, ancien conseiller principal du ministre de la Défense nationale, a fait un atterrissage en douceur, obtenant le poste de président-directeur général de Parc Downsview Inc., société qui gère des terrains appartenant au ministère de la Défense nationale. Or, le parc en question se trouve comme par hasard dans la circonscription du ministre de la Défense nationale.

Le ministre de la Défense nationale pourrait-il nous dire quelles sont les compétences de M. Genco, en dehors de son allégeance libérale et de ses liens d'amitié avec le ministre, pour devenir président-directeur général d'une société d'État?

**L'hon. John Manley (vice-premier ministre et ministre de l'Infrastructure et des Sociétés d'État, Lib.):** Monsieur le Président, le député n'est pas sans savoir que nous sommes en train de revoir la composition du conseil d'administration de Parc Downsview Inc. C'est là un élément important pour l'avenir d'une partie cruciale du Grand Toronto. Nous croyons qu'elle présente un grand potentiel à exploiter pour les générations futures. Nous avons bon espoir d'avoir en place, pour aller de l'avant, une administration capable d'exploiter ce potentiel.

*Questions orales*

[Français]

**L'ASSURANCE EMPLOI**

**Mme Monique Guay (Laurentides, BQ):** Monsieur le Président, alors que les surplus de la caisse de l'assurance-emploi atteignent des sommets inégalés, le gouvernement du Québec a dû tenter des poursuites contre le gouvernement fédéral pour récupérer les cotisations de l'assurance-emploi, afin de mettre en place son régime de congés parentaux.

Malgré tout, la ministre Goupil se dit toujours disponible pour conclure une entente à l'amiable, tendant ainsi la main à Ottawa.

Est-ce que la ministre va enfin saisir la perche que le Québec ne cesse de lui tendre en retournant négociateur et, par le fait même, permettre aux Québécoises et aux Québécois de bénéficier d'un vrai régime de congés parentaux?

[Traduction]

**L'hon. Jane Stewart (ministre du Développement des ressources humaines, Lib.):** Monsieur le Président, depuis 30 ans, le gouvernement du Canada aide les parents au moyen de prestations de maternité et, depuis dix ans, au moyen de prestations parentales. Je rappelle au député que nous avons doublé ces prestations et que nous avons amélioré le régime de façon constante.

Comme nous l'avons toujours dit, si une province décide d'ajouter un complément à notre solide programme, nous nous en réjouissons, et nous l'encourageons à le faire.

\* \* \*

**LES PÊCHES ET LES OCÉANS**

**M. Gerald Keddy (South Shore, PC):** Monsieur le Président, puisque le ministre refuse toujours de revendiquer la gestion des pêches par le Canada à l'extérieur de la zone de 200 milles, consentira-t-il à accroître la présence de la Garde côtière et du ministère des Pêches et des Océans à l'intérieur de cette zone?

Il est absolument honteux que le ministre s'attende à ce qu'un seul navire de la Garde côtière surveille la totalité des Grands Bancs à l'intérieur de la zone de 200 milles. Que va-t-il faire à ce propos?

**L'hon. Robert Thibault (ministre des Pêches et des Océans, Lib.):** Monsieur le Président, je suis heureux que le Comité permanent des pêches et des océans examine les questions de gestion des pêches et de prolongement de la zone de 200 milles. Ces questions très importantes méritent d'être pleinement débattues. Il me tarde d'obtenir les conseils que le comité pourra me donner.

En ce qui concerne la surveillance, nous avons accru nos moyens de surveillance aérienne. Nous reconnaissons qu'une surveillance accrue donne de meilleurs résultats. Nous recueillons d'autres renseignements pour collaborer avec nos partenaires de l'OPANO en vue de bien faire respecter les règles.

\* \* \*

**LE PATRIMOINE CANADIEN**

**M. Tony Tirabassi (Niagara-Centre, Lib.):** Monsieur le Président, ma question s'adresse à la secrétaire parlementaire de la ministre du Patrimoine canadien.

Nos athlètes ont fait honneur à tous les Canadiens grâce à leurs performances lors des Jeux olympiques et paralympiques qui ont eu lieu à Salt Lake City. Comment la ministre du Patrimoine canadien entend-elle honorer ces excellents athlètes canadiens?

**Mme Sarmite Bulte (secrétaire parlementaire de la ministre du Patrimoine canadien, Lib.):** Monsieur le Président, au nom de

la ministre du Patrimoine canadien, je suis heureuse d'inviter tous les Canadiens à se rendre au Musée des civilisations le lundi 15 avril, de 12 heures à 13 heures, afin que nous puissions rencontrer nos athlètes olympiques et paralympiques, les honorer et célébrer leurs exploits.

De plus, je suis heureuse d'annoncer aux députés que nous aurons l'occasion d'accueillir ces héros canadiens à la Chambre des communes et que nous pourrions alors montrer combien nous sommes fiers de leurs exploits.

\* \* \*

**LES CHEMINS DE FER**

**M. Keith Martin (Esquimalt—Juan de Fuca, Alliance canadienne):** Monsieur le Président, la société de chemin de fer Esquimalt and Nanaimo Railway va bientôt disparaître après 116 ans d'existence à cause de l'inefficacité bureaucratique. Pour la sauver, il faudrait que le CP et VIA disparaissent du décor.

Le ministre des Transports et ses délégués vont-ils convoquer une réunion avec la Colombie-Britannique, le CP et VIA afin que ces deux sociétés se retirent pour que la Esquimalt and Nanaimo Railway puisse être remise à une entreprise du secteur privé qui pourra l'exploiter de manière rentable?

**L'hon. David Collenette (ministre des Transports, Lib.):** Monsieur le Président, la situation actuelle s'est produite justement parce que RailAmerica Inc. a constaté que, du point de vue de la rentabilité, le trafic de marchandises était trop faible pour continuer à exploiter cette ligne de chemin de fer.

Du point de vue de VIA, la société a signé un contrat avec RailAmerica Inc. et si cette dernière ne peut assurer la sécurité sur la ligne, il est évident que VIA ne peut continuer d'offrir le service. VIA a offert des sommes additionnelles jusqu'au 15 mai, pour que les groupes locaux aient le temps de se réunir et de préparer une réponse, en collaboration avec les intervenants de la région. J'espère que tous les gens en cause pourront convenir d'un plan d'affaires pour maintenir ce service éminemment utile.

\* \* \*

● (1200)

[Français]

**L'ENVIRONNEMENT**

**M. Michel Bellehumeur (Berthier—Montcalm, BQ):** Monsieur le Président, à tous les printemps, les berges du fleuve Saint-Laurent sont endommagées par la crue des eaux, les glaces et la navigation des bateaux, accélérant dangereusement l'érosion des îles et des berges. Depuis l'arrivée des libéraux en 1993, des miettes furent investies dans la protection desdites berges, alors qu'un milliard de dollars fut donné à Toronto pour la revitalisation du secteur riverain.

Quand le gouvernement va-t-il mettre sur pied un programme semblable, de concert avec le gouvernement du Québec, avec autant d'argent pour protéger les berges du fleuve Saint-Laurent, et surtout la sécurité des riverains?

**L'hon. Robert Thibault (ministre des Pêches et des Océans, Lib.):** Monsieur le Président, le ministre de l'Environnement n'est pas présent à la Chambre aujourd'hui. Je l'aviserai de votre question et il fera rapport à la Chambre prochainement.

*Affaires courantes*

[Traduction]

**LE BOIS D'OEUVRE**

**Mme Bev Desjarlais (Churchill, NPD):** Monsieur le Président, le NPD a été le premier à réclamer un programme d'aide pour les travailleurs du secteur du bois d'oeuvre dont la vie est ruinée par les tarifs douaniers illégaux des États-Unis. Le gouvernement fédéral lui a opposé un non catégorique. Il a dit que l'actuel programme de l'assurance-emploi, dans lequel il a pratiqué des coupes sombres, ferait l'affaire. Voici maintenant qu'il reconnaît que l'ombre de programme qu'est désormais l'assurance-emploi ne suffira pas à la tâche.

Cette semaine, le gouvernement a commencé à donner de vagues assurances que de l'aide était en route. De vagues assurances ne donneront pas à manger aux travailleurs qui sont pris au beau milieu de ce différend international.

Que fera au juste le gouvernement pour venir en aide aux travailleurs touchés par le différend sur le bois d'oeuvre?

**L'hon. Jane Stewart (ministre du Développement des ressources humaines, Lib.):** Monsieur le Président, je rappelle à la députée que le système de l'assurance-emploi est très complet. Il offre de nombreux outils dont nous pouvons nous servir à ce moment-ci.

Cela intéressera la députée de savoir que près de 300 millions de dollars sont transférés chaque année à la province de la Colombie-Britannique, justement afin de venir en aide aux travailleurs mis à pied. Elle saura aussi que nous avons des programmes de travail partagé. Sans compter les prestations du Soutien du revenu.

Nous collaborons étroitement avec les provinces touchées de même qu'avec le secteur industriel et nous continuerons de le faire. Nous suivons ce dossier de très près et nous réagissons...

**Le vice-président:** Ainsi prend fin aujourd'hui la période des questions.

**AFFAIRES COURANTES**

[Traduction]

**RÉPONSE DU GOUVERNEMENT À DES PÉTITIONS**

**Mme Sarmite Bulte (secrétaire parlementaire de la ministre du Patrimoine canadien, Lib.):** Madame la Présidente, conformément au paragraphe 36(8) du Règlement, j'ai l'honneur de déposer, dans les deux langues officielles, la réponse du gouvernement à six pétitions.

\* \* \*

**PÉTITIONS****LA LOI SUR LA COUR SUPRÊME**

**M. Darrel Stinson (Okanagan—Shuswap, Alliance canadienne):** Madame la Présidente, la Loi sur la Cour suprême ne

permet pas à l'heure actuelle à un juge d'étudier une cause dans laquelle il a déjà joué un rôle dans une instance inférieure. Je suis heureuse de déposer une pétition signée par 154 de mes électeurs qui demandent au Parlement de renforcer la Loi fédérale sur la Cour suprême en adoptant un amendement qui rendrait le contrôle judiciaire obligatoire lorsqu'une preuve de la participation du juge a été déposée au comité du contrôle judiciaire présidé par le ministre de la Justice.

• (1205)

**LES MALADIES DU REIN**

**M. Peter Adams (Peterborough, Lib.):** Madame la Présidente, j'ai une pétition provenant d'électeurs qui se préoccupent des maladies du rein, en ce qui concerne les Instituts canadiens de recherche en santé. Ils savent que l'Institut de la nutrition, du métabolisme et du diabète, un des instituts du réseau canadien, fait de l'excellent travail dans la recherche sur le rein. Par exemple, il appuie la recherche visant à améliorer le régime alimentaire, les fonctions digestives, l'excrétion et le métabolisme. Mes électeurs estiment que cet excellent travail serait mieux accueilli et mieux connu par le public si les mots «recherche sur le rein» figuraient dans le nom de l'institut.

Ces pétitionnaires prient donc le Parlement d'inciter les Instituts canadiens de recherche en santé d'inclure explicitement la recherche sur le rein dans le nom de l'un des instituts du réseau; l'institut en cause pourrait s'appeler Institut des maladies du rein et du tractus urinaire.

\* \* \*

**QUESTIONS AU FEUILLETON**

**Mme Sarmite Bulte (secrétaire parlementaire de la ministre du Patrimoine canadien, Lib.):** Madame la Présidente, je demande que toutes les questions restent au *Feuilleton*.

**Le président suppléant (Mme Bakopanos):** Est-ce d'accord?

**Des voix:** D'accord.

**L'hon. Paul DeVillers:** Madame la Présidente, j'invoque le Règlement. Je pense que vous obtiendrez le consentement unanime pour considérer qu'il est 14 h 30.

**Le président suppléant (Mme Bakopanos):** Est-ce d'accord?

**Des voix:** D'accord.

[Français]

**Le président suppléant (Mme Bakopanos):** Comme il est 12 h 6, la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain, à 11 heures, conformément à l'article 24(1) du Règlement.

(La séance est levée à 12 h 6.)



**ANNEXE**

**LISTE ALPHABÉTIQUE DES MEMBRES AVEC LEUR  
CIRCONSCRIPTION, PROVINCE DE LA CIRCONSCRIPTION  
ET L’AFFILIATION POLITIQUE;  
COMITÉS DE LA CHAMBRE,  
LE COMITÉ DES PRÉSIDENTS,  
MEMBRES DU MINISTÈRE ET LES SECRÉTAIRES PARLEMENTAIRES**

**OCCUPANTS DU FAUTEUIL**

**Président**

L'HON. PETER MILLIKEN

**Le vice-président et président des Comités pléniers**

M. BOB KILGER

**vice-président des Comités pléniers de la Chambre**

M. RÉGINALD BÉLAIR

**vice-président adjoint des Comités pléniers de la Chambre**

MME ELENI BAKOPANOS

---

**BUREAU DE RÉGIE INTERNE**

L'HON. PETER MILLIKEN

L'HON. ANDY MITCHELL

M. BILL BLAIKIE

MME MARLENE CATTERALL

M. BOB KILGER

M. PETER MACKAY

M. JACQUES SAADA

M. PIERRE BRIEN

L'HON. RALPH GOODALE

M. DALE JOHNSTON

M. JOHN REYNOLDS



## LISTE ALPHABÉTIQUE DES DÉPUTÉS DE LA CHAMBRE DES COMMUNES

Première session, trente-septième Législature

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Abbott, Jim	Kootenay—Columbia	Colombie-Britannique	AC
Ablonczy, Diane	Calgary—Nose Hill	Alberta	AC
Adams, Peter	Peterborough	Ontario	Lib.
Alcock, Reg	Winnipeg-Sud	Manitoba	Lib.
Allard, Carole-Marie	Laval-Est	Québec	Lib.
Anders, Rob	Calgary-Ouest	Alberta	AC
Anderson, David	Cypress Hills—Grasslands	Saskatchewan	AC
Anderson, L'hon. David, ministre de l'Environnement	Victoria	Colombie-Britannique	Lib.
Assad, Mark, secrétaire parlementaire du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration	Gatineau	Québec	Lib.
Assadourian, Sarkis	Brampton-Centre	Ontario	Lib.
Asselin, Gérard	Charlevoix	Québec	BQ
Augustine, Jean	Etobicoke—Lakeshore	Ontario	Lib.
Bachand, André	Richmond—Arthabaska	Québec	PC
Bachand, Claude	Saint-Jean	Québec	BQ
Bagnell, Larry	Yukon	Yukon	Lib.
Bailey, Roy	Souris—Moose Mountain	Saskatchewan	AC
Bakopanos, Eleni, Le président suppléant	Ahuntsic	Québec	Lib.
Barnes, Sue	London-Ouest	Ontario	Lib.
Beaumier, Colleen	Brampton-Ouest—Mississauga	Ontario	Lib.
Bélaïr, Réginald, Le président suppléant	Timmins—Baie James	Ontario	Lib.
Bélangier, Mauril	Ottawa—Vanier	Ontario	Lib.
Bellehumeur, Michel	Berthier—Montcalm	Québec	BQ
Bellemare, Eugène	Ottawa—Orléans	Ontario	Lib.
Bennett, Carolyn	St. Paul's	Ontario	Lib.
Benoit, Leon	Lakeland	Alberta	AC
Bergeron, Stéphane	Verchères—Les-Patriotes	Québec	BQ
Bertrand, Robert	Pontiac—Gatineau—Labelle	Québec	Lib.
Bevilacqua, L'hon. Maurizio, secrétaire d'État (Sciences, Recherche et Développement)	Vaughan—King—Aurora	Ontario	Lib.
Bigras, Bernard	Rosemont—Petite-Patrie	Québec	BQ
Binet, Gérard	Frontenac—Mégantic	Québec	Lib.
Blaikie, Bill	Winnipeg—Transcona	Manitoba	NPD
Blondin-Andrew, L'hon. Ethel, secrétaire d'État (Enfance et Jeunesse)	Western Arctic	Territoires du Nord-Ouest	Lib.
Bonin, Raymond	Nickel Belt	Ontario	Lib.
Bonwick, Paul	Simcoe—Grey	Ontario	Lib.
Borotsik, Rick	Brandon—Souris	Manitoba	PC
Boudria, L'hon. Don, ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux	Glengarry—Prescott—Russell	Ontario	Lib.
Bourgeois, Diane	Terrebonne—Blainville	Québec	BQ
Bradshaw, L'hon. Claudette, ministre du Travail et secrétaire d'État (Multiculturalisme) (Situation de la femme)	Moncton—Riverview—Dieppe	Nouveau-Brunswick	Lib.
Breitkreuz, Garry	Yorkton—Melville	Saskatchewan	AC
Brien, Pierre	Témiscamingue	Québec	BQ
Brison, Scott	Kings—Hants	Nouvelle-Écosse	PC
Brown, Bonnie	Oakville	Ontario	Lib.
Bryden, John	Ancaster—Dundas—Flamborough—Aldershot	Ontario	Lib.

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Bulte, Sarmite, secrétaire parlementaire de la ministre du Patrimoine canadien	Parkdale—High Park	Ontario	Lib.
Burton, Andy	Skeena	Colombie-Britannique	AC
Byrne, L'hon. Gerry, ministre d'État (Agence de promotion économique du Canada atlantique)	Humber—St. Barbe—Baie Verte	Terre-Neuve-et-Labrador	Lib.
Caccia, L'hon. Charles	Davenport	Ontario	Lib.
Cadman, Chuck	Surrey-Nord	Colombie-Britannique	AC
Calder, Murray	Dufferin—Peel—Wellington—Grey	Ontario	Lib.
Cannis, John	Scarborough-Centre	Ontario	Lib.
Caplan, L'hon. Elinor, ministre du Revenu national	Thornhill	Ontario	Lib.
Cardin, Serge	Sherbrooke	Québec	BQ
Carignan, Jean-Guy	Québec-Est	Québec	Ind.
Carroll, Aileen, secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères	Barrie—Simcoe—Bradford	Ontario	Lib.
Casey, Bill	Cumberland—Colchester	Nouvelle-Écosse	PC
Casson, Rick	Lethbridge	Alberta	AC
Castonguay, Jeannot, secrétaire parlementaire du ministre de la Santé	Madawaska—Restigouche	Nouveau-Brunswick	Lib.
Catterall, Marlene	Ottawa-Ouest—Nepean	Ontario	Lib.
Cauchon, L'hon. Martin, ministre de la Justice et procureur général du Canada	Outremont	Québec	Lib.
Chamberlain, Brenda	Guelph—Wellington	Ontario	Lib.
Charbonneau, Yvon	Anjou—Rivière-des-Prairies	Québec	Lib.
Chatters, David	Athabasca	Alberta	AC
Chrétien, Le très hon. Jean, Premier ministre	Saint-Maurice	Québec	Lib.
Clark, Le très hon. Joe	Calgary-Centre	Alberta	PC
Coderre, L'hon. Denis, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration	Bourassa	Québec	Lib.
Collenette, L'hon. David, ministre des Transports	Don Valley-Est	Ontario	Lib.
Comartin, Joe	Windsor—St. Clair	Ontario	NPD
Comuzzi, Joe	Thunder Bay—Superior-Nord	Ontario	Lib.
Copps, L'hon. Sheila, ministre du Patrimoine canadien	Hamilton-Est	Ontario	Lib.
Cotler, Irwin	Mont-Royal	Québec	Lib.
Crête, Paul	Kamouraska—Rivière-du-Loup—Témiscouata—Les Basques	Québec	BQ
Cullen, Roy	Etobicoke-Nord	Ontario	Lib.
Cummins, John	Delta—South Richmond	Colombie-Britannique	AC
Cuzner, Rodger	Bras d'Or—Cape Breton	Nouvelle-Écosse	Lib.
Dalphond-Guiral, Madeleine	Laval-Centre	Québec	BQ
Davies, Libby	Vancouver-Est	Colombie-Britannique	NPD
Day, Stockwell	Okanagan—Coquihalla	Colombie-Britannique	AC
Desjarlais, Bev	Churchill	Manitoba	NPD
Desrochers, Odina	Lotbinière—L'Érable	Québec	BQ
DeVillers, L'hon. Paul, secrétaire d'État (Sport amateur) et leader adjoint du gouvernement à la Chambre des communes	Simcoe-Nord	Ontario	Lib.
Dhaliwal, L'hon. Herb, ministre des Ressources naturelles	Vancouver-Sud—Burnaby	Colombie-Britannique	Lib.
Dion, L'hon. Stéphane, président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre des Affaires intergouvernementales	Saint-Laurent—Cartierville	Québec	Lib.
Discepola, Nick	Vaudreuil—Soulanges	Québec	Lib.
Doyle, Norman	St. John's-Est	Terre-Neuve-et-Labrador	PC
Dromisky, Stan	Thunder Bay—Atikokan	Ontario	Lib.
Drouin, L'hon. Claude, secrétaire d'État (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec)	Beauce	Québec	Lib.

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Dubé, Antoine	Lévis-et-Chutes-de-la-Chaudière	Québec	BQ
Duceppe, Gilles	Laurier—Sainte-Marie	Québec	BQ
Duncan, John	Île de Vancouver-Nord	Colombie-Britannique	AC
Duplain, Claude	Portneuf	Québec	Lib.
Easter, Wayne	Malpeque	Île-du-Prince-Édouard	Lib.
Eggleton, L'hon. Art, ministre de la Défense nationale	York-Centre	Ontario	Lib.
Elley, Reed	Nanaimo—Cowichan	Colombie-Britannique	AC
Epp, Ken	Elk Island	Alberta	AC
Eyking, Mark	Sydney—Victoria	Nouvelle-Écosse	Lib.
Farrah, Georges, secrétaire parlementaire du ministre des Pêches et des Océans	Bonaventure—Gaspé—Îles-de-la-Madeleine—Pabok	Québec	Lib.
Finlay, John, secrétaire parlementaire du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien	Oxford	Ontario	Lib.
Fitzpatrick, Brian	Prince Albert	Saskatchewan	AC
Folco, Raymonde, secrétaire parlementaire de la ministre du Développement des ressources humaines	Laval-Ouest	Québec	Lib.
Fontana, Joe	London-Centre-Nord	Ontario	Lib.
Forseth, Paul	New Westminster—Coquitlam—Burnaby	Colombie-Britannique	AC
Fournier, Ghislain	Manicouagan	Québec	BQ
Fry, L'hon. Hedy	Vancouver-Centre	Colombie-Britannique	Lib.
Gagnon, Christiane	Québec	Québec	BQ
Gagnon, Marcel	Champlain	Québec	BQ
Gallant, Cheryl	Renfrew—Nipissing—Pembroke	Ontario	AC
Galloway, Roger	Sarnia—Lambton	Ontario	Lib.
Gauthier, Michel	Roberval	Québec	BQ
Girard-Bujold, Jocelyne	Jonquière	Québec	BQ
Godfrey, John	Don Valley-Ouest	Ontario	Lib.
Godin, Yvon	Acadie—Bathurst	Nouveau-Brunswick	NPD
Goldring, Peter	Edmonton-Centre-Est	Alberta	AC
Goodale, L'hon. Ralph, leader du gouvernement à la Chambre des communes, ministre responsable de la Commission canadienne du blé et interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits	Wascana	Saskatchewan	Lib.
Gouk, Jim	Kootenay—Boundary—Okanagan	Colombie-Britannique	AC
Graham, L'hon. Bill, ministre des Affaires étrangères	Toronto-Centre—Rosedale	Ontario	Lib.
Grewal, Gurmant	Surrey-Centre	Colombie-Britannique	AC
Grey, Deborah	Edmonton-Nord	Alberta	Ind.
Grose, Ivan	Oshawa	Ontario	Lib.
Guarnieri, Albina	Mississauga-Est	Ontario	Lib.
Guay, Monique	Laurentides	Québec	BQ
Guimond, Michel	Beauport—Montmorency—Côte-de-Beaupré—Île-d'Orléans	Québec	BQ
Hanger, Art	Calgary-Nord-Est	Alberta	AC
Harb, Mac	Ottawa-Centre	Ontario	Lib.
Harris, Richard	Prince George—Bulkley Valley	Colombie-Britannique	AC
Harvard, John	Charleswood St. James—Assiniboia	Manitoba	Lib.
Harvey, André, secrétaire parlementaire du ministre des Transports	Chicoutimi—Le Fjord	Québec	Lib.
Hearn, Loyola	St. John's-Ouest	Terre-Neuve-et-Labrador	PC

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Herron, John	Fundy—Royal	Nouveau-Brunswick	PC
Hill, Grant	Macleod	Alberta	AC
Hill, Jay	Prince George—Peace River	Colombie-Britannique	Ind.
Hilstrom, Howard	Selkirk—Interlake	Manitoba	AC
Hinton, Betty	Kamloops, Thompson and Highland Valleys	Colombie-Britannique	AC
Hubbard, Charles	Miramichi	Nouveau-Brunswick	Lib.
Ianno, Tony	Trinity—Spadina	Ontario	Lib.
Jackson, Ovid	Bruce—Grey—Owen Sound	Ontario	Lib.
Jaffer, Rahim	Edmonton—Strathcona	Alberta	AC
Jennings, Marlene, secrétaire parlementaire de la ministre de la Coopération internationale	Notre-Dame-de-Grâce— Lachine	Québec	Lib.
Johnston, Dale	Wetaskiwin	Alberta	AC
Jordan, Joe, secrétaire parlementaire du Premier ministre	Leeds—Grenville	Ontario	Lib.
Karetak-Lindell, Nancy	Nunavut	Nunavut	Lib.
Karygiannis, Jim	Scarborough—Agincourt	Ontario	Lib.
Keddy, Gerald	South Shore	Nouvelle-Écosse	PC
Kenney, Jason	Calgary-Sud-Est	Alberta	AC
Keyes, Stan	Hamilton-Ouest	Ontario	Lib.
Kilger, Bob, Le vice-président	Stormont—Dundas— Charlottenburgh	Ontario	Lib.
Kilgour, L'hon. David, secrétaire d'État (Asie-Pacifique)	Edmonton-Sud-Est	Alberta	Lib.
Knutson, L'hon. Gar, secrétaire d'État (Europe centrale et orientale et Moyen-Orient)	Elgin—Middlesex—London	Ontario	Lib.
Kraft Sloan, Karen	York-Nord	Ontario	Lib.
Laframboise, Mario	Argenteuil—Papineau— Mirabel	Québec	BQ
Laliberte, Rick	Rivière Churchill	Saskatchewan	Lib.
Lalonde, Francine	Mercier	Québec	BQ
Lanctôt, Robert	Châteauguay	Québec	BQ
Lastewka, Walt	St. Catharines	Ontario	Lib.
Lebel, Ghislain	Chambly	Québec	BQ
LeBlanc, Dominic	Beauséjour—Petitcodiac	Nouveau-Brunswick	Lib.
Lee, Derek	Scarborough—Rouge River	Ontario	Lib.
Leung, Sophia, secrétaire parlementaire de la ministre du Revenu national	Vancouver Kingsway	Colombie-Britannique	Lib.
Lill, Wendy	Dartmouth	Nouvelle-Écosse	NPD
Lincoln, Clifford	Lac-Saint-Louis	Québec	Lib.
Longfield, Judi	Whitby—Ajax	Ontario	Lib.
Loubier, Yvan	Saint-Hyacinthe—Bagot	Québec	BQ
Lunn, Gary	Saanich—Gulf Islands	Colombie-Britannique	AC
Lunney, James	Nanaimo—Alberni	Colombie-Britannique	AC
MacAulay, L'hon. Lawrence, solliciteur général du Canada	Cardigan	Île-du-Prince-Édouard	Lib.
MacKay, Peter	Pictou—Antigonish— Guysborough	Nouvelle-Écosse	PC
Macklin, Paul Harold, secrétaire parlementaire du ministre de la Justice et procureur général du Canada	Northumberland	Ontario	Lib.
Mahoney, Steve, secrétaire parlementaire du vice-premier ministre et ministre de l'Infrastructure et des Sociétés d'État	Mississauga-Ouest	Ontario	Lib.
Malhi, Gurbax, secrétaire parlementaire de la ministre du Travail	Bramalea—Gore—Malton— Springdale	Ontario	Lib.
Maloney, John	Erie—Lincoln	Ontario	Lib.

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Manley, L'hon. John, vice-premier ministre et ministre de l'Infrastructure et des Sociétés d'État	Ottawa-Sud	Ontario	Lib.
Marceau, Richard	Charlesbourg—Jacques-Cartier	Québec	BQ
Marcil, Serge, secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie	Beauharnois—Salaberry	Québec	Lib.
Mark, Inky	Dauphin—Swan River	Manitoba	PC - ind.
Marleau, L'hon. Diane	Sudbury	Ontario	Lib.
Martin, Keith	Esquimalt—Juan de Fuca	Colombie-Britannique	AC
Martin, Pat	Winnipeg—Centre	Manitoba	NPD
Martin, L'hon. Paul, ministre des Finances	LaSalle—Émard	Québec	Lib.
Matthews, Bill, secrétaire parlementaire du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre des Affaires intergouvernementales	Burin—St. George's	Terre-Neuve-et-Labrador	Lib.
Mayfield, Philip	Cariboo—Chilcotin	Colombie-Britannique	AC
McCallum, L'hon. John, secrétaire d'État (Institutions financières internationales)	Markham	Ontario	Lib.
McCormick, Larry, secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	Hastings—Frontenac—Lennox and Addington	Ontario	Lib.
McDonough, Alexa	Halifax	Nouvelle-Écosse	NPD
McGuire, Joe	Egmont	Île-du-Prince-Édouard	Lib.
McKay, John	Scarborough—Est	Ontario	Lib.
McLellan, L'hon. Anne, ministre de la Santé	Edmonton-Ouest	Alberta	Lib.
McNally, Grant	Dewdney—Alouette	Colombie-Britannique	Ind.
McTeague, Dan	Pickering—Ajax—Uxbridge	Ontario	Lib.
Ménard, Réal	Hochelaga—Maisonnette	Québec	BQ
Meredith, Val	South Surrey—White Rock—Langley	Colombie-Britannique	Ind.
Merrifield, Rob	Yellowhead	Alberta	AC
Milliken, L'hon. Peter	Kingston et les Îles	Ontario	Lib.
Mills, Bob	Red Deer	Alberta	AC
Mills, Dennis	Toronto—Danforth	Ontario	Lib.
Minna, L'hon. Maria, Beaches—East York	Beaches—East York	Ontario	Lib.
Mitchell, L'hon. Andy, secrétaire d'État (Développement rural) (Initiative fédérale du développement économique dans le Nord de l'Ontario)	Parry Sound—Muskoka	Ontario	Lib.
Moore, James	Port Moody—Coquitlam—Port Coquitlam	Colombie-Britannique	AC
Murphy, Shawn	Hillsborough	Île-du-Prince-Édouard	Lib.
Myers, Lynn, secrétaire parlementaire du solliciteur général du Canada	Waterloo—Wellington	Ontario	Lib.
Nault, L'hon. Robert, ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien	Kenora—Rainy River	Ontario	Lib.
Neville, Anita	Winnipeg—Centre-Sud	Manitoba	Lib.
Normand, L'hon. Gilbert	Bellechasse—Etchemins—Montmagny—L'Islet	Québec	Lib.
Nystrom, L'hon. Lorne	Regina—Qu'Appelle	Saskatchewan	NPD
O'Brien, Lawrence	Labrador	Terre-Neuve-et-Labrador	Lib.
O'Brien, Pat, secrétaire parlementaire du ministre du Commerce international	London—Fanshawe	Ontario	Lib.
O'Reilly, John, secrétaire parlementaire du ministre de la Défense nationale	Haliburton—Victoria—Brock	Ontario	Lib.
Obhrai, Deepak	Calgary—Est	Alberta	AC
Owen, L'hon. Stephen, secrétaire d'État (Diversification de l'économie de l'Ouest canadien) (Affaires indiennes et du Nord canadien)	Vancouver Quadra	Colombie-Britannique	Lib.
Pagtakhan, L'hon. Rey, ministre des Anciens combattants	Winnipeg—Nord—St. Paul	Manitoba	Lib.

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Pallister, Brian	Portage—Lisgar	Manitoba	AC
Pankiw, Jim	Saskatoon—Humboldt	Saskatchewan	Ind.
Paquette, Pierre	Joliette	Québec	BQ
Paradis, L'hon. Denis, secrétaire d'État (Amérique latine et Afrique) (Francophonie)	Brome—Missisquoi	Québec	Lib.
Parrish, Carolyn	Mississauga-Centre	Ontario	Lib.
Patry, Bernard	Pierrefonds—Dollard	Québec	Lib.
Penson, Charlie	Peace River	Alberta	AC
Peric, Janko	Cambridge	Ontario	Lib.
Perron, Gilles-A.	Rivière-des-Mille-Îles	Québec	BQ
Peschisolido, Joe	Richmond	Colombie-Britannique	Lib.
Peterson, L'hon. Jim	Willowdale	Ontario	Lib.
Pettigrew, L'hon. Pierre, ministre du Commerce international	Papineau—Saint-Denis	Québec	Lib.
Phinney, Beth	Hamilton Mountain	Ontario	Lib.
Picard, Pauline	Drummond	Québec	BQ
Pickard, Jerry	Chatham—Kent Essex	Ontario	Lib.
Pillitteri, Gary	Niagara Falls	Ontario	Lib.
Plamondon, Louis	Bas-Richelieu—Nicolet— Bécancour	Québec	BQ
Pratt, David	Nepean—Carleton	Ontario	Lib.
Price, David	Compton—Stanstead	Québec	Lib.
Proctor, Dick	Palliser	Saskatchewan	NPD
Proulx, Marcel	Hull—Aylmer	Québec	Lib.
Provenzano, Carmen, secrétaire parlementaire du ministre des Anciens combattants	Sault Ste. Marie	Ontario	Lib.
Rajotte, James	Edmonton-Sud-Ouest	Alberta	AC
Redman, Karen, secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement	Kitchener-Centre	Ontario	Lib.
Reed, Julian	Halton	Ontario	Lib.
Regan, Geoff, secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes	Halifax-Ouest	Nouvelle-Écosse	Lib.
Reid, Scott	Lanark—Carleton	Ontario	AC
Reynolds, John, chef de l'opposition	West Vancouver—Sunshine Coast	Colombie-Britannique	AC
Richardson, John	Perth—Middlesex	Ontario	Lib.
Ritz, Gerry	Battlefords—Lloydminster	Saskatchewan	AC
Robillard, L'hon. Lucienne, présidente du Conseil du Trésor	Westmount—Ville-Marie	Québec	Lib.
Robinson, Svend	Burnaby—Douglas	Colombie-Britannique	NPD
Rocheleau, Yves	Trois-Rivières	Québec	BQ
Rock, L'hon. Allan, ministre de l'Industrie	Etobicoke-Centre	Ontario	Lib.
Roy, Jean-Yves	Matapédia—Matane	Québec	BQ
Saada, Jacques	Brossard—La Prairie	Québec	Lib.
Sauvageau, Benoît	Repentigny	Québec	BQ
Savoy, Andy	Tobique—Mactaquac	Nouveau-Brunswick	Lib.
Scherrer, Hélène	Louis-Hébert	Québec	Lib.
Schmidt, Werner	Kelowna	Colombie-Britannique	AC
Scott, L'hon. Andy	Fredericton	Nouveau-Brunswick	Lib.
Serré, Benoît, secrétaire parlementaire du ministre des Ressources naturelles	Timiskaming—Cochrane	Ontario	Lib.
Sgro, Judy	York-Ouest	Ontario	Lib.
Shepherd, Alex, secrétaire parlementaire de la présidente du Conseil du Trésor	Durham	Ontario	Lib.

Nom	Circonscription	Province de la circonscription	Affiliation politique
Skelton, Carol	Saskatoon—Rosetown—Biggar	Saskatchewan	AC
Solberg, Monte	Medicine Hat	Alberta	AC
Sorenson, Kevin	Crowfoot	Alberta	AC
Speller, Bob	Haldimand—Norfolk—Brant	Ontario	Lib.
Spencer, Larry	Regina—Lumsden—Lake Centre	Saskatchewan	AC
St-Hilaire, Caroline	Longueuil	Québec	BQ
St-Jacques, Diane	Shefford	Québec	Lib.
St-Julien, Guy	Abitibi—Baie-James—Nunavik	Québec	Lib.
St. Denis, Brent	Algoma—Manitoulin	Ontario	Lib.
Steckle, Paul	Huron—Bruce	Ontario	Lib.
Stewart, L'hon. Jane, ministre du Développement des ressources humaines	Brant	Ontario	Lib.
Stinson, Darrel	Okanagan—Shuswap	Colombie-Britannique	AC
Stoffer, Peter	Sackville—Musquodoboit Valley—Eastern Shore	Nouvelle-Écosse	NPD
Strahl, Chuck	Fraser Valley	Colombie-Britannique	Ind.
Szabo, Paul, secrétaire parlementaire du ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux	Mississauga-Sud	Ontario	Lib.
Telegdi, Andrew	Kitchener—Waterloo	Ontario	Lib.
Thibault, L'hon. Robert, ministre des Pêches et des Océans	Ouest Nova	Nouvelle-Écosse	Lib.
Thibeault, Yolande	Saint-Lambert	Québec	Lib.
Thompson, Greg	Nouveau-Brunswick-Sud-Ouest	Nouveau-Brunswick	PC
Thompson, Myron	Wild Rose	Alberta	AC
Tirabassi, Tony	Niagara-Centre	Ontario	Lib.
Toews, Vic	Provencher	Manitoba	AC
Tonks, Alan	York-Sud—Weston	Ontario	Lib.
Torsney, Paddy	Burlington	Ontario	Lib.
Tremblay, Stéphan	Lac-Saint-Jean—Saguenay	Québec	BQ
Tremblay, Suzanne	Rimouski-Neigette-et-la Mitis	Québec	BQ
Ur, Rose-Marie	Lambton—Kent—Middlesex	Ontario	Lib.
Valeri, Tony	Stoney Creek	Ontario	Lib.
Vanclief, L'hon. Lyle, ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	Prince Edward—Hastings	Ontario	Lib.
Vellacott, Maurice	Saskatoon—Wanuskewin	Saskatchewan	AC
Venne, Pierrette	Saint-Bruno—Saint-Hubert	Québec	BQ
Volpe, Joseph	Eglinton—Lawrence	Ontario	Lib.
Wappel, Tom	Scarborough-Sud-Ouest	Ontario	Lib.
Wasylycia-Leis, Judy	Winnipeg-Centre-Nord	Manitoba	NPD
Wayne, Elsie	Saint John	Nouveau-Brunswick	PC
Whelan, L'hon. Susan, ministre de la Coopération internationale	Essex	Ontario	Lib.
White, Randy	Langley—Abbotsford	Colombie-Britannique	AC
White, Ted	North Vancouver	Colombie-Britannique	AC
Wilfert, Bryon, secrétaire parlementaire du ministre des Finances	Oak Ridges	Ontario	Lib.
Williams, John	St. Albert	Alberta	AC
Wood, Bob	Nipissing	Ontario	Lib.
Yelich, Lynne	Blackstrap	Saskatchewan	AC

N.B.: Sous le titre Affiliation politique: Lib. - Libéral; AC - Alliance canadienne; BQ - Bloc Québécois; NDP - nouveau parti démocratique; PC - Coalition Parti progressiste-conservateur; Ind. - indépendant

## LISTE ALPHABÉTIQUE DES DÉPUTÉS DE LA CHAMBRE DES COMMUNES PAR PROVINCE

Première session, trente-septième Législature

Nom	Circonscription	Affiliation politique
<b>ALBERTA (25)</b>		
Ablonczy, Diane	Calgary—Nose Hill	AC
Anders, Rob	Calgary-Ouest	AC
Benoit, Leon	Lakeland	AC
Casson, Rick	Lethbridge	AC
Chatters, David	Athabasca	AC
Clark, Le très hon. Joe	Calgary-Centre	PC
Epp, Ken	Elk Island	AC
Goldring, Peter	Edmonton-Centre-Est	AC
Grey, Deborah	Edmonton-Nord	Ind.
Hanger, Art	Calgary-Nord-Est	AC
Hill, Grant	Macleod	AC
Jaffer, Rahim	Edmonton—Strathcona	AC
Johnston, Dale	Wetaskiwin	AC
Kenney, Jason	Calgary-Sud-Est	AC
Kilgour, L'hon. David, secrétaire d'État (Asie-Pacifique)	Edmonton-Sud-Est	Lib.
McLellan, L'hon. Anne, ministre de la Santé	Edmonton-Ouest	Lib.
Merrifield, Rob	Yellowhead	AC
Mills, Bob	Red Deer	AC
Obhrai, Deepak	Calgary-Est	AC
Penson, Charlie	Peace River	AC
Rajotte, James	Edmonton-Sud-Ouest	AC
Solberg, Monte	Medicine Hat	AC
Sorenson, Kevin	Crowfoot	AC
Thompson, Myron	Wild Rose	AC
Williams, John	St. Albert	AC
<b>COLOMBIE-BRITANNIQUE (34)</b>		
Abbott, Jim	Kootenay—Columbia	AC
Anderson, L'hon. David, ministre de l'Environnement	Victoria	Lib.
Burton, Andy	Skeena	AC
Cadman, Chuck	Surrey-Nord	AC
Cummins, John	Delta—South Richmond	AC
Davies, Libby	Vancouver-Est	NPD
Day, Stockwell	Okanagan—Coquihalla	AC
Dhaliwal, L'hon. Herb, ministre des Ressources naturelles	Vancouver-Sud—Burnaby	Lib.
Duncan, John	Île de Vancouver-Nord	AC
Elley, Reed	Nanaimo—Cowichan	AC
Forseth, Paul	New Westminster—Coquitlam—Burnaby	AC
Fry, L'hon. Hedy	Vancouver-Centre	Lib.
Gouk, Jim	Kootenay—Boundary—Okanagan	AC
Grewal, Gurmant	Surrey-Centre	AC
Harris, Richard	Prince George—Bulkley Valley	AC
Hill, Jay	Prince George—Peace River	Ind.
Hinton, Betty	Kamloops, Thompson and Highland Valleys	AC



Nom	Circonscription	Affiliation politique
Leung, Sophia, secrétaire parlementaire de la ministre du Revenu national .....	Vancouver Kingsway .....	Lib.
Lunn, Gary .....	Saanich—Gulf Islands .....	AC
Lunney, James .....	Nanaimo—Alberni .....	AC
Martin, Keith .....	Esquimalt—Juan de Fuca .....	AC
Mayfield, Philip .....	Cariboo—Chilcotin .....	AC
McNally, Grant .....	Dewdney—Alouette .....	Ind.
Meredith, Val .....	South Surrey—White Rock—Langley ...	Ind.
Moore, James .....	Port Moody—Coquitlam—Port Coquitlam .....	AC
Owen, L'hon. Stephen, secrétaire d'État (Diversification de l'économie de l'Ouest canadien) (Affaires indiennes et du Nord canadien) .....	Vancouver Quadra .....	Lib.
Peschisolido, Joe .....	Richmond .....	Lib.
Reynolds, John, chef de l'opposition .....	West Vancouver—Sunshine Coast .....	AC
Robinson, Svend .....	Burnaby—Douglas .....	NPD
Schmidt, Werner .....	Kelowna .....	AC
Stinson, Darrel .....	Okanagan—Shuswap .....	AC
Strahl, Chuck .....	Fraser Valley .....	Ind.
White, Randy .....	Langley—Abbotsford .....	AC
White, Ted .....	North Vancouver .....	AC
<b>ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD (4)</b>		
Easter, Wayne .....	Malpeque .....	Lib.
MacAulay, L'hon. Lawrence, solliciteur général du Canada .....	Cardigan .....	Lib.
McGuire, Joe .....	Egmont .....	Lib.
Murphy, Shawn .....	Hillsborough .....	Lib.
<b>MANITOBA (13)</b>		
Alcock, Reg .....	Winnipeg-Sud .....	Lib.
Blaikie, Bill .....	Winnipeg—Transcona .....	NPD
Borotsik, Rick .....	Brandon—Souris .....	PC
Desjarlais, Bev .....	Churchill .....	NPD
Harvard, John .....	Charleswood St. James—Assiniboia .....	Lib.
Hilstrom, Howard .....	Selkirk—Interlake .....	AC
Mark, Inky .....	Dauphin—Swan River .....	PC - ind.
Martin, Pat .....	Winnipeg-Centre .....	NPD
Neville, Anita .....	Winnipeg-Centre-Sud .....	Lib.
Pagtakhan, L'hon. Rey, ministre des Anciens combattants .....	Winnipeg-Nord—St. Paul .....	Lib.
Pallister, Brian .....	Portage—Lisgar .....	AC
Toews, Vic .....	Provencher .....	AC
Wasylycia-Leis, Judy .....	Winnipeg-Centre-Nord .....	NPD
<b>NOUVEAU-BRUNSWICK (10)</b>		
Bradshaw, L'hon. Claudette, ministre du Travail et secrétaire d'État (Multiculturalisme) (Situation de la femme) .....	Moncton—Riverview—Dieppe .....	Lib.
Castonguay, Jeannot, secrétaire parlementaire du ministre de la Santé .....	Madawaska—Restigouche .....	Lib.
Godin, Yvon .....	Acadie—Bathurst .....	NPD
Herron, John .....	Fundy—Royal .....	PC
Hubbard, Charles .....	Miramichi .....	Lib.
LeBlanc, Dominic .....	Beauséjour—Petitcodiac .....	Lib.
Savoy, Andy .....	Tobique—Mactaquac .....	Lib.
Scott, L'hon. Andy .....	Fredericton .....	Lib.

Nom	Circonscription	Affiliation politique
Thompson, Greg	Nouveau-Brunswick-Sud-Ouest	PC
Wayne, Elsie	Saint John	PC
<b>NOUVELLE-ÉCOSSE (11)</b>		
Brison, Scott	Kings—Hants	PC
Casey, Bill	Cumberland—Colchester	PC
Cuzner, Rodger	Bras d'Or—Cape Breton	Lib.
Eyking, Mark	Sydney—Victoria	Lib.
Keddy, Gerald	South Shore	PC
Lill, Wendy	Dartmouth	NPD
MacKay, Peter	Pictou—Antigonish—Guysborough	PC
McDonough, Alexa	Halifax	NPD
Regan, Geoff, secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes	Halifax-Ouest	Lib.
Stoffer, Peter	Sackville—Musquodoboit Valley—Eastern Shore	NPD
Thibault, L'hon. Robert, ministre des Pêches et des Océans	Ouest Nova	Lib.
<b>NUNAVUT (1)</b>		
Karetak-Lindell, Nancy	Nunavut	Lib.
<b>ONTARIO (102)</b>		
Adams, Peter	Peterborough	Lib.
Assadourian, Sarkis	Brampton-Centre	Lib.
Augustine, Jean	Etobicoke—Lakeshore	Lib.
Barnes, Sue	London-Ouest	Lib.
Beaumier, Colleen	Brampton-Ouest—Mississauga	Lib.
Bélaire, Réginald, Le président suppléant	Timmins—Baie James	Lib.
Bélangier, Mauril	Ottawa—Vanier	Lib.
Bellemare, Eugène	Ottawa—Orléans	Lib.
Bennett, Carolyn	St. Paul's	Lib.
Bevilacqua, L'hon. Maurizio, secrétaire d'État (Sciences, Recherche et Développement)	Vaughan—King—Aurora	Lib.
Bonin, Raymond	Nickel Belt	Lib.
Bonwick, Paul	Simcoe—Grey	Lib.
Boudria, L'hon. Don, ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux	Glengarry—Prescott—Russell	Lib.
Brown, Bonnie	Oakville	Lib.
Bryden, John	Ancaster—Dundas—Flamborough—Aldershot	Lib.
Bulte, Sarmite, secrétaire parlementaire de la ministre du Patrimoine canadien	Parkdale—High Park	Lib.
Caccia, L'hon. Charles	Davenport	Lib.
Calder, Murray	Dufferin—Peel—Wellington—Grey	Lib.
Cannis, John	Scarborough-Centre	Lib.
Caplan, L'hon. Elinor, ministre du Revenu national	Thornhill	Lib.
Carroll, Aileen, secrétaire parlementaire du ministre des Affaires étrangères	Barrie—Simcoe—Bradford	Lib.
Catterall, Marlene	Ottawa-Ouest—Nepean	Lib.
Chamberlain, Brenda	Guelph—Wellington	Lib.
Collenette, L'hon. David, ministre des Transports	Don Valley-Est	Lib.
Comartin, Joe	Windsor—St. Clair	NPD
Comuzzi, Joe	Thunder Bay—Superior-Nord	Lib.
Copps, L'hon. Sheila, ministre du Patrimoine canadien	Hamilton-Est	Lib.

Nom	Circonscription	Affiliation politique
Cullen, Roy	Etobicoke-Nord	Lib.
DeVillers, L'hon. Paul, secrétaire d'État (Sport amateur) et leader adjoint du gouvernement à la Chambre des communes	Simcoe-Nord	Lib.
Dromisky, Stan	Thunder Bay—Atikokan	Lib.
Eggleton, L'hon. Art, ministre de la Défense nationale	York-Centre	Lib.
Finlay, John, secrétaire parlementaire du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien	Oxford	Lib.
Fontana, Joe	London-Centre-Nord	Lib.
Gallant, Cheryl	Renfrew—Nipissing—Pembroke	AC
Galloway, Roger	Sarnia—Lambton	Lib.
Godfrey, John	Don Valley-Ouest	Lib.
Graham, L'hon. Bill, ministre des Affaires étrangères	Toronto-Centre—Rosedale	Lib.
Grose, Ivan	Oshawa	Lib.
Guarnieri, Albina	Mississauga-Est	Lib.
Harb, Mac	Ottawa-Centre	Lib.
Ianno, Tony	Trinity—Spadina	Lib.
Jackson, Ovid	Bruce—Grey—Owen Sound	Lib.
Jordan, Joe, secrétaire parlementaire du Premier ministre	Leeds—Grenville	Lib.
Karygiannis, Jim	Scarborough—Agincourt	Lib.
Keyes, Stan	Hamilton-Ouest	Lib.
Kilger, Bob, Le vice-président	Stormont—Dundas—Charlottenburgh	Lib.
Knutson, L'hon. Gar, secrétaire d'État (Europe centrale et orientale et Moyen-Orient)	Elgin—Middlesex—London	Lib.
Kraft Sloan, Karen	York-Nord	Lib.
Lastewka, Walt	St. Catharines	Lib.
Lee, Derek	Scarborough—Rouge River	Lib.
Longfield, Judi	Whitby—Ajax	Lib.
Macklin, Paul Harold, secrétaire parlementaire du ministre de la Justice et procureur général du Canada	Northumberland	Lib.
Mahoney, Steve, secrétaire parlementaire du vice-premier ministre et ministre de l'Infrastructure et des Sociétés d'État	Mississauga-Ouest	Lib.
Malhi, Gurbax, secrétaire parlementaire de la ministre du Travail	Bramalea—Gore—Malton—Springdale	Lib.
Maloney, John	Erie—Lincoln	Lib.
Manley, L'hon. John, vice-premier ministre et ministre de l'Infrastructure et des Sociétés d'État	Ottawa-Sud	Lib.
Marleau, L'hon. Diane	Sudbury	Lib.
McCallum, L'hon. John, secrétaire d'État (Institutions financières internationales)	Markham	Lib.
McCormick, Larry, secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	Hastings—Frontenac—Lennox and Addington	Lib.
McKay, John	Scarborough-Est	Lib.
McTeague, Dan	Pickering—Ajax—Uxbridge	Lib.
Milliken, L'hon. Peter	Kingston et les Îles	Lib.
Mills, Dennis	Toronto—Danforth	Lib.
Minna, L'hon. Maria, Beaches—East York	Beaches—East York	Lib.
Mitchell, L'hon. Andy, secrétaire d'État (Développement rural) (Initiative fédérale du développement économique dans le Nord de l'Ontario)	Parry Sound—Muskoka	Lib.
Myers, Lynn, secrétaire parlementaire du solliciteur général du Canada	Waterloo—Wellington	Lib.
Nault, L'hon. Robert, ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien	Kenora—Rainy River	Lib.
O'Brien, Pat, secrétaire parlementaire du ministre du Commerce international	London—Fanshawe	Lib.
O'Reilly, John, secrétaire parlementaire du ministre de la Défense nationale	Haliburton—Victoria—Brock	Lib.
Parrish, Carolyn	Mississauga-Centre	Lib.
Peric, Janko	Cambridge	Lib.
Peterson, L'hon. Jim	Willowdale	Lib.

Nom	Circonscription	Affiliation politique
Phinney, Beth	Hamilton Mountain	Lib.
Pickard, Jerry	Chatham—Kent Essex	Lib.
Pillitteri, Gary	Niagara Falls	Lib.
Pratt, David	Nepean—Carleton	Lib.
Provenzano, Carmen, secrétaire parlementaire du ministre des Anciens combattants	Sault Ste. Marie	Lib.
Redman, Karen, secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement	Kitchener-Centre	Lib.
Reed, Julian	Halton	Lib.
Reid, Scott	Lanark—Carleton	AC
Richardson, John	Perth—Middlesex	Lib.
Rock, L'hon. Allan, ministre de l'Industrie	Etobicoke-Centre	Lib.
Serré, Benoît, secrétaire parlementaire du ministre des Ressources naturelles	Timiskaming—Cochrane	Lib.
Sgro, Judy	York-Ouest	Lib.
Shepherd, Alex, secrétaire parlementaire de la présidente du Conseil du Trésor	Durham	Lib.
Speller, Bob	Haldimand—Norfolk—Brant	Lib.
St. Denis, Brent	Algoma—Manitoulin	Lib.
Steckle, Paul	Huron—Bruce	Lib.
Stewart, L'hon. Jane, ministre du Développement des ressources humaines	Brant	Lib.
Szabo, Paul, secrétaire parlementaire du ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux	Mississauga-Sud	Lib.
Telegdi, Andrew	Kitchener—Waterloo	Lib.
Tirabassi, Tony	Niagara-Centre	Lib.
Tonks, Alan	York-Sud—Weston	Lib.
Torsney, Paddy	Burlington	Lib.
Ur, Rose-Marie	Lambton—Kent—Middlesex	Lib.
Valeri, Tony	Stoney Creek	Lib.
Vanclief, L'hon. Lyle, ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	Prince Edward—Hastings	Lib.
Volpe, Joseph	Eglinton—Lawrence	Lib.
Wappel, Tom	Scarborough-Sud-Ouest	Lib.
Whelan, L'hon. Susan, ministre de la Coopération internationale	Essex	Lib.
Wilfert, Bryon, secrétaire parlementaire du ministre des Finances	Oak Ridges	Lib.
Wood, Bob	Nipissing	Lib.

### QUÉBEC (73)

Allard, Carole-Marie	Laval-Est	Lib.
Assad, Mark, secrétaire parlementaire du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration	Gatineau	Lib.
Asselin, Gérard	Charlevoix	BQ
Bachand, André	Richmond—Arthabaska	PC
Bachand, Claude	Saint-Jean	BQ
Bakopanos, Eleni, Le président suppléant	Ahuntsic	Lib.
Bellehumeur, Michel	Berthier—Montcalm	BQ
Bergeron, Stéphane	Verchères—Les-Patriotes	BQ
Bertrand, Robert	Pontiac—Gatineau—Labelle	Lib.
Bigras, Bernard	Rosemont—Petite-Patrie	BQ
Binet, Gérard	Frontenac—Mégantic	Lib.
Bourgeois, Diane	Terrebonne—Blainville	BQ
Brien, Pierre	Témiscamingue	BQ
Cardin, Serge	Sherbrooke	BQ
Carignan, Jean-Guy	Québec-Est	Ind.
Cauchon, L'hon. Martin, ministre de la Justice et procureur général du Canada	Outremont	Lib.
Charbonneau, Yvon	Anjou—Rivière-des-Prairies	Lib.

Nom	Circonscription	Affiliation politique
Chrétien, Le très hon. Jean, Premier ministre .....	Saint-Maurice .....	Lib.
Coderre, L'hon. Denis, ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration.....	Bourassa .....	Lib.
Cotler, Irwin .....	Mont-Royal.....	Lib.
Crête, Paul .....	Kamouraska—Rivière-du-Loup— Témiscouata—Les Basques .....	BQ
Dalphond-Guiral, Madeleine .....	Laval-Centre .....	BQ
Desrochers, Odina .....	Lotbinière—L'Érable.....	BQ
Dion, L'hon. Stéphane, président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre des Affaires intergouvernementales.....	Saint-Laurent—Cartierville.....	Lib.
Discepola, Nick .....	Vaudreuil—Soulanges .....	Lib.
Drouin, L'hon. Claude, secrétaire d'État (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec).....	Beauce .....	Lib.
Dubé, Antoine .....	Lévis-et-Chutes-de-la-Chaudière .....	BQ
Duceppe, Gilles .....	Laurier—Sainte-Marie .....	BQ
Duplain, Claude .....	Portneuf.....	Lib.
Farrah, Georges, secrétaire parlementaire du ministre des Pêches et des Océans.....	Bonaventure—Gaspé—Îles-de-la- Madeleine—Pabok .....	Lib.
Folco, Raymonde, secrétaire parlementaire de la ministre du Développement des ressources humaines .....	Laval-Ouest.....	Lib.
Fournier, Ghislain .....	Manicouagan .....	BQ
Gagnon, Christiane .....	Québec.....	BQ
Gagnon, Marcel.....	Champlain .....	BQ
Gauthier, Michel .....	Roberval .....	BQ
Girard-Bujold, Jocelyne .....	Jonquière .....	BQ
Guay, Monique .....	Laurentides .....	BQ
Guimond, Michel .....	Beauport—Montmorency—Côte-de- Beaupré—Île-d'Orléans .....	BQ
Harvey, André, secrétaire parlementaire du ministre des Transports.....	Chicoutimi—Le Fjord .....	Lib.
Jennings, Marlene, secrétaire parlementaire de la ministre de la Coopération internationale .....	Notre-Dame-de-Grâce—Lachine .....	Lib.
Laframboise, Mario.....	Argenteuil—Papineau—Mirabel .....	BQ
Lalonde, Francine.....	Mercier .....	BQ
Lanctôt, Robert .....	Châteauguay.....	BQ
Lebel, Ghislain.....	Chambly .....	BQ
Lincoln, Clifford .....	Lac-Saint-Louis .....	Lib.
Loubier, Yvan .....	Saint-Hyacinthe—Bagot .....	BQ
Marceau, Richard .....	Charlesbourg—Jacques-Cartier.....	BQ
Marcil, Serge, secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie.....	Beauharnois—Salaberry .....	Lib.
Martin, L'hon. Paul, ministre des Finances .....	LaSalle—Émard.....	Lib.
Ménard, Réal.....	Hochelaga—Maisonneuve.....	BQ
Normand, L'hon. Gilbert .....	Bellechasse—Etchemins—Montmagny— L'Islet .....	Lib.
Paquette, Pierre .....	Joliette .....	BQ
Paradis, L'hon. Denis, secrétaire d'État (Amérique latine et Afrique) (Francophonie)	Brome—Missisquoi.....	Lib.
Patry, Bernard.....	Pierrefonds—Dollard .....	Lib.
Perron, Gilles-A.....	Rivière-des-Mille-Îles .....	BQ
Pettigrew, L'hon. Pierre, ministre du Commerce international .....	Papineau—Saint-Denis .....	Lib.
Picard, Pauline .....	Drummond .....	BQ
Plamondon, Louis .....	Bas-Richelieu—Nicolet—Bécancour .....	BQ
Price, David.....	Compton—Stanstead.....	Lib.
Proulx, Marcel .....	Hull—Aylmer .....	Lib.
Robillard, L'hon. Lucienne, présidente du Conseil du Trésor .....	Westmount—Ville-Marie .....	Lib.

Nom	Circonscription	Affiliation politique
Rocheleau, Yves	Trois-Rivières	BQ
Roy, Jean-Yves	Matapédia—Matane	BQ
Saada, Jacques	Brossard—La Prairie	Lib.
Sauvageau, Benoît	Repentigny	BQ
Scherrer, Hélène	Louis-Hébert	Lib.
St-Hilaire, Caroline	Longueuil	BQ
St-Jacques, Diane	Shefford	Lib.
St-Julien, Guy	Abitibi—Baie-James—Nunavik	Lib.
Thibeault, Yolande	Saint-Lambert	Lib.
Tremblay, Stéphan	Lac-Saint-Jean—Saguenay	BQ
Tremblay, Suzanne	Rimouski-Neigette-et-la Mitis	BQ
Venne, Pierrette	Saint-Bruno—Saint-Hubert	BQ
<b>SASKATCHEWAN (14)</b>		
Anderson, David	Cypress Hills—Grasslands	AC
Bailey, Roy	Souris—Moose Mountain	AC
Breitkreuz, Garry	Yorkton—Melville	AC
Fitzpatrick, Brian	Prince Albert	AC
Goodale, L'hon. Ralph, leader du gouvernement à la Chambre des communes, ministre responsable de la Commission canadienne du blé et interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits	Wascana	Lib.
Laliberte, Rick	Rivière Churchill	Lib.
Nystrom, L'hon. Lorne	Regina—Qu'Appelle	NPD
Pankiw, Jim	Saskatoon—Humboldt	Ind.
Proctor, Dick	Palliser	NPD
Ritz, Gerry	Battlefords—Lloydminster	AC
Skelton, Carol	Saskatoon—Rosetown—Biggar	AC
Spencer, Larry	Regina—Lumsden—Lake Centre	AC
Vellacott, Maurice	Saskatoon—Wanuskewin	AC
Yelich, Lynne	Blackstrap	AC
<b>TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR (5)</b>		
Byrne, L'hon. Gerry, ministre d'État (Agence de promotion économique du Canada atlantique)	Humber—St. Barbe—Baie Verte	Lib.
Doyle, Norman	St. John's-Est	PC
Hearn, Loyola	St. John's-Ouest	PC
Matthews, Bill, secrétaire parlementaire du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre des Affaires intergouvernementales	Burin—St. George's	Lib.
O'Brien, Lawrence	Labrador	Lib.
<b>TERRITOIRES DU NORD-OUEST (1)</b>		
Blondin-Andrew, L'hon. Ethel, secrétaire d'État (Enfance et Jeunesse)	Western Arctic	Lib.
<b>YUKON</b>		
Bagnell, Larry	Yukon	Lib.

# LISTE DES COMITÉS PERMANENTS ET DES SOUS-COMITÉS

(Au 12 avril 2002 — 1<sup>re</sup> Session, 37<sup>e</sup> Législature)

## AFFAIRES AUTOCHTONES, DÉVELOPPEMENT DU GRAND NORD ET RESSOURCES NATURELLES

**Président:** Raymond Bonin

**Vice-présidents:** Nancy Karetak-Lindell  
Maurice Vellacott

Larry Bagnell  
Gérard Binet  
Serge Cardin  
Jean-Guy Carignan

David Chatters  
Reed Elley  
John Finlay

John Godfrey  
Gerald Keddy  
Richard Marceau

Pat Martin  
Benoît Serré  
Guy St-Julien

(16)

### Membres associés

Jim Abbott  
Diane Ablonczy  
Rob Anders  
David Anderson  
Gérard Asselin  
André Bachand  
Claude Bachand  
Roy Bailey  
Leon Benoit  
Stéphane Bergeron  
Bernard Bigras  
Rick Borotsik  
Garry Breitzkreuz  
Scott Brison  
Andy Burton  
Chuck Cadman  
Bill Casey  
Rick Casson  
Joe Clark  
Joe Comartin  
John Cummins  
Stockwell Day  
Bev Desjarlais

Norman Doyle  
John Duncan  
Ken Epp  
Brian Fitzpatrick  
Paul Forseth  
Ghislain Fournier  
Cheryl Gallant  
Yvon Godin  
Peter Goldring  
Jim Gouk  
Gurmant Grewal  
Deborah Grey  
Art Hanger  
Richard Harris  
Loyola Hearn  
John Herron  
Grant Hill  
Jay Hill  
Howard Hilstrom  
Betty Hinton  
Rahim Jaffer  
Dale Johnston

Jason Kenney  
Robert Lanctôt  
Gary Lunn  
James Lunney  
Peter MacKay  
Preston Manning  
Inky Mark  
Keith Martin  
Philip Mayfield  
Joe McGuire  
Grant McNally  
Val Meredith  
Rob Merrifield  
Bob Mills  
James Moore  
Anita Neville  
Lorne Nystrom  
Deepak Obhrai  
Brian Pallister  
Jim Pankiw  
Pierre Paquette  
Charlie Penson

Gilles-A. Perron  
Joe Pescholido  
James Rajotte  
Scott Reid  
John Reynolds  
Gerry Ritz  
Jean-Yves Roy  
Werner Schmidt  
Carol Skelton  
Monte Solberg  
Kevin Sorenson  
Larry Spencer  
Darrel Stinson  
Chuck Strahl  
Greg Thompson  
Myron Thompson  
Vic Toews  
Elsie Wayne  
Randy White  
Ted White  
John Williams  
Lynne Yelich

## AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

**Président:** Jean Augustine

**Vice-présidents:** Brian Pallister  
Bernard Patry

Sarkis Assadourian	Rick Casson	Stan Keyes	Pat O'Brien	(18)
George Baker	John Duncan	Francine Lalonde	Pierre Paquette	
Aileen Carroll	John Harvard	Diane Marleau	Svend Robinson	
Bill Casey	Marlene Jennings	Keith Martin		

### Membres associés

Jim Abbott	Stan Dromisky	Jason Kenney	Scott Reid
Diane Ablonczy	Antoine Dubé	Gary Lunn	John Reynolds
Rob Anders	Reed Elley	James Lunney	Gerry Ritz
David Anderson	Ken Epp	Peter MacKay	Yves Rocheleau
André Bachand	Mark Eyking	John Maloney	Benoît Sauvageau
Claude Bachand	Brian Fitzpatrick	Preston Manning	Werner Schmidt
Roy Bailey	Paul Forseth	Richard Marceau	Carol Skelton
Colleen Beaumier	Hedy Fry	Inky Mark	Monte Solberg
Leon Benoit	Cheryl Gallant	Pat Martin	Kevin Sorenson
Stéphane Bergeron	Peter Goldring	Philip Mayfield	Bob Speller
Bernard Bigras	Jim Gouk	Grant McNally	Larry Spencer
Bill Blaikie	Gurmant Grewal	Val Meredith	Darrel Stinson
Rick Borotsik	Deborah Grey	Rob Merrifield	Chuck Strahl
Garry Breitzkreuz	Art Hanger	Bob Mills	Greg Thompson
Scott Brison	Mac Harb	James Moore	Myron Thompson
Andy Burton	Richard Harris	Anita Neville	Vic Toews
Chuck Cadman	Loyola Hearn	Lorne Nystrom	Stéphan Tremblay
Serge Cardin	John Herron	Deepak Obhrai	Tony Valeri
David Chatters	Grant Hill	Jim Pankiw	Maurice Vellacott
Joe Clark	Jay Hill	Charlie Penson	Elsie Wayne
Irwin Cotler	Howard Hilstrom	Joe Peschisolido	Randy White
Paul Crête	Betty Hinton	Beth Phinney	Ted White
John Cummins	Rahim Jaffer	David Price	John Williams
Stockwell Day	Dale Johnston	James Rajotte	Lynne Yelich
Norman Doyle	Gerald Keddy		

### SOUS-COMITÉ DU COMMERCE INTERNATIONAL, DES DIFFÉRENDS COMMERCIAUX ET DES INVESTISSEMENTS INTERNATIONAUX

**Président:** Mac Harb

**Vice-président:**

Bill Casey	Mark Eyking	Pierre Paquette	Bob Speller	(9)
Rick Casson	Pat O'Brien	Svend Robinson	Tony Valeri	

### SOUS-COMITÉ DES DROITS DE LA PERSONNE ET DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

**Président:** Beth Phinney

**Vice-président:**

Sarkis Assadourian	Bill Casey	Antoine Dubé	Deepak Obhrai	(9)
Colleen Beaumier	Irwin Cotler	Marlene Jennings	Svend Robinson	



## AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

**Président:** Charles Hubbard

**Vice-présidents:** Murray Calder  
Howard Hilstrom

David Anderson  
Rick Borotsik  
Garry Breitzkreuz  
Claude Duplain

Mark Eyking  
Marcel Gagnon  
Rick Laliberte

Larry McCormick  
Dick Proctor  
Bob Speller

Paul Steckle  
Suzanne Tremblay  
Rose-Marie Ur

(16)

### Membres associés

Jim Abbott  
Diane Ablonczy  
Peter Adams  
Rob Anders  
André Bachand  
Roy Bailey  
Leon Benoit  
Scott Brison  
Andy Burton  
Chuck Cadman  
Bill Casey  
Rick Casson  
David Chatters  
Joe Clark  
Joe Comartin  
Paul Crête  
John Cummins  
Stockwell Day  
Odina Desrochers  
Norman Doyle  
John Duncan  
Reed Elley

Ken Epp  
Brian Fitzpatrick  
Paul Forseth  
Cheryl Gallant  
Peter Goldring  
Jim Gouk  
Gurmant Grewal  
Deborah Grey  
Art Hanger  
Richard Harris  
Loyola Hearn  
John Herron  
Grant Hill  
Jay Hill  
Betty Hinton  
Rahim Jaffer  
Dale Johnston  
Gerald Keddy  
Jason Kenney  
Mario Laframboise  
Robert Lanctôt

Gary Lunn  
James Lunney  
Peter MacKay  
Preston Manning  
Richard Marceau  
Inky Mark  
Keith Martin  
Philip Mayfield  
Grant McNally  
Val Meredith  
Rob Merrifield  
Bob Mills  
James Moore  
Lorne Nystrom  
Deepak Obhrai  
Brian Pallister  
Jim Pankiw  
Pierre Paquette  
Charlie Penson  
Gilles-A. Perron  
Joe Peschisolido

James Rajotte  
Scott Reid  
John Reynolds  
Gerry Ritz  
Jean-Yves Roy  
Werner Schmidt  
Carol Skelton  
Monte Solberg  
Kevin Sorenson  
Larry Spencer  
Darrel Stinson  
Chuck Strahl  
Greg Thompson  
Myron Thompson  
Vic Toews  
Maurice Vellacott  
Elsie Wayne  
Randy White  
Ted White  
John Williams  
Lynne Yelich

---

## CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

**Président:** Joe Fontana

**Vice-présidents:** Paul Forseth  
Steve Mahoney

Mark Assad  
Yvon Charbonneau  
Madeleine Dalphond-Guiral  
John Godfrey

Art Hanger  
Inky Mark  
Anita Neville

Jerry Pickard  
David Price  
Stéphan Tremblay

Tony Valeri  
Judy Wasylcyia-Leis  
Lynne Yelich

(16)

### Membres associés

Jim Abbott  
Diane Ablonczy  
Rob Anders  
David Anderson  
André Bachand  
Roy Bailey  
Leon Benoit  
Bernard Bigras  
Rick Borotsik  
Garry Breitzkreuz  
Scott Brison  
Andy Burton  
Chuck Cadman  
Serge Cardin  
Bill Casey  
Rick Casson  
David Chatters  
Joe Clark  
John Cummins  
Stockwell Day

Norman Doyle  
John Duncan  
Reed Elley  
Ken Epp  
Brian Fitzpatrick  
Cheryl Gallant  
Peter Goldring  
Jim Gouk  
Gurmant Grewal  
Deborah Grey  
Richard Harris  
Loyola Hearn  
John Herron  
Grant Hill  
Jay Hill  
Howard Hilstrom  
Betty Hinton  
Rahim Jaffer  
Dale Johnston  
Gerald Keddy

Jason Kenney  
Francine Lalonde  
Gary Lunn  
James Lunney  
Peter MacKay  
Preston Manning  
Richard Marceau  
Keith Martin  
Philip Mayfield  
Grant McNally  
Val Meredith  
Rob Merrifield  
Bob Mills  
James Moore  
Deepak Obhrai  
Brian Pallister  
Jim Pankiw  
Charlie Penson  
Joe Peschisolido

James Rajotte  
Scott Reid  
John Reynolds  
Gerry Ritz  
Werner Schmidt  
Carol Skelton  
Monte Solberg  
Kevin Sorenson  
Larry Spencer  
Darrel Stinson  
Chuck Strahl  
Greg Thompson  
Myron Thompson  
Vic Toews  
Maurice Vellacott  
Elsie Wayne  
Randy White  
Ted White  
John Williams

**COMPTES PUBLICS****Président:** John Williams**Vice-présidents:** Mac Harb  
Beth PhinneyRobert Bertrand  
John Bryden  
Gerry Byrne  
Odina DesrochersJohn Finlay  
Rahim Jaffer  
Sophia Leung  
Pat MartinPhilip Mayfield  
Shawn Murphy  
Gilles-A. PerronAlex Shepherd  
Greg Thompson  
Myron Thompson

(17)

**Membres associés**Jim Abbott  
Diane Ablonczy  
Rob Anders  
David Anderson  
André Bachand  
Roy Bailey  
Leon Benoit  
Rick Borotsik  
Garry Breitreuz  
Scott Brison  
Andy Burton  
Chuck Cadman  
Serge Cardin  
Bill Casey  
Rick Casson  
David Chatters  
Joe Clark  
John Cummins  
Stockwell Day  
Bev DesjarlaisNorman Doyle  
John Duncan  
Reed Elley  
Ken Epp  
Brian Fitzpatrick  
Paul Forseth  
Cheryl Gallant  
Peter Goldring  
Jim Gouk  
Gurmant Grewal  
Deborah Grey  
Art Hanger  
Richard Harris  
Loyola Hearn  
John Herron  
Grant Hill  
Jay Hill  
Howard Hilstrom  
Betty HintonDale Johnston  
Gerald Keddy  
Jason Kenney  
Gary Lunn  
James Lunney  
Peter MacKay  
Inky Mark  
Keith Martin  
Grant McNally  
Val Meredith  
Rob Merrifield  
Bob Mills  
James Moore  
Deepak Obhrai  
Brian Pallister  
Jim Pankiw  
Denis Paradis  
Charlie Penson  
Joe PeschisolidoJames Rajotte  
Scott Reid  
John Reynolds  
Gerry Ritz  
Benoît Sauvageau  
Werner Schmidt  
Carol Skelton  
Monte Solberg  
Kevin Sorenson  
Larry Spencer  
Darrel Stinson  
Peter Stoffer  
Chuck Strahl  
Vic Toews  
Maurice Vellacott  
Elsie Wayne  
Randy White  
Ted White  
Lynne Yelich**SOUS-COMITÉ POUR COMBATTRE LA CORRUPTION****Président:** John Williams**Vice-président:**Robert Bertrand  
John Bryden  
Odina DesrochersPat Martin  
Philip MayfieldShawn Murphy  
Beth PhinneyAlex Shepherd  
Greg Thompson

(10)

## DÉFENSE NATIONALE ET ANCIENS COMBATTANTS

<b>Président:</b>	David Pratt	<b>Vice-présidents:</b>	Leon Benoit David Price	
Rob Anders Claude Bachand Colleen Beaumier Stan Dromisky	Cheryl Gallant John O'Reilly Janko Peric	Louis Plamondon Carmen Provenzano Peter Stoffer	Elsie Wayne Byron Wilfert Bob Wood	(16)

### Membres associés

Jim Abbott	Brian Fitzpatrick	Wendy Lill	James Rajotte
Diane Ablonczy	Paul Forseth	Gary Lunn	Scott Reid
David Anderson	Peter Goldring	James Lunney	John Reynolds
André Bachand	Jim Gouk	Peter MacKay	Gerry Ritz
Roy Bailey	Gurmant Grewal	Preston Manning	Svend Robinson
Stéphane Bergeron	Deborah Grey	Richard Marceau	Werner Schmidt
Rick Borotsik	Monique Guay	Inky Mark	Carol Skelton
Garry Breitzkreuz	Art Hanger	Keith Martin	Monte Solberg
Scott Brison	Richard Harris	Pat Martin	Kevin Sorenson
Andy Burton	Loyola Hearn	Philip Mayfield	Larry Spencer
Chuck Cadman	John Herron	Grant McNally	Darrel Stinson
Bill Casey	Grant Hill	Val Meredith	Chuck Strahl
Rick Casson	Jay Hill	Rob Merrifield	Greg Thompson
David Chatters	Howard Hilstrom	Bob Mills	Myron Thompson
Joe Clark	Betty Hinton	James Moore	Vic Toews
John Cummins	Rahim Jaffer	Deepak Obhrai	Maurice Vellacott
Stockwell Day	Dale Johnston	Brian Pallister	Randy White
Norman Doyle	Gerald Keddy	Jim Pankiw	Ted White
John Duncan	Jason Kenney	Charlie Penson	John Williams
Reed Elley	Francine Lalonde	Joe Peschisolido	Lynne Yelich
Ken Epp			

## SOUS-COMITÉ DES ANCIENS COMBATTANTS

<b>Président:</b>	Colleen Beaumier	<b>Vice-président:</b>		
Roy Bailey Dan McTeague	Louis Plamondon Carmen Provenzano	Peter Stoffer Elsie Wayne	Bob Wood	(8)

## DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES ET DE LA CONDITION DES PERSONNES HANDICAPÉES

**Président:** Judi Longfield

**Vice-présidents:** Carol Skelton  
Diane St-Jacques

Eugène Bellemare	Monique Guay	Serge Marcil	Larry Spencer	(18)
Paul Crête	Tony Ianno	Joe McGuire	Greg Thompson	
Libby Davies	Dale Johnston	Anita Neville	Alan Tonks	
Raymonde Folco	Gurbax Malhi	Werner Schmidt		

### Membres associés

Jim Abbott	John Duncan	Rahim Jaffer	Brian Pallister
Diane Ablonczy	Reed Elley	Nancy Karetak-Lindell	Jim Pankiw
Peter Adams	Ken Epp	Gerald Keddy	Charlie Penson
Rob Anders	Brian Fitzpatrick	Jason Kenney	James Rajotte
David Anderson	Paul Forseth	Robert Lanctôt	Scott Reid
André Bachand	Christiane Gagnon	Wendy Lill	John Reynolds
Roy Bailey	Marcel Gagnon	Gary Lunn	Gerry Ritz
Carolyn Bennett	Cheryl Gallant	James Lunney	Jean-Yves Roy
Leon Benoit	Jocelyne Girard-Bujold	Peter MacKay	Monte Solberg
Rick Borotsik	John Godfrey	Preston Manning	Kevin Sorenson
Diane Bourgeois	Yvon Godin	Richard Marceau	Darrel Stinson
Garry Breitreuz	Peter Goldring	Inky Mark	Chuck Strahl
Scott Brison	Jim Gouk	Keith Martin	Myron Thompson
Andy Burton	Gurmant Grewal	Pat Martin	Tony Tirabassi
Chuck Cadman	Deborah Grey	Philip Mayfield	Vic Toews
Bill Casey	Art Hanger	Larry McCormick	Stéphan Tremblay
Rick Casson	Richard Harris	Grant McNally	Maurice Vellacott
David Chatters	Loyola Hearn	Réal Ménard	Judy Wasylcyia-Leis
Joe Clark	John Herron	Val Meredith	Elsie Wayne
John Cummins	Grant Hill	Rob Merrifield	Randy White
Madeleine Dalphond-Guiral	Jay Hill	Bob Mills	Ted White
Stockwell Day	Howard Hilstrom	James Moore	John Williams
Norman Doyle	Betty Hinton	Deepak Obhrai	Lynne Yelich
Antoine Dubé			

### SOUS-COMITÉ DES ENFANTS ET JEUNES À RISQUE

**Président:** John Godfrey

**Vice-président:**

Libby Davies	Anita Neville	Diane St-Jacques	Tony Tirabassi	(9)
Monique Guay	Larry Spencer	Greg Thompson	Alan Tonks	

### SOUS-COMITÉ DE LA CONDITION DES PERSONNES HANDICAPÉES

**Président:** Carolyn Bennett

**Vice-président:**

Madeleine Dalphond-Guiral	Nancy Karetak-Lindell	Anita Neville	Greg Thompson	(9)
Raymonde Folco	Wendy Lill	Larry Spencer	Tony Tirabassi	

## ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

**Président:** Charles Caccia

**Vice-présidents:** Karen Kraft Sloan  
Bob Mills

Roy Bailey  
Bernard Bigras  
Joe Comartin  
Paul Forseth

Marcel Gagnon  
John Herron  
Gar Knutson

Rick Laliberte  
Karen Redman  
Julian Reed

Andy Savoy  
Hélène Scherrer  
Alan Tonks

(16)

### Membres associés

Jim Abbott  
Diane Ablonczy  
Peter Adams  
Rob Anders  
David Anderson  
André Bachand  
Leon Benoit  
Stéphane Bergeron  
Rick Borotsik  
Garry Breitzkreuz  
Scott Brison  
Andy Burton  
Chuck Cadman  
Serge Cardin  
Bill Casey  
Rick Casson  
David Chatters  
Joe Clark  
John Cummins  
Stockwell Day  
Bev Desjarlais

Norman Doyle  
John Duncan  
Reed Elley  
Ken Epp  
Brian Fitzpatrick  
Cheryl Gallant  
Peter Goldring  
Jim Gouk  
Gurmant Grewal  
Deborah Grey  
Art Hanger  
Richard Harris  
Loyola Hearn  
Grant Hill  
Jay Hill  
Howard Hilstrom  
Betty Hinton  
Rahim Jaffer  
Dale Johnston  
Gerald Keddy  
Jason Kenney

Robert Lanctôt  
Clifford Lincoln  
Gary Lunn  
James Lunney  
Peter MacKay  
Preston Manning  
Richard Marceau  
Inky Mark  
Keith Martin  
Pat Martin  
Philip Mayfield  
Grant McNally  
Val Meredith  
Rob Merrifield  
James Moore  
Deepak Obhrai  
Brian Pallister  
Jim Pankiw  
Charlie Penson  
Joe Peschisolido  
James Rajotte

Scott Reid  
John Reynolds  
Gerry Ritz  
Svend Robinson  
Werner Schmidt  
Carol Skelton  
Monte Solberg  
Kevin Sorenson  
Larry Spencer  
Darrel Stinson  
Peter Stoffer  
Chuck Strahl  
Greg Thompson  
Myron Thompson  
Vic Toews  
Maurice Vellacott  
Elsie Wayne  
Randy White  
Ted White  
John Williams  
Lynne Yelich

**FINANCES****Président:**

Sue Barnes

**Vice-présidents:**Nick Discepola  
Ken EppCarolyn Bennett  
Scott Brison  
Roy Cullen  
Albina GuarnieriRahim Jaffer  
Jason Kenney  
Sophia Leung  
Yvan LoubierMaria Minna  
Shawn Murphy  
Lorne Nystrom  
Pauline PicardGary Pillitteri  
Monte Solberg  
Bryon Wilfert

(18)

**Membres associés**Jim Abbott  
Diane Ablonczy  
Rob Anders  
David Anderson  
André Bachand  
Roy Bailey  
Leon Benoit  
Bernard Bigras  
Rick Borotsik  
Garry Breitzkreuz  
Andy Burton  
Chuck Cadman  
Bill Casey  
Rick Casson  
David Chatters  
Joe Clark  
John Cummins  
Stockwell Day  
Odina Desrochers  
Norman Doyle  
Antoine Dubé  
John DuncanReed Elley  
Brian Fitzpatrick  
Paul Forseth  
Hedy Fry  
Christiane Gagnon  
Cheryl Gallant  
Jocelyne Girard-Bujold  
Yvon Godin  
Peter Goldring  
Jim Gouk  
Gurmant Grewal  
Deborah Grey  
Monique Guay  
Art Hanger  
Richard Harris  
Loyola Hearn  
John Herron  
Grant Hill  
Jay Hill  
Howard Hilstrom  
Betty Hinton  
Dale JohnstonGerald Keddy  
Gary Lunn  
James Lunney  
Peter MacKay  
Preston Manning  
Richard Marceau  
Inky Mark  
Keith Martin  
Philip Mayfield  
Alexa McDonough  
Grant McNally  
Val Meredith  
Rob Merrifield  
Bob Mills  
James Moore  
Deepak Obhrai  
Brian Pallister  
Jim Pankiw  
Pierre Paquette  
Charlie Penson  
Gilles-A. PerronJoe Peschisolido  
James Rajotte  
Scott Reid  
John Reynolds  
Gerry Ritz  
Werner Schmidt  
Carol Skelton  
Kevin Sorenson  
Larry Spencer  
Darrel Stinson  
Chuck Strahl  
Greg Thompson  
Myron Thompson  
Vic Toews  
Stéphan Tremblay  
Maurice Vellacott  
Elsie Wayne  
Randy White  
Ted White  
John Williams  
Lynne Yelich

## INDUSTRIE, DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE

**Président:** Walt Lastewka

**Vice-présidents:** Dan McTeague  
Charlie Penson

Larry Bagnell  
Stéphane Bergeron  
Bev Desjarlais  
Jocelyne Girard-Bujold

Preston Manning  
Serge Marcil  
James Rajotte

Andy Savoy  
Brent St. Denis  
Chuck Strahl

Paddy Torsney  
Joseph Volpe  
Susan Whelan

(16)

### Membres associés

Jim Abbott  
Diane Ablonczy  
Peter Adams  
Rob Anders  
David Anderson  
André Bachand  
Roy Bailey  
Mauril Bélanger  
Leon Benoit  
Bernard Bigras  
Rick Borotsik  
Garry Breitzkreuz  
Pierre Brien  
Scott Brison  
Andy Burton  
Chuck Cadman  
Serge Cardin  
Bill Casey  
Rick Casson  
David Chatters  
Joe Clark  
John Cummins  
Stockwell Day

Odina Desrochers  
Norman Doyle  
Antoine Dubé  
John Duncan  
Reed Elley  
Ken Epp  
Brian Fitzpatrick  
Paul Forseth  
Christiane Gagnon  
Cheryl Gallant  
Yvon Godin  
Peter Goldring  
Jim Gouk  
Gurmant Grewal  
Deborah Grey  
Art Hanger  
Richard Harris  
Loyola Hearn  
John Herron  
Grant Hill  
Jay Hill  
Howard Hilstrom  
Betty Hinton

Rahim Jaffer  
Dale Johnston  
Gerald Keddy  
Jason Kenney  
Mario Laframboise  
Gary Lunn  
James Lunney  
Peter MacKay  
Richard Marceau  
Inky Mark  
Keith Martin  
Pat Martin  
Philip Mayfield  
Grant McNally  
Réal Ménard  
Val Meredith  
Rob Merrifield  
Bob Mills  
James Moore  
Lorne Nystrom  
Deepak Obhrai  
Brian Pallister  
Jim Pankiw

Pierre Paquette  
Joe Peschisolido  
Dick Proctor  
Scott Reid  
John Reynolds  
Gerry Ritz  
Werner Schmidt  
Carol Skelton  
Monte Solberg  
Kevin Sorenson  
Larry Spencer  
Darrel Stinson  
Peter Stoffer  
Greg Thompson  
Myron Thompson  
Vic Toews  
Maurice Vellacott  
Elsie Wayne  
Randy White  
Ted White  
John Williams  
Lynne Yelich



## JUSTICE ET DROITS DE LA PERSONNE

**Président:** Andy Scott

**Vice-présidents:** Chuck Cadman  
John McKay

Carole-Marie Allard	Paul DeVillers	Paul Harold Macklin	Kevin Sorenson	(18)
Michel Bellehumeur	Brian Fitzpatrick	John Maloney	Vic Toews	
Bill Blaikie	Ivan Grose	Lynn Myers	Pierrette Venne	
Irwin Cotler	Peter MacKay	Denis Paradis		

### Membres associés

Jim Abbott	John Duncan	Derek Lee	Geoff Regan
Diane Ablonczy	Reed Elley	Gary Lunn	Scott Reid
Rob Anders	Ken Epp	James Lunney	John Reynolds
David Anderson	Paul Forseth	Preston Manning	Gerry Ritz
André Bachand	Cheryl Gallant	Richard Marceau	Svend Robinson
Roy Bailey	Peter Goldring	Inky Mark	Werner Schmidt
Leon Benoit	Jim Gouk	Keith Martin	Carol Skelton
Bernard Bigras	Gurmant Grewal	Philip Mayfield	Monte Solberg
Rick Borotsik	Deborah Grey	Grant McNally	Larry Spencer
Diane Bourgeois	Art Hanger	Réal Ménard	Darrel Stinson
Garry Breitkreuz	Richard Harris	Val Meredith	Chuck Strahl
Scott Brison	Loyola Hearn	Rob Merrifield	Greg Thompson
Andy Burton	John Herron	Bob Mills	Myron Thompson
Bill Casey	Grant Hill	James Moore	Suzanne Tremblay
Rick Casson	Jay Hill	Anita Neville	Maurice Vellacott
David Chatters	Howard Hilstrom	Deepak Obhrai	Tom Wappel
Joe Clark	Betty Hinton	Brian Pallister	Judy Wasylcia-Leis
Joe Comartin	Rahim Jaffer	Jim Pankiw	Elsie Wayne
John Cummins	Marlene Jennings	Pierre Paquette	Randy White
Madeleine Dalphond-Guiral	Dale Johnston	Charlie Penson	Ted White
Stockwell Day	Gerald Keddy	Joe Peschisolido	Bryon Wilfert
Bev Desjarlais	Jason Kenney	David Pratt	John Williams
Norman Doyle	Dominic LeBlanc	James Rajotte	Lynne Yelich

## SOUS-COMITÉ SUR LA SÉCURITÉ NATIONALE

**Président:** Derek Lee

**Vice-président:**

Bill Blaikie	Lynn Myers	Kevin Sorenson	Pierrette Venne	(11)
Marlene Jennings	David Pratt	Vic Toews	Bryon Wilfert	
Peter MacKay	Geoff Regan			

**LIAISON**

<b>Président:</b>	Wayne Easter	<b>Vice-président:</b>	Walt Lastewka	
Peter Adams	Raymond Bonin	Gurmant Grewal	Judi Longfield	(19)
Jean Augustine	Bonnie Brown	Charles Hubbard	David Pratt	
Sue Barnes	Charles Caccia	Ovid Jackson	Andy Scott	
Mauril Bélanger	Joe Fontana	Clifford Lincoln	John Williams	
Carolyn Bennett				

**Membres associés**

Jim Abbott	Reed Elley	Walt Lastewka	James Rajotte
Diane Ablonczy	Ken Epp	James Lunney	Scott Reid
Reg Alcock	Brian Fitzpatrick	Peter MacKay	John Reynolds
Rob Anders	Paul Forseth	Steve Mahoney	Gerry Ritz
David Anderson	Cheryl Gallant	Preston Manning	Jacques Saada
Jean Augustine	Yvon Godin	Keith Martin	Werner Schmidt
Roy Bailey	Peter Goldring	Philip Mayfield	Carol Skelton
Leon Benoit	Jim Gouk	Rob Merrifield	Monte Solberg
Bill Blaikie	Michel Guimond	Bob Mills	Kevin Sorenson
Garry Breitreuz	Art Hanger	Dennis Mills	Larry Spencer
Pierre Brien	Mac Harb	James Moore	Diane St-Jacques
Andy Burton	Richard Harris	Lorne Nystrom	Paul Steckle
Chuck Cadman	Grant Hill	Deepak Obhrai	Darrel Stinson
Murray Calder	Jay Hill	Brian Pallister	Yolande Thibeault
Rick Casson	Howard Hilstrom	Jim Pankiw	Myron Thompson
David Chatters	Betty Hinton	Denis Paradis	Vic Toews
John Cummins	Rahim Jaffer	Charlie Penson	Maurice Vellacott
Libby Davies	Dale Johnston	Joe Peschisolido	Tom Wappel
Stockwell Day	Nancy Karetak-Lindell	Beth Phinney	Randy White
Nick Discepola	Jason Kenney	David Price	Ted White
John Duncan	Karen Kraft Sloan	Marcel Proulx	Lynne Yelich

**SOUS-COMITÉ SUR LES SALLES DE COMITÉ**

<b>Président:</b>	Wayne Easter	<b>Vice-président:</b>	Walt Lastewka	
Mauril Bélanger	Charles Hubbard			(4)

**SOUS-COMITÉ DES BUDGETS DE COMITÉ**

<b>Président:</b>	Wayne Easter	<b>Vice-président:</b>	Walt Lastewka	
Mauril Bélanger	Clifford Lincoln	Judi Longfield	John Williams	(7)
Bonnie Brown				

## PATRIMOINE CANADIEN

**Président:** Clifford Lincoln

**Vice-présidents:** Jim Abbott  
Dennis Mills

Paul Bonwick	Christiane Gagnon	John Harvard	Grant McNally	(16)
Sarmite Bulte	Cheryl Gallant	Betty Hinton	Caroline St-Hilaire	
Rodger Cuzner	Roger Gallaway	Wendy Lill	Tony Tirabassi	
Claude Duplain				

### Membres associés

Diane Ablonczy	Norman Doyle	Robert Lanctôt	Scott Reid
Rob Anders	Antoine Dubé	Gary Lunn	John Reynolds
David Anderson	John Duncan	James Lunney	Gerry Ritz
André Bachand	Reed Elley	Peter MacKay	Benoît Sauvageau
Roy Bailey	Ken Epp	Preston Manning	Hélène Scherrer
Leon Benoit	Brian Fitzpatrick	Richard Marceau	Werner Schmidt
Bernard Bigras	Paul Forseth	Serge Marcil	Carol Skelton
Bill Blaikie	Peter Goldring	Inky Mark	Monte Solberg
Rick Borotsik	Jim Gouk	Keith Martin	Kevin Sorenson
Diane Bourgeois	Gurmant Grewal	Philip Mayfield	Larry Spencer
Garry Breitzkreuz	Deborah Grey	Val Meredith	Darrel Stinson
Scott Brison	Art Hanger	Rob Merrifield	Chuck Strahl
Andy Burton	Richard Harris	Bob Mills	Greg Thompson
Chuck Cadman	Loyola Hearn	James Moore	Myron Thompson
Serge Cardin	John Herron	Deepak Obhrai	Vic Toews
Bill Casey	Grant Hill	Brian Pallister	Suzanne Tremblay
Rick Casson	Jay Hill	Jim Pankiw	Maurice Vellacott
David Chatters	Howard Hilstrom	Pierre Paquette	Elsie Wayne
Joe Clark	Rahim Jaffer	Charlie Penson	Randy White
Joe Comartin	Dale Johnston	Joe Peschisolido	Ted White
John Cummins	Gerald Keddy	Dick Proctor	John Williams
Libby Davies	Jason Kenney	James Rajotte	Lynne Yelich
Stockwell Day	Stan Keyes		

## SOUS-COMITÉ DU SPORT

**Président:** Dennis Mills

**Vice-président:**

Rodger Cuzner	John Harvard	Robert Lanctôt	Dick Proctor	(9)
Cheryl Gallant	Loyola Hearn	Serge Marcil	Hélène Scherrer	

**PÊCHES ET OCÉANS****Président:** Wayne Easter**Vice-présidents:** John Cummins  
Paul SteckleSarkis Assadourian  
Andy Burton  
Rodger Cuzner  
Georges FarrahLoyola Hearn  
Dominic LeBlanc  
James LunneyBill Matthews  
Lawrence O'Brien  
Jean-Yves RoyPeter Stoffer  
Suzanne Tremblay  
Tom Wappel

(16)

**Membres associés**Jim Abbott  
Diane Ablonczy  
Rob Anders  
David Anderson  
Gérard Asselin  
André Bachand  
Roy Bailey  
Leon Benoit  
Rick Borotsik  
Garry Breitzkreuz  
Scott Brison  
Chuck Cadman  
Bill Casey  
Rick Casson  
David Chatters  
Joe Clark  
Stockwell Day  
Norman Doyle  
John Duncan  
Reed ElleyKen Epp  
Brian Fitzpatrick  
Paul Forseth  
Ghislain Fournier  
Marcel Gagnon  
Cheryl Gallant  
Yvon Godin  
Peter Goldring  
Jim Gouk  
Gurmant Grewal  
Deborah Grey  
Art Hanger  
Richard Harris  
John Herron  
Grant Hill  
Jay Hill  
Howard Hilstrom  
Betty Hinton  
Rahim Jaffer  
Dale JohnstonGerald Keddy  
Jason Kenney  
Gary Lunn  
Peter MacKay  
Preston Manning  
Inky Mark  
Keith Martin  
Philip Mayfield  
Grant McNally  
Val Meredith  
Rob Merrifield  
Bob Mills  
James Moore  
Deepak Obhrai  
Brian Pallister  
Jim Pankiw  
Charlie Penson  
Joe Peschisolido  
James Rajotte  
Scott ReidJohn Reynolds  
Gerry Ritz  
Svend Robinson  
Yves Rocheleau  
Werner Schmidt  
Carol Skelton  
Monte Solberg  
Kevin Sorenson  
Larry Spencer  
Darrel Stinson  
Chuck Strahl  
Greg Thompson  
Myron Thompson  
Vic Toews  
Maurice Vellacott  
Elsie Wayne  
Randy White  
Ted White  
John Williams  
Lynne Yelich

## PROCÉDURE ET AFFAIRES DE LA CHAMBRE

**Président:** Peter Adams

**Vice-présidents:** Garry Breitkreuz  
Jacques Saada

Pierre Brien	Michel Guimond	Paul Harold Macklin	John Richardson	(16)
Marlene Catterall	Jay Hill	Carolyn Parrish	Tony Tirabassi	
Cheryl Gallant	Joe Jordan	Geoff Regan	Randy White	
Yvon Godin				

### Membres associés

Jim Abbott	Norman Doyle	Gary Lunn	James Rajotte
Diane Ablonczy	John Duncan	James Lunney	Scott Reid
Rob Anders	Reed Elley	Peter MacKay	John Reynolds
David Anderson	Ken Epp	John Maloney	Gerry Ritz
André Bachand	Brian Fitzpatrick	Preston Manning	Werner Schmidt
Roy Bailey	Paul Forseth	Inky Mark	Carol Skelton
Sue Barnes	Peter Goldring	Keith Martin	Monte Solberg
Michel Bellehumeur	Jim Gouk	Philip Mayfield	Kevin Sorenson
Leon Benoit	Gurmant Grewal	Grant McNally	Larry Spencer
Stéphane Bergeron	Deborah Grey	Réal Ménard	Caroline St-Hilaire
Bill Blaikie	Art Hanger	Val Meredith	Darrel Stinson
Rick Borotsik	Richard Harris	Rob Merrifield	Chuck Strahl
Scott Brison	John Harvard	Bob Mills	Paul Szabo
Andy Burton	Loyola Hearn	Dennis Mills	Greg Thompson
Chuck Cadman	John Herron	James Moore	Myron Thompson
Bill Casey	Grant Hill	Lorne Nystrom	Vic Toews
Rick Casson	Howard Hilstrom	Deepak Obhrai	Maurice Vellacott
David Chatters	Betty Hinton	Brian Pallister	Elsie Wayne
Joe Clark	Rahim Jaffer	Jim Pankiw	Ted White
John Cummins	Dale Johnston	Charlie Penson	Bryon Wilfert
Madeleine Dalfond-Guiral	Gerald Keddy	Joe Peschisolido	John Williams
Stockwell Day	Jason Kenney	Marcel Proulx	Lynne Yelich

### SOUS-COMITÉ DU CALENDRIER PARLEMENTAIRE

**Président:** Marlene Catterall

**Vice-président:**

Garry Breitkreuz	Pierre Brien	Yvon Godin	Jay Hill	(5)
------------------	--------------	------------	----------	-----

### SOUS-COMITÉ DES AFFAIRES ÉMANANT DES DÉPUTÉS

**Président:** Marcel Proulx

**Vice-président:**

Bill Blaikie	Jay Hill	Gerry Ritz	Tony Tirabassi	(6)
Michel Guimond				

## SANTÉ

**Président:** Bonnie Brown**Vice-présidents:** Reg Alcock  
Rob MerrifieldDiane Ablonczy  
André Bachand  
Diane Bourgeois  
Jeannot CastonguayBrenda Chamberlain  
Stan Dromisky  
James LunneyRéal Ménard  
Hélène Scherrer  
Judy SgroBob Speller  
Yolande Thibeault  
Judy Wasylycia-Leis

(16)

**Membres associés**Jim Abbott  
Rob Anders  
David Anderson  
Roy Bailey  
Leon Benoit  
Bernard Bigras  
Rick Borotsik  
Garry Breitzkreuz  
Scott Brison  
Andy Burton  
Chuck Cadman  
Bill Casey  
Rick Casson  
David Chatters  
Joe Clark  
John Cummins  
Madeleine Dalphond-Guiral  
Libby Davies  
Stockwell Day  
Norman Doyle  
John DuncanReed Elley  
Ken Epp  
Brian Fitzpatrick  
Paul Forseth  
Cheryl Gallant  
Jocelyne Girard-Bujold  
Peter Goldring  
Jim Gouk  
Gurmant Grewal  
Deborah Grey  
Art Hanger  
Richard Harris  
Loyola Hearn  
John Herron  
Grant Hill  
Jay Hill  
Howard Hilstrom  
Betty Hinton  
Rahim Jaffer  
Dale JohnstonGerald Keddy  
Jason Kenney  
Gary Lunn  
Peter MacKay  
Preston Manning  
Richard Marceau  
Inky Mark  
Keith Martin  
Pat Martin  
Philip Mayfield  
Grant McNally  
Val Meredith  
Bob Mills  
James Moore  
Deepak Obhrai  
Brian Pallister  
Jim Pankiw  
Charlie Penson  
Joe Peschisolido  
Pauline PicardJames Rajotte  
Scott Reid  
John Reynolds  
Gerry Ritz  
Werner Schmidt  
Carol Skelton  
Monte Solberg  
Kevin Sorenson  
Larry Spencer  
Darrel Stinson  
Chuck Strahl  
Greg Thompson  
Myron Thompson  
Vic Toews  
Maurice Vellacott  
Elsie Wayne  
Randy White  
Ted White  
John Williams  
Lynne Yelich

## TRANSPORTS ET OPÉRATIONS GOUVERNEMENTALES

<b>Président:</b>	Ovid Jackson	<b>Vice-présidents:</b>	James Moore Marcel Proulx	
Reg Alcock	Bev Desjarlais	Mario Laframboise	Alex Shepherd	(16)
Gerry Byrne	Peter Goldring	Ghislain Lebel	Darrel Stinson	
John Cannis	André Harvey	Val Meredith	Paul Szabo	
Joe Comuzzi				

### Membres associés

Jim Abbott	Norman Doyle	Rahim Jaffer	Joe Peschisolido
Diane Ablonczy	John Duncan	Dale Johnston	Dick Proctor
Rob Anders	Reed Elley	Gerald Keddy	James Rajotte
David Anderson	Ken Epp	Jason Kenney	Scott Reid
Gérard Asselin	Brian Fitzpatrick	Dominic LeBlanc	John Reynolds
André Bachand	Paul Forseth	Gary Lunn	Gerry Ritz
Roy Bailey	Ghislain Fournier	James Lunney	Werner Schmidt
Leon Benoit	Christiane Gagnon	Peter MacKay	Carol Skelton
Bernard Bigras	Cheryl Gallant	Preston Manning	Monte Solberg
Rick Borotsik	Jocelyne Girard-Bujold	Richard Marceau	Kevin Sorenson
Garry Breitzkreuz	Jim Gouk	Serge Marcil	Larry Spencer
Scott Brison	Gurmant Grewal	Inky Mark	Peter Stoffer
Andy Burton	Deborah Grey	Keith Martin	Chuck Strahl
Chuck Cadman	Monique Guay	Philip Mayfield	Greg Thompson
Serge Cardin	Art Hanger	Grant McNally	Myron Thompson
Bill Casey	Richard Harris	Réal Ménard	Vic Toews
Rick Casson	Loyola Hearn	Rob Merrifield	Maurice Vellacott
David Chatters	John Herron	Bob Mills	Elsie Wayne
Joe Clark	Grant Hill	Deepak Obhrai	Randy White
Paul Crête	Jay Hill	Brian Pallister	Ted White
John Cummins	Howard Hilstrom	Jim Pankiw	John Williams
Stockwell Day	Betty Hinton	Bernard Patry	Lynne Yelich
Odina Desrochers	Charles Hubbard	Charlie Penson	

## COMITÉS SPÉCIAUX

### COMITÉ SPÉCIAL SUR LA CONSOMMATION NON MÉDICALE DE DROGUES OU MÉDICAMENTS

<b>Président:</b>	Paddy Torsney	<b>Vice-présidents:</b>	Carole-Marie Allard Randy White	
André Bachand	Hedy Fry	Derek Lee	Jacques Saada	(13)
Bernard Bigras	Mac Harb	Réal Ménard	Kevin Sorenson	
Libby Davies	Dominic LeBlanc			

## COMITÉS MIXTES PERMANENTS

### BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT

**Coprésident:** Carolyn Bennett

**Vice-coprésident:** Betty Hinton

Représentant le Sénat:  
Les honorables sénateurs

Représentant la Chambre des communes:

Gérald Beaudoin  
Jane Marie Cordy

Donald Oliver  
Vivienne Poy

Mauril Bélanger  
Robert Bertrand  
Marlene Catterall  
Marcel Gagnon  
Grant Hill  
Jay Hill  
Jim Karygiannis

Raymond Lavigne  
Wendy Lill  
Jerry Pickard  
Louis Plamondon  
Jacques Saada  
Darrel Stinson  
Andrew Telegdi

(21)

#### Membres associés

Jim Abbott  
Diane Ablonczy  
Rob Anders  
David Anderson  
André Bachand  
Roy Bailey  
Leon Benoit  
Rick Borotsik  
Garry Breitkreuz  
Scott Brison  
Andy Burton  
Chuck Cadman  
Bill Casey  
Rick Casson  
David Chatters  
Joe Clark  
John Cummins  
Libby Davies  
Stockwell Day

Norman Doyle  
John Duncan  
Reed Elley  
Ken Epp  
Brian Fitzpatrick  
Paul Forseth  
Cheryl Gallant  
Peter Goldring  
Jim Gouk  
Gurmant Grewal  
Deborah Grey  
Art Hanger  
Richard Harris  
Loyola Hearn  
John Herron  
Howard Hilstrom  
Rahim Jaffer  
Dale Johnston  
Gerald Keddy

Jason Kenney  
Gary Lunn  
James Lunney  
Peter MacKay  
Preston Manning  
Inky Mark  
Keith Martin  
Philip Mayfield  
Grant McNally  
Val Meredith  
Rob Merrifield  
Bob Mills  
James Moore  
Deepak Obhrai  
Brian Pallister  
Jim Pankiw  
Charlie Penson  
Joe Peschisolido  
James Rajotte

Scott Reid  
John Reynolds  
Gerry Ritz  
Benoît Sauvageau  
Werner Schmidt  
Carol Skelton  
Monte Solberg  
Kevin Sorenson  
Larry Spencer  
Chuck Strahl  
Greg Thompson  
Myron Thompson  
Vic Toews  
Maurice Vellacott  
Elsie Wayne  
Randy White  
Ted White  
John Williams  
Lynne Yelich



## EXAMEN DE LA RÉGLEMENTATION

**Coprésidents:** Gurmant Grewal  
Céline Hervieux-Payette

**Vice-coprésident:** Tom Wappel

Représentant le Sénat:  
Les honorables sénateurs

Représentant la Chambre des communes:

Bill Casey  
Christopher Henderson  
Mobina Jaffer

Noël Kinsella  
Wilfred Moore

Sue Barnes  
Paul Bonwick  
Pierre Brien  
Jean-Guy Carignan  
Joe Comuzzi  
John Cummins  
Jim Gouk  
Michel Guimond

Gar Knutson  
Derek Lee  
Paul Harold Macklin  
Lynn Myers  
Lorne Nystrom  
Jim Pankiw  
Ted White

(24)

### Membres associés

Jim Abbott  
Diane Ablonczy  
Rob Anders  
David Anderson  
André Bachand  
Roy Bailey  
Michel Bellehumeur  
Leon Benoit  
Rick Borotsik  
Garry Breitzkreuz  
Scott Brison  
Andy Burton  
Chuck Cadman  
Bill Casey  
Rick Casson  
David Chatters  
Joe Clark  
Stockwell Day  
Norman Doyle  
John Duncan

Reed Elley  
Ken Epp  
Brian Fitzpatrick  
Paul Forseth  
Cheryl Gallant  
Peter Goldring  
Deborah Grey  
Art Hanger  
Richard Harris  
Loyola Hearn  
John Herron  
Grant Hill  
Jay Hill  
Howard Hilstrom  
Betty Hinton  
Rahim Jaffer  
Dale Johnston  
Gerald Keddy  
Jason Kenney

Robert Lanctôt  
Ghislain Lebel  
Gary Lunn  
James Lunney  
Peter MacKay  
Preston Manning  
Inky Mark  
Keith Martin  
Philip Mayfield  
Grant McNally  
Val Meredith  
Rob Merrifield  
Bob Mills  
James Moore  
Deepak Obhrai  
Brian Pallister  
Charlie Penson  
Joe Peschisolido  
James Rajotte

Scott Reid  
John Reynolds  
Gerry Ritz  
Werner Schmidt  
Carol Skelton  
Monte Solberg  
Kevin Sorenson  
Larry Spencer  
Darrel Stinson  
Chuck Strahl  
Greg Thompson  
Myron Thompson  
Vic Toews  
Maurice Vellacott  
Pierrette Venne  
Elsie Wayne  
Randy White  
John Williams  
Lynne Yelich

---

**LANGUES OFFICIELLES**

**Coprésidents:** Mauril Bélanger  
Shirley Maheu

**Vice-coprésidents:** Scott Reid  
Yolande Thibeault

Représentant le Sénat:  
Les honorables sénateurs

Représentant la Chambre des communes:

Gérald Beaudoin  
Jean-Robert Gauthier  
Laurier LaPierre

Viola Léger  
Jean-Claude Rivest  
Raymond Setlakwe

Eugène Bellemare  
Gérard Binet  
Sarmite Bulte  
Claude Drouin  
Christiane Gagnon  
John Godfrey  
Yvon Godin

Peter Goldring  
Richard Harris  
John Herron  
Raymond Lavigne  
Dan McTeague  
Benoît Sauvageau

(23)

**Membres associés**

Jim Abbott  
Diane Ablonczy  
Rob Anders  
David Anderson  
André Bachand  
Roy Bailey  
Leon Benoit  
Stéphane Bergeron  
Rick Borotsik  
Garry Breitzkreuz  
Scott Brison  
Andy Burton  
Chuck Cadman  
Bill Casey  
Rick Casson  
David Chatters  
Joe Clark  
Joe Comartin  
John Cummins  
Stockwell Day

Norman Doyle  
John Duncan  
Reed Elley  
Ken Epp  
Brian Fitzpatrick  
Paul Forseth  
Cheryl Gallant  
Jim Gouk  
Gurmant Grewal  
Deborah Grey  
Art Hanger  
Loyola Hearn  
Grant Hill  
Jay Hill  
Howard Hilstrom  
Betty Hinton  
Rahim Jaffer  
Dale Johnston  
Gerald Keddy  
Jason Kenney

Gary Lunn  
James Lunney  
Peter MacKay  
Preston Manning  
Richard Marceau  
Inky Mark  
Keith Martin  
Philip Mayfield  
Grant McNally  
Val Meredith  
Rob Merrifield  
Bob Mills  
James Moore  
Lorne Nystrom  
Deepak Obhrai  
Brian Pallister  
Jim Pankiw  
Charlie Penson  
Joe Peschisolido  
Louis Plamondon

James Rajotte  
John Reynolds  
Gerry Ritz  
Werner Schmidt  
Carol Skelton  
Monte Solberg  
Kevin Sorenson  
Larry Spencer  
Darrel Stinson  
Chuck Strahl  
Greg Thompson  
Myron Thompson  
Vic Toews  
Suzanne Tremblay  
Maurice Vellacott  
Elsie Wayne  
Randy White  
Ted White  
John Williams  
Lynne Yelich

---

**Le Président de la Chambre**

L'HON. PETER MILLIKEN

**Comités des Présidents des Comités législatifs**

**Le vice-président et président des comités pléniers**

M. BOB KILGER

**Le vice-président des comités pléniers de la Chambre**

M. RÉGINALD BÉLAIR

**Le vice-président adjoint des comités pléniers de la Chambre**

MME ELENI BAKOPANOS

**MEMBRE DU MINISTÈRE**

Par ordre de préséance

Le très hon. Jean Chrétien	Premier ministre
L'hon. David Collenette	ministre des Transports
L'hon. David Anderson	ministre de l'Environnement
L'hon. Ralph Goodale	leader du gouvernement à la Chambre des communes, ministre responsable de la Commission canadienne du blé et interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits
L'hon. Sheila Copps	ministre du Patrimoine canadien
L'hon. John Manley	vice-premier ministre et ministre de l'Infrastructure et des Sociétés d'État
L'hon. Paul Martin	ministre des Finances
L'hon. Art Eggleton	ministre de la Défense nationale
L'hon. Anne McLellan	ministre de la Santé
L'hon. Allan Rock	ministre de l'Industrie
L'hon. Lawrence MacAulay	solliciteur général du Canada
L'hon. Lucienne Robillard	présidente du Conseil du Trésor
L'hon. Martin Cauchon	ministre de la Justice et procureur général du Canada
L'hon. Jane Stewart	ministre du Développement des ressources humaines
L'hon. Stéphane Dion	président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre des Affaires intergouvernementales
L'hon. Pierre Pettigrew	ministre du Commerce international
L'hon. Don Boudria	ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux
L'hon. Lyle Vanclief	ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire
L'hon. Herb Dhaliwal	ministre des Ressources naturelles
L'hon. Claudette Bradshaw	ministre du Travail et secrétaire d'État (Multiculturalisme) (Situation de la femme)
L'hon. Robert Nault	ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien
L'hon. Elinor Caplan	ministre du Revenu national
L'hon. Denis Coderre	ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration
L'hon. Sharon Carstairs	leader du gouvernement au Sénat
L'hon. Robert Thibault	ministre des Pêches et des Océans
L'hon. Rey Pagtakhan	ministre des Anciens combattants
L'hon. Bill Graham	ministre des Affaires étrangères
L'hon. Susan Whelan	ministre de la Coopération internationale
L'hon. Gerry Byrne	ministre d'État (Agence de promotion économique du Canada atlantique)
L'hon. Ethel Blondin-Andrew	secrétaire d'État (Enfance et Jeunesse)
L'hon. David Kilgour	secrétaire d'État (Asie-Pacifique)
L'hon. Andy Mitchell	secrétaire d'État (Développement rural) (Initiative fédérale du développement économique dans le Nord de l'Ontario)
L'hon. Maurizio Bevilacqua	secrétaire d'État (Sciences, Recherche et Développement)
L'hon. Paul DeVillers	secrétaire d'État (Sport amateur) et leader adjoint du gouvernement à la Chambre des communes
L'hon. Gar Knutson	secrétaire d'État (Europe centrale et orientale et Moyen-Orient)
L'hon. Denis Paradis	secrétaire d'État (Amérique latine et Afrique) (Francophonie)
L'hon. Claude Drouin	secrétaire d'État (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec)
L'hon. John McCallum	secrétaire d'État (Institutions financières internationales)
L'hon. Stephen Owen	secrétaire d'État (Diversification de l'économie de l'Ouest canadien) (Affaires indiennes et du Nord canadien)

## SECRÉTAIRES PARLEMENTAIRES

M. Joe Jordan	du Premier ministre
M. André Harvey	du ministre des Transports
Mme Karen Redman	du ministre de l'Environnement
M. Geoff Regan	du leader du gouvernement à la Chambre des communes
Mme Sarmite Bulte	de la ministre du Patrimoine canadien
M. Steve Mahoney	du vice-premier ministre et ministre de l'Infrastructure et des Sociétés d'État
M. Bryon Wilfert	du ministre des Finances
M. John O'Reilly	du ministre de la Défense nationale
M. Jeannot Castonguay	du ministre de la Santé
M. Serge Marcl	du ministre de l'Industrie
M. Lynn Myers	du solliciteur général du Canada
M. Alex Shepherd	de la présidente du Conseil du Trésor
M. Paul Harold Macklin	du ministre de la Justice et procureur général du Canada
Mme Raymonde Folco	de la ministre du Développement des ressources humaines
M. Bill Matthews	du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre des Affaires intergouvernementales
M. Pat O'Brien	du ministre du Commerce international
M. Paul Szabo	du ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux
M. Larry McCormick	du ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire
M. Benoît Serré	du ministre des Ressources naturelles
M. Gurbax Malhi	de la ministre du Travail
M. John Finlay	du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien
Mme Sophia Leung	de la ministre du Revenu national
M. Mark Assad	du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration
M. Georges Farrah	du ministre des Pêches et des Océans
M. Carmen Provenzano	du ministre des Anciens combattants
Mme Aileen Carroll	du ministre des Affaires étrangères
Mme Marlene Jennings	de la ministre de la Coopération internationale









## TABLE DES MATIÈRES

Le vendredi 12 avril 2002

### INITIATIVES MINISTÉRIELLES

<b>Loi modifiant certains textes législatifs et abrogeant la Loi sur le soutien des prix des produits de la pêche</b>	
Projet de loi C-43. Troisième lecture .....	10343
Mme Skelton .....	10343
Troisième lecture et adoption du projet de loi .....	10344
<b>Loi sur les eaux du Nunavut et le Tribunal des droits de surface du Nunavut</b>	
Projet de loi C-33. Deuxième lecture et adoption des amendements du Sénat .....	10344
M. Nault .....	10344
Mme Karetak-Lindell .....	10344
M. Pallister .....	10345
M. Bigras .....	10346
Mme Wasylcyia-Leis .....	10347
M. Keddy .....	10348
Report du vote .....	10349
Report du vote sur la motion .....	10349
<b>DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS</b>	
<b>Le Proche-Orient</b>	
M. Harb .....	10349
<b>Le rapport sur le gaspillage</b>	
M. Williams .....	10349
<b>La Reine-Mère</b>	
M. Reed .....	10349
<b>La société Chin Wing Chun Tong</b>	
Mme Leung .....	10349
<b>La Société canadienne du cancer</b>	
M. Malhi .....	10349
<b>Les Grands Prix du tourisme québécois 2002</b>	
Mme Dalphond-Guiral .....	10350
<b>L'aviation commerciale</b>	
Mme Desjarlais .....	10350
<b>L'environnement</b>	
Mme Torsney .....	10350
<b>La pornographie juvénile</b>	
Mme Wayne .....	10350
<b>L'Ordre du Canada</b>	
M. Goldring .....	10350
<b>Les exportations</b>	
Mme Scherrer .....	10351
<b>Le harcèlement</b>	
M. Spencer .....	10351
<b>Les services d'urgence médicale</b>	
Mme Karetak-Lindell .....	10351
<b>L'Ordre des francophones d'Amérique</b>	
M. Bergeron .....	10351
<b>Timothy Eaton</b>	
M. Richardson .....	10352

### La Gendarmerie royale du Canada

M. Cadman .....	10352
-----------------	-------

### QUESTIONS ORALES

#### Les dépenses gouvernementales

M. Hill (MacLeod) .....	10352
M. Manley .....	10352
M. Hill (MacLeod) .....	10352
M. Manley .....	10352
M. Hill (MacLeod) .....	10352
M. Manley .....	10352
M. Benoit .....	10353
M. Manley .....	10353
M. Benoit .....	10353
M. Eggleton .....	10353

#### Le bois d'oeuvre

Mme St-Hilaire .....	10353
Mme Stewart .....	10353
Mme St-Hilaire .....	10353
Mme Stewart .....	10353
Mme Girard-Bujold .....	10353
Mme Stewart .....	10353
Mme Girard-Bujold .....	10354
Mme Stewart .....	10354

#### Les dépenses gouvernementales

M. Nystrom .....	10354
M. Szabo .....	10354
M. Nystrom .....	10354
M. Marcil .....	10354

#### Le sommet du G-8

M. Clark .....	10354
M. Cauchon .....	10354
M. Clark .....	10354
M. Cauchon .....	10354
M. Sorenson .....	10355
M. Cauchon .....	10355
M. Sorenson .....	10355
M. Cauchon .....	10355

#### Le transport aérien

M. Loubier .....	10355
M. McCallum (Markham) .....	10355
M. Loubier .....	10355
M. McCallum (Markham) .....	10355

#### La défense nationale

M. Anders .....	10355
M. Eggleton .....	10356
M. Anders .....	10356
M. Eggleton .....	10356

#### L'environnement

M. Bigras .....	10356
M. Dhaliwal .....	10356
M. Bigras .....	10356
M. Dhaliwal .....	10356

<b>Le terrorisme</b>	
M. Day .....	10356
M. Graham (Toronto-Centre—Rosedale) .....	10356
M. Day .....	10357
M. Cauchon .....	10357
<b>La recherche et le développement</b>	
Mme Torsney .....	10357
M. Bevilacqua (Vaughan—King—Aurora) .....	10357
<b>L'assurance-emploi</b>	
Mme Wasylcia-Leis .....	10357
Mme Stewart .....	10357
<b>La sécurité aéroportuaire</b>	
Mme Desjarlais .....	10357
M. McCallum (Markham) .....	10357
<b>Les pêches</b>	
M. Doyle .....	10357
M. Thibault .....	10358
M. MacKay .....	10358
M. Thibault .....	10358
<b>La recherche et le développement</b>	
M. Merrifield .....	10358
M. Castonguay .....	10358
M. Merrifield .....	10358
M. Castonguay .....	10358
<b>Le Proche-Orient</b>	
M. Guimond .....	10358
M. Graham (Toronto-Centre—Rosedale) .....	10358
M. Guimond .....	10358
M. Graham (Toronto-Centre—Rosedale) .....	10358
<b>L'agriculture</b>	
M. Anderson (Cypress Hills—Grasslands) .....	10359
M. Vanclief .....	10359
M. Anderson (Cypress Hills—Grasslands) .....	10359
M. Vanclief .....	10359
<b>La recherche et le développement</b>	
M. Adams .....	10359

M. Bevilacqua (Vaughan—King—Aurora) .....	10359
<b>Les sociétés d'État</b>	
M. Williams .....	10359
M. Manley .....	10359
<b>L'assurance emploi</b>	
Mme Guay .....	10360
Mme Stewart .....	10360
<b>Les pêches et les océans</b>	
M. Keddy .....	10360
M. Thibault .....	10360
<b>Le patrimoine canadien</b>	
M. Tirabassi .....	10360
Mme Bulte .....	10360
<b>Les chemins de fer</b>	
M. Martin (Esquimalt—Juan de Fuca) .....	10360
M. Colletette .....	10360
<b>L'environnement</b>	
M. Bellehumeur .....	10360
M. Thibault .....	10360
<b>Le bois d'oeuvre</b>	
Mme Desjarlais .....	10361
Mme Stewart .....	10361

## AFFAIRES COURANTES

<b>Réponse du gouvernement à des pétitions</b>	
Mme Bulte .....	10361
<b>Pétitions</b>	
<b>La Loi sur la Cour suprême</b>	
M. Stinson .....	10361
<b>Les maladies du rein</b>	
M. Adams .....	10361
<b>Questions au <i>Feuilleton</i></b>	
Mme Bulte .....	10361

## ANNEXE



**POSTE  MAIL**

Société canadienne des postes / Canada Post Corporation

Port payé

Postage paid

**Poste-lettre**

**Lettermail**

**1782711  
Ottawa**

*En cas de non-livraison,  
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :  
Communication Canada - Édition  
Ottawa (Ontario) K1A 0S9*

*If undelivered, return COVER ONLY to:  
Communication Canada - Publishing  
Ottawa, Ontario K1A 0S9*

**Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes**

**Published under the authority of the Speaker of the House of Commons**

**Aussi disponible sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante :**

**Also available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:**

**<http://www.parl.gc.ca>**

---

**Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.**

**On peut obtenir des copies supplémentaires en écrivant à : Communication Canada - Édition, Ottawa (Ontario) K1A 0S9**

**The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.**

**Additional copies may be obtained from Communication Canada - Canadian Government Publishing, Ottawa, Ontario K1A 0S9**

**The English version of this publication may be obtained from Communication Canada - Canadian Government Publishing  
Ottawa, Ontario K1A 0S9**